

*Collection L'Ontario français*

# L'Ontario français par l'image



Mouge David  
mno 7982

La Société Historique de Québec

7d

# L'Ontario français

par l'image

L'équipe DOPELFO (Documents pédagogiques en langue française pour l'Ontario) regroupe les chercheurs suivants:

Jacques Grimard	Archives nationales du Québec
André Lapierre	Université d'Ottawa
Pierre Savard	Université d'Ottawa
Marcien Villemure	Université d'Ottawa
Gaetan Vallière	Coordonnateur

Cette équipe dispose des locaux et des services du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

# **L'Ontario français**

par l'image

**Témoignages photographiques**

Jacques Grimard



Éditions Études Vivantes

Montréal Paris

*L'Ontario français par l'image*  
Jacques Grimard

*Maquette de la couverture:* Joanne Bertrand-Côté

*Photographies de la couverture:*

photographie noir et blanc: Musée McCord, collection Notman (Montréal)

Photographie couleur: Réal Bossé

L'appareil photographique provient de la collection de monsieur Réal Bossé

Tous droits réservés  
Copyright ©1981 by  
Éditions Études Vivantes, Montréal



Éditions Études Vivantes  
6700, chemin Côte de Liesse  
Saint-Laurent (Québec) H4T 1E3

**ISBN 2-7607-0057-7**

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 1981  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

Toute reproduction, en tout ou en partie, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite en vertu de la loi sur les droits d'auteur.

Imprimé au Canada

1 2 3 4 5 85 84 83 82 81

## avant-propos

Ils sont présentement plus de 700 000 francophones d'expression ou de descendance française à vivre sur le territoire de l'actuelle province d'Ontario. Sauf quelques familles de l'Essex dont les origines remontent à l'établissement de Détroit, ils ont pris racine entre l'Ontario et les Grands Lacs depuis le milieu du siècle dernier. Venus, pour la plupart, des vieilles paroisses du Québec, leurs ancêtres se sont d'abord établis dans les terres basses des comtés de Prescott et de Russell et ont pris pied dans la capitale naissante du jeune Canada. Plus tard, à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, d'autres ont poussé plus loin et se sont attaqués d'abord aux zones forestières comprises entre l'Ontario et le lac Huron. D'autres ont entrepris la colonisation du croissant Mattawa-Hearst, ont participé à la construction du réseau ferroviaire, ouvert des terres neuves, et se sont engagés dans l'exploitation des forêts et des mines. Entre-temps, et par la suite, bon nombre ont afflué vers le sud de la province, dans les villes du *Golden Horseshoe*, dans le but de tirer profit de la croissance industrielle rapide.

Dans un monde culturellement différent, ces néo-ontariens se sont dotés d'institutions propres à assurer le maintien de leur francité et ils ont confié à des porte-parole le soin de défendre leur originalité culturelle. Leurs élites ont d'ailleurs laissé des témoignages écrits de leurs interventions et des luttes qu'elles ont menées. La «piétaille laborieuse», par contre, a laissé bien peu de traces de ses activités dans les archives manuscrites. Pour la saisir dans son action, voire dans son être, il nous reste cependant l'image, et particulièrement celle captée par l'œil de l'appareil photographique.

Le présent album ne constitue donc pas une galerie de nos «gloires nationales». Il a été conçu spécifiquement dans le but de permettre à l'élève de saisir visuellement les fondements humains — non pas héroïques — de la société dans laquelle il vit. C'est l'homme et la femme d'expression et de culture françaises aux prises avec le quotidien qui nous intéressent ici. Nous avons fixé notre ligne de départ au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, car les liens de descendance directe entre le Franco-Ontarien d'aujourd'hui et les colons, les militaires et les voyageurs français venus dans les Pays d'en haut à l'époque de la Nouvelle-France sont quasi inexistant; aussi parce que ceux-ci ont déjà fait ailleurs l'objet de multiples présentations; enfin, parce que l'arrivée des ancêtres de la grande majorité des actuels Franco-Ontariens remonte à peine à plus d'un siècle. En contrepartie, les lendemains de la Seconde Guerre mondiale nous sont apparus une ligne d'arrivée commode dans la mesure où ces années ont amené les Ontariens d'expression et d'origine françaises à s'adapter aux condi-

tions économiques, sociales et politiques d'un temps nouveau et qu'elles ont vu lentement s'estomper la société traditionnelle de l'Ontario français.

L'album comprend trois parties comptant respectivement deux, quatre et trois chapitres. En un premier temps, ont été rassemblés des documents évoquant l'Ontarien d'expression française à la conquête de son espace. En second lieu, nous le voyons tirer sa subsistance du sol, de la mine, de la forêt ou encore de l'activité manufacturière et du négoce. À la fin ont été réunis des témoignages de la vie socio-culturelle des communautés françaises d'Ontario: images illustrant la vie religieuse, rappelant la question des écoles et les combats pour la survivance ou faisant état des diverses formes de loisirs culturels, sportifs ou autres.

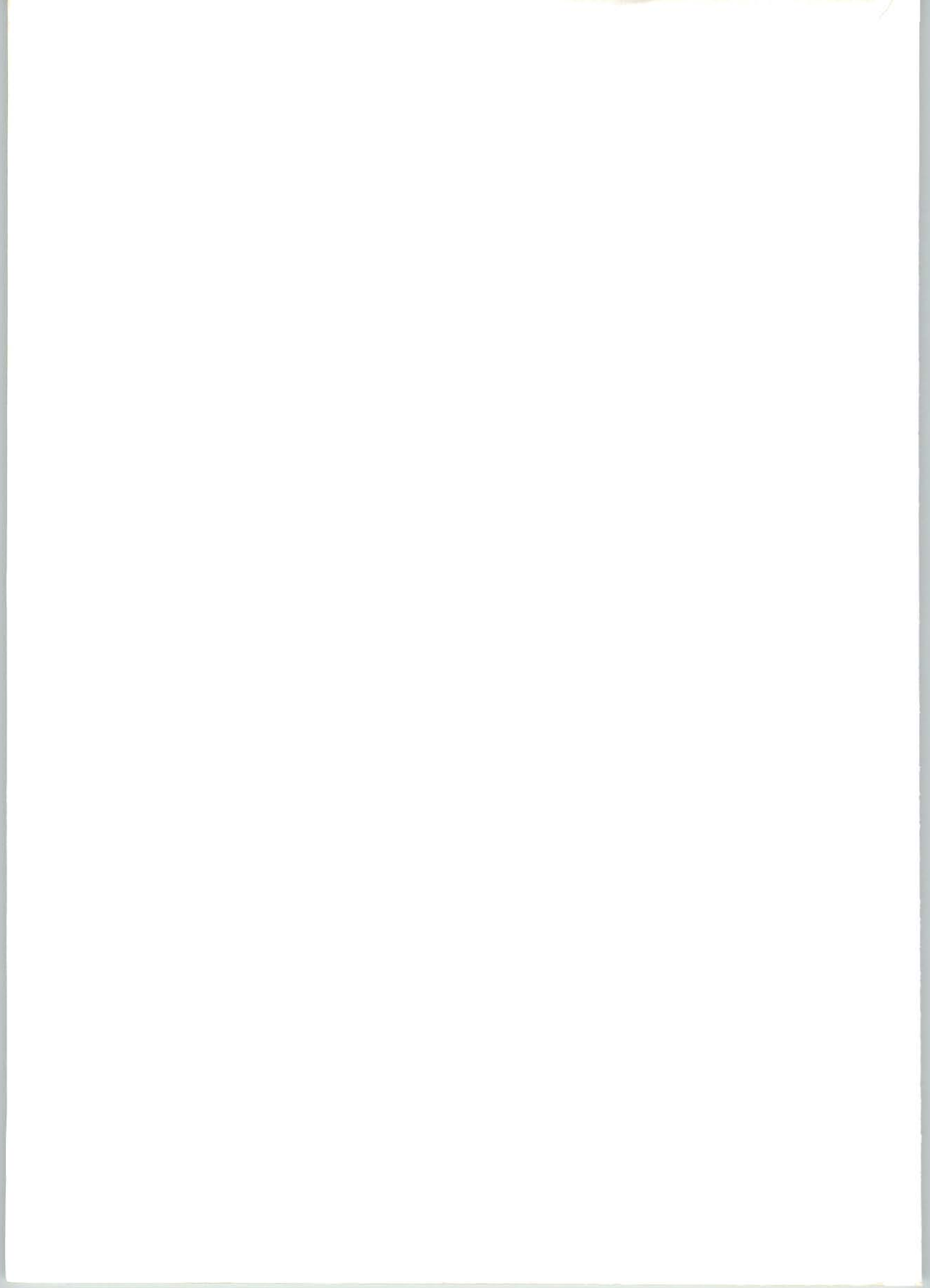
Enfin, dans le but d'enrichir le contenu visuel et de rendre l'élève plus à même de saisir le sens du document porté à son attention, des notes explicatives, questions et suggestions de recherche — les numéros sont soulignés dans les cas les plus difficiles — ont été ajoutées, car le document photographique commande une approche pédagogique élargie en ce qu'il constitue un révélateur polyvalent du passé. Il nous renvoie souvent beaucoup plus que l'objet principal saisi par l'oeil de l'appareil photographique. Il n'est pas rare que l'environnement ou le fond de scène qu'il représente soit plus riche d'enseignement sur les sociétés disparues que le sujet visé par le photographe. D'où nécessité pour l'enseignant d'amener l'élève à une lecture du document qui dépasse le premier regard, qui ne s'attarde pas seulement au qui ou au quoi, mais qui s'arrête au où, au comment et au quand.

Jacques Grimard  
Automne 1980

## remerciements

Nous tenons d'abord à remercier notre chercheuse, Sylvie Jean, dont la vaste et patiente enquête dans les collections d'archives photographiques nous a facilité la tâche au moment de la sélection définitive des documents. Nos remerciements vont également à Diane Chrétien qui a assumé la préparation des questionnaires et dont les commentaires d'intérêt pédagogique nous ont été précieux. Nous voulons aussi témoigner notre gratitude à notre collègue Gaetan Vallières qui a accepté de relire notre manuscrit et de mettre à notre disposition sa vaste connaissance du passé franco-ontarien. Nous tenons par ailleurs à souligner l'excellente contribution de Judith Hudson Beattie, archiviste au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, dont l'aide nous a été particulièrement précieuse dans l'exploitation des collections photographiques confiées à sa garde. Nous ne saurions passer sous silence la précieuse collaboration de Charles Dufresne et d'Antonine Cimon de la maison Études Vivantes. Nous voulons enfin rendre hommage au regretté père Robert Barsalou, o.m.i., et au professeur Pierre Savard à qui nous devons notre intérêt pour l'histoire de l'Ontario français.





# table des matières

<b>avant-propos</b>	<b>V</b>
<b>remerciements</b>	<b>VII</b>

## **Première partie L'Ontario des Canadiens français** **I**

<b>Chapitre 1 Les hommes</b>	<b>3</b>
<b>Chapitre 2 Une terre à parcourir</b>	<b>13</b>
les voies d'eau	<b>13</b>
les routes	<b>19</b>
le chemin de fer	<b>26</b>
un pays à habiter	<b>39</b>
conclusion	<b>41</b>

## **Deuxième partie Les travaux** **43**

<b>Chapitre 3 Les travaux agricoles et la vie rurale</b>	<b>45</b>
le Sud	<b>45</b>
l'Est	<b>45</b>
le Nord	<b>46</b>
les travaux agricoles	<b>52</b>
<b>Chapitre 4 L'exploitation forestière</b>	<b>71</b>
les zones forestières	<b>71</b>
la vie de chantier et les travaux forestiers	<b>86</b>
<b>Chapitre 5 La mise en valeur des ressources minières</b>	<b>99</b>
le Sud ontarien	<b>99</b>
l'Est	<b>99</b>
le Nord	<b>100</b>
le bassin de Sudbury	<b>100</b>
la zone de Sault-Sainte-Marie	<b>107</b>
Cobalt	<b>110</b>
le Porcupine	<b>117</b>
l'uranium	<b>118</b>
conclusion	<b>124</b>
<b>Chapitre 6 Le secteur manufacturier et les services</b>	<b>125</b>
les usines et les entreprises de services	<b>125</b>
les boutiques, les petits commerces et les autres services	<b>137</b>
conclusion	<b>149</b>

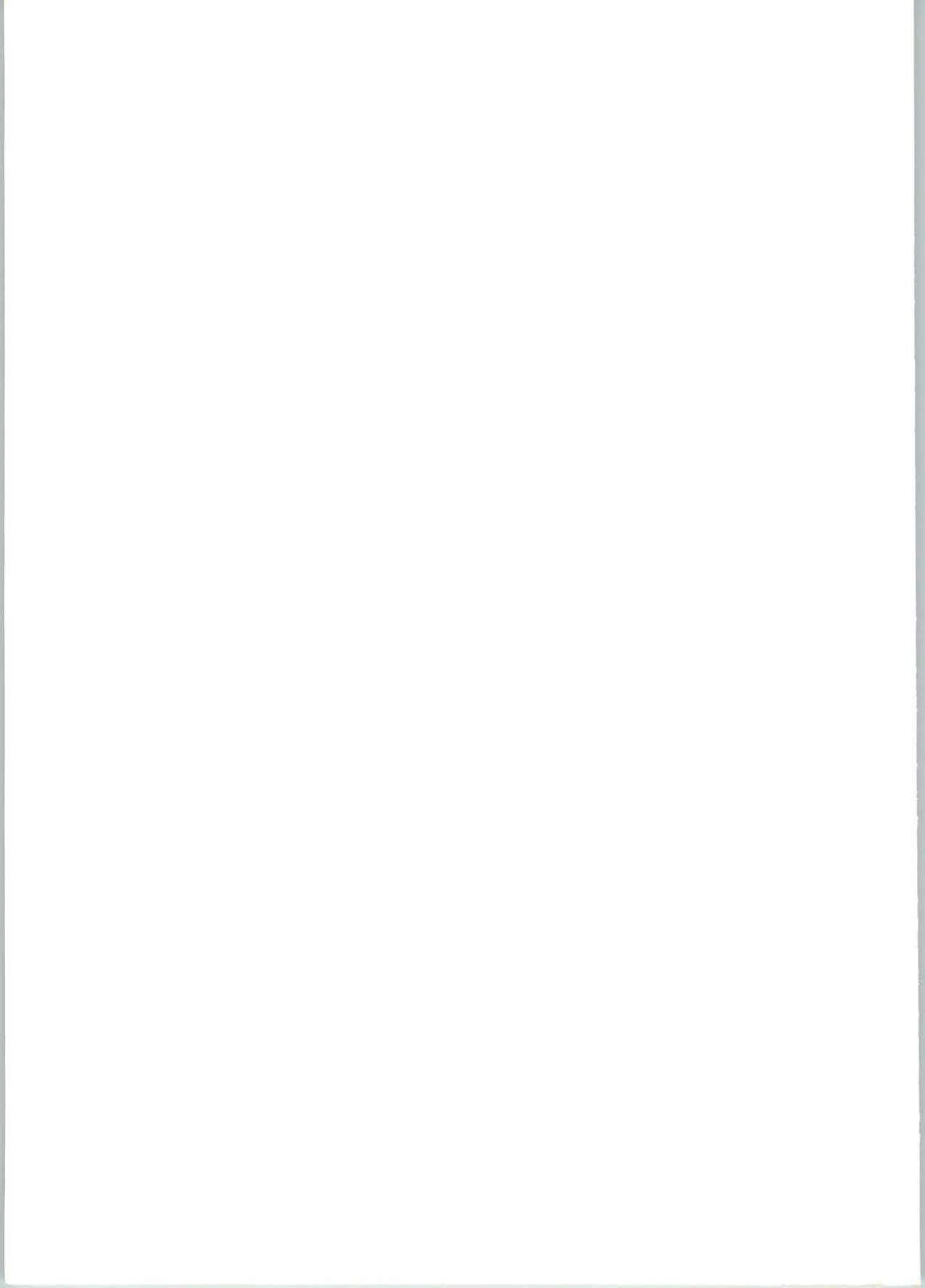
<b>Troisième partie Les jours</b>	<b>151</b>
<b>Chapitre 7 La «garde du dépôt»</b>	<b>153</b>
la politique fédérale et provinciale	<b>153</b>
les groupes de pression	<b>158</b>
la presse	<b>166</b>
les institutions d'intervention économique	<b>178</b>
conclusion	<b>182</b>
<b>Chapitre 8 La vie et les questions scolaires</b>	<b>183</b>
les antécédents de la crise scolaire	<b>183</b>
le règlement 17	<b>186</b>
l'enseignement en français après la crise	<b>196</b>
conclusion	<b>205</b>
<b>Chapitre 9 L'environnement culturel</b>	<b>207</b>
la vie religieuse	<b>213</b>
la vie culturelle et les loisirs	<b>230</b>
conclusion	<b>247</b>
<b>questions</b>	<b>249</b>

# **Première partie**

---

## **L'Ontario des Canadiens français**

---



# Chapitre 1

## Les hommes

À la veille de la guerre de Sept ans (1756-1763), alors que la France s'apprête à livrer ses dernières batailles sur le continent nord américain, la population des *Pays d'en haut* — ce vaste territoire situé au-delà de la rivière des Outaouais, débordant les frontières de l'Ontario actuel et s'étendant jusqu'au centre du continent nord-américain — se chiffre aux environs de 6 000 personnes, dont quelques centaines de colons établis autour du fort Frontenac et sur les deux rives de la rivière Détroit. À la signature du traité de Paris (1763), il ne reste plus rien de l'établissement de Cataracoui; seuls témoignent encore du siècle et demi de présence française, dans ce vaste territoire qu'est devenu aujourd'hui l'Ontario, les deux ou trois dizaines de familles installées en face du fort Détroit et quelques milliers de voyageurs et de missionnaires.

Mis à part le développement des terres de la rive est de la rivière Détroit et la colonisation des régions de Penetanguishene et de Lafontaine, au sud de la baie Georgienne, on ne note aucune participation significative des francophones à la mise en place des institutions politiques, économiques et sociales de l'Ontario. Dès le

début des années 1830, des voyageurs «canadiens» s'établissent dans le canton de Tiny, au sud de la baie Georgienne, mais ils s'adaptent mal aux conditions de vie sédentaire des colons. Il faut attendre le début de la décennie suivante et l'arrivée de colons en provenance de la région de Trois-Rivières avant que ne s'amorce le véritable développement de la région. En 1859, on compte 9 000 Canadiens français dans les comtés de Kent et d'Essex; en 1871, la population française du comté de Simcoe, où sont situés les cantons agricoles de Tay et de Tiny, dépasse de peu les 3 000 personnes.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la croissance industrielle rapide et l'expansion non moins remarquable du secteur des services attirent bon nombre de francophones — du Québec, d'Acadie, du nord ou de l'est de l'Ontario, mais aussi des États-Unis et d'Europe — dans le sud de la province. Ainsi le développement de l'industrie automobile et de la pétrochimie contribue à l'augmentation de la population française du Sud-Ouest, essentiellement des comtés de Kent, d'Essex et de Lambton: en 1871, les Canadiens français y sont au nombre de 17 000; cinquante ans plus tard, on en dé-



1. Le mariage de M. et Mme Joseph Gratton, Wendover, 1920.

nombre au-delà de 39 000. La présence française est également visible dans le croissant fortement industrialisé du *Golden Horseshoe*, entre Oshawa et Niagara. À Toronto, la population d'origine française dépasse à peine 500 âmes au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle; elle a quintuplé en 1901 et, un demi-siècle plus tard, elle se chiffre à plus de 30 000 dans le Toronto métropolitain. À Welland, les premières familles canadiennes françaises s'installent au cours des années 1910. D'autres viendront à Oshawa ou à Hamilton travailler dans les manufactures ou les entreprises commerciales favorisées par la reprise des années d'après-guerre.

Plus à l'est, par contre, dans l'immédiat voisinage d'Ottawa, les Canadiens français s'imposent d'abord comme draveurs et travailleurs forestiers. Ils constituent cependant une main-d'oeuvre plutôt jeune, saisonnière et particulièrement mobile. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la foulée du surpeuplement des terres agricoles de la vallée du Saint-Laurent et de la rive est du Bas-Outaouais, certains Canadiens français s'établissent

dans les zones marécageuses de Prescott et de Russell. En 1851, leur nombre dépasse les quatre milliers. La mise en valeur de ces sols leur apparaît d'autant plus viable qu'Ottawa grandit à l'époque; il attire notamment leurs compatriotes dans les secteurs du petit commerce, de la construction et des travaux publics. Quelques années plus tard, les scieries de la région — d'Ottawa, de Rockland, ou d'Hawkesbury — offrent des débouchés à la production forestière régionale en même temps que des possibilités d'emplois. À Ottawa, la population française passe de 2 056, en 1851, à 7 214, vingt ans plus tard. Dans les comtés de Prescott et de Russell les agriculteurs francophones sont peu nombreux vers 1850. Très vite, cependant, la situation change: en 1871, le nombre de Canadiens français atteint 14 500. Bientôt, ils forment le plus important groupe ethnique dans les deux comtés, avec une population de 46 000 personnes, en 1921. Dans Stormont, Glengarry et Dundas, les 18 200 francophones représentent, vers la même époque, plus du tiers de la population totale.





CRCCE (Pn 23-SSM-1)

2. La famille Saint-Jules, Sault-Sainte-Marie, s.d.

Centre Sainte-Famille (R70-17)



3. La famille Chevrier, Alexandria, env. 1890.



4. Marie Poirier et Olivier Scott, Curran, 1907. .

Entre-temps, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais surtout au début du XX<sup>e</sup>, des colons en provenance du Québec se sont établis dans la plaine du Nipissing, puis sur les terres argileuses du Témiscamingue ontarien — dans le *Petit Clay Belt* — et du district de Cochrane — dans le *Grand Clay Belt*. Ils ont ainsi répondu aux appels répétés de leurs élites clérico-nationalistes désireuses de voir se constituer une solide chaîne française entre Saint-Boniface et la vallée du Saint-Laurent. Puis d'autres y viennent à titre de travailleurs forestiers. Enfin, certains autres sont embauchés dans des entreprises qui exploitent les gisements miniers du bassin de Sudbury et de la faille de Cadillac qui se prolonge au-delà de la frontière orientale de la province, de Timmins à Val-d'Or.

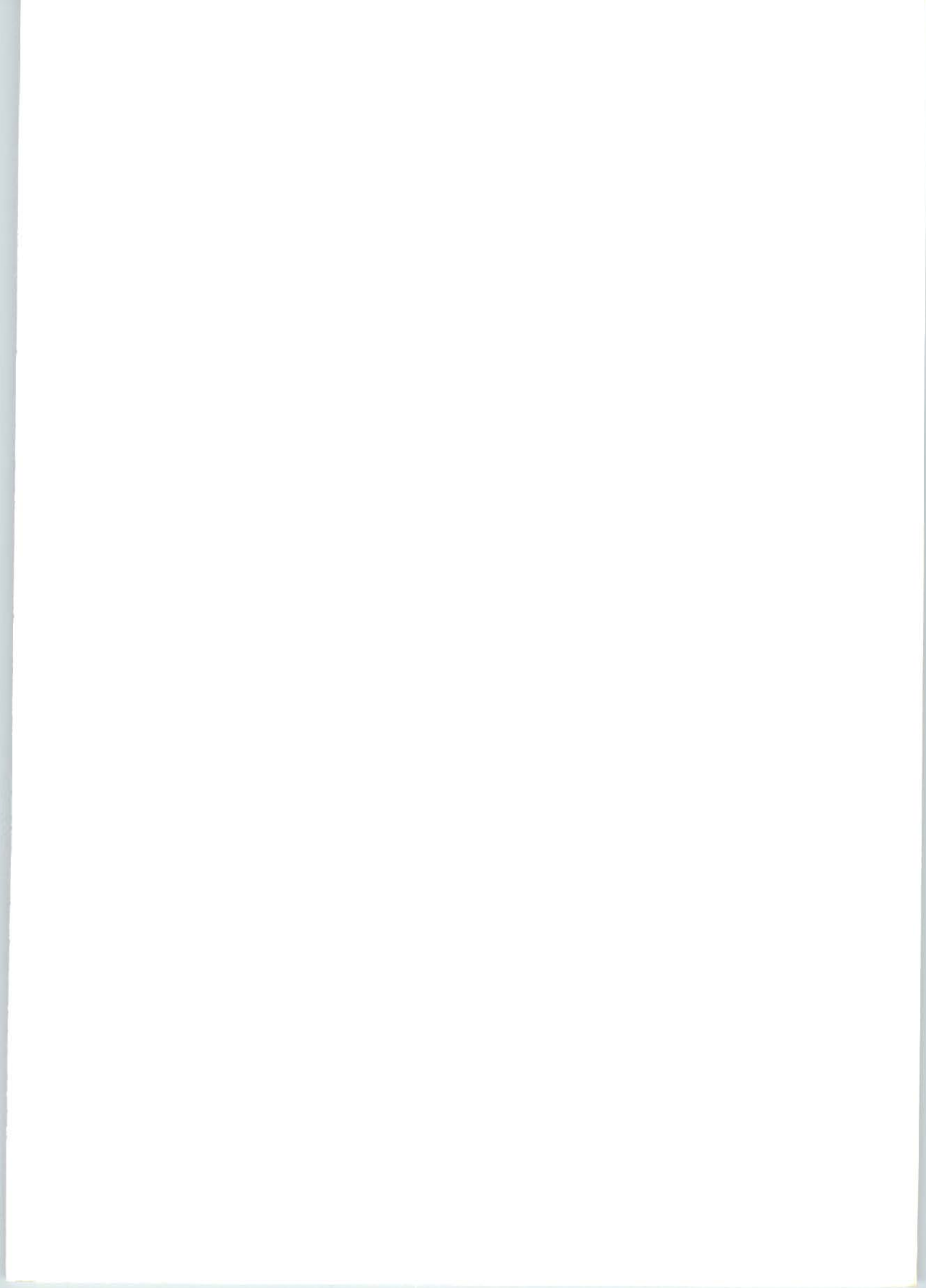
Ces arrivages successifs ont sans aucun doute contribué à l'augmentation absolue des effectifs francophones en Ontario. À peine quelques milliers au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ils sont, en 1971, 737 000 d'appartenance ethnique française, dont 482 000 se disent de langue maternelle française. Ils sont encore 352 000 à utiliser couramment le français dans leur vie quotidienne. Malgré cette hausse, en chiffres absolus, un fait demeure: tout au cours de ce long siècle, les francophones n'ont jamais représenté

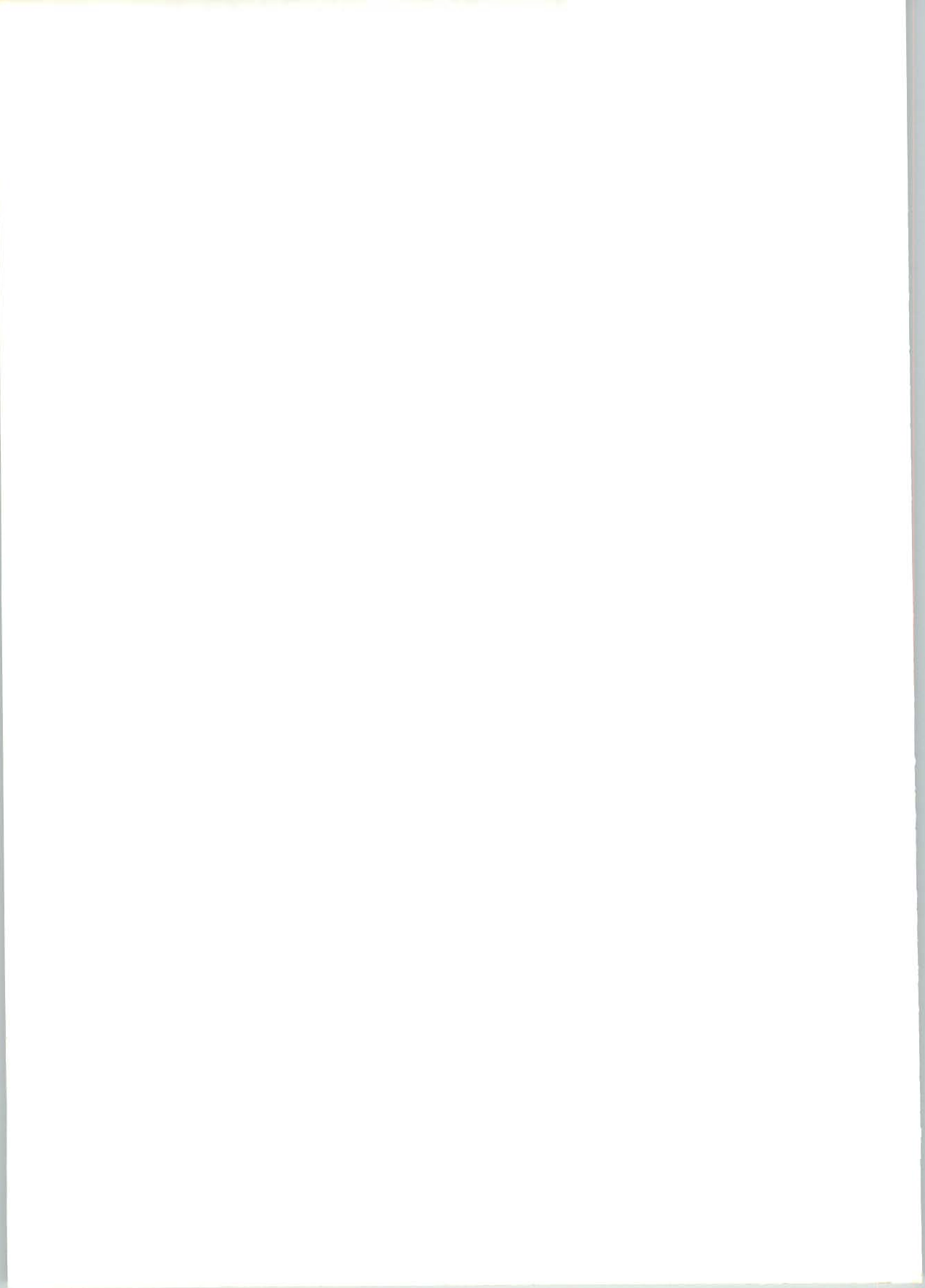
qu'un pourcentage réduit de la population ontarienne totale. Constituant peut-être 2 à 3% de la population au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la place de l'ethnie française équivaut à 9,6% du total en 1971. Au nord aussi bien qu'à l'est de la province, elle représente alors environ 25% de la population régionale. Au sud cependant — là où habitent les trois quarts des Ontariens — leur part relative se situe à 6,5%.

Voilà pour la répartition régionale des francophones. Par delà cependant la froideur et la neutralité des chiffres absolus et des séries statistiques se profile l'homme: le Franco-Ontarien. C'est de lui, maître d'oeuvre de l'Ontario français, qu'il sera question ici: de Mgr Joseph Eugène Bruno Guigues, du sénateur Napoléon Belcourt, du docteur Damien Saint-Pierre, du député Raoul Hurtubise..., mais aussi des Gratton de Wendover (1), des Girouard de Moonbeam, des St-Jules du Sault-Sainte-Marie (2), des Marois de Welland, des Chevrier d'Alexandria (3), des Fontaine de Mattice, des Brisson de Cornwall et des Poirier de Curran (4). À travers eux et bien d'autres, c'est un peu d'humanité qui s'anime, qui prend souche en terre ontarienne, qui y tire sa subsistance, qui y défend des idéaux collectifs, qui y fête et qui y trouve place pour le dernier repos (5).



5. La mise en terre de Liliane Chapleau, Norembega, env. 1950.





# Chapitre 2

## Une terre à parcourir

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que les francophones commencent à s'établir en Ontario, le réseau hydrographique constitue encore le système de communication le plus avantageux, d'autant plus que la construction de canaux vient d'en multiplier les possibilités. Les voies terrestres sont par contre peu développées. Le système routier, tout comme le réseau ferroviaire, reste encore à bâtir. Tous deux joueront un rôle appréciable dans la venue des francophones en terre ontarienne.

### les voies d'eau

Tout au long du régime français et longtemps après que les Britanniques eurent pris possession de l'empire français d'Amérique, les agents des compagnies de fourrures, les soldats et les missionnaires empruntent essentiellement les voies d'eau. Le Haut-Saint-Laurent et les Grands Lacs donnent accès au Middle West américain (appelé Centre-Ouest par les géographes français) et au bassin hydrographique du Mississippi. Quant à l'Outaouais, il conduit au réseau fluvial de la baie d'Hudson, en passant par le lac Témiscamingue; il constitue aussi la première étape de

la route des voyageurs qui, via la Mattawa, le lac Nipissing et la rivière des Français, mène au-delà des lacs Huron, Supérieur et Michigan. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les lacs et les rivières sont encore les voies les plus sûres et les plus rapides dans les *régions inexplorées* du nord de la province (6, 7).

Ce système de communication fluviale offre d'autant plus de possibilités que ses composantes ont graduellement été reliées les unes aux autres. Au cours des années 1820, l'Angleterre investit près d'un million de livres sterling, somme astronomique pour l'époque, dans la construction du canal Rideau. Conçu dans le but de protéger davantage les colonies anglaises nord-américaines d'éventuelles attaques de la part des États-Unis, le canal devait permettre aux bâtiments anglais d'éviter la fragile et vulnérable frontière du Haut-Saint-Laurent et de parvenir sans risques aux Grands Lacs. Corridor de défense, le canal n'en est pas moins — et très tôt — utilisé pour la navigation commerciale. Mais, vers 1860, des travaux de canalisation permettent aux navires de fret de circuler directement entre Kingston et Montréal, et la fonction commerciale du canal Rideau s'en trouve réduite.





6. Transport des marchandises dans le nord de l'Ontario, 1926.

Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on s'était rendu compte de la nécessité de construire un système de canaux afin d'éviter les rapides du Haut-Saint-Laurent et de relier Montréal à Kingston. Objet de discussion à l'Assemblée législative ontarienne depuis 1816, le canal de Cornwall est finalement achevé en 1843. Quelques années plus tard, trois autres voies d'évitement sont complétées à la hauteur de Farron's Point, de Rapide Plat et de Galop. Le système sera amélioré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de façon à accommoder les navires à plus fort tirant d'eau. Entre 1876 et 1900, le canal de

Cornwall est creusé et élargi. Quant aux trois canaux de Williamsburg, ils sont dragués à 4,25 m en 1903. Très tôt, cependant, de nouvelles conditions reportent à plus tard les travaux sur le Saint-Laurent. Réclamée depuis les années 1920 par les États-Unis, la voie maritime du Saint-Laurent est finalement achevée en 1959. Oeuvre de collaboration entre les États-Unis et le Canada, elle s'étend, sur une profondeur de 8,1 m, depuis les confins du lac Supérieur jusqu'à Québec, en passant par le Haut-Saint-Laurent partiellement canalisé depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Archives publiques du Canada (PA-45231)



7. Camp d'explorateurs sur la rivière Porcupine, 1910.



8. Construction du canal Welland. Vue de l'écluse n° 8, depuis le pont n° 19, 30 mars 1928.

S.A. PAIN, *The Way North* (p. 91)



9. Construction de la route menant à Porcupine, 1910.

10. La route Ferguson, Cochrane, 1927.

CRCCF (Ph 56-18)



*Album-souvenir, Hearst (p. 88)*



11. Pont sur la rivière Mattawishkwia, 1920.

À la hauteur des Grands Lacs, la nécessité de joindre l'une à l'autre ces mers intérieures se fait rapidement sentir. En 1829, une première version du canal Welland relie les lacs Ontario et Érié. Les promoteurs entendent ainsi faire contrepoids au canal Érié — qui relie le lac du même nom à la rivière Hudson et, donc, au grand port de New York — et assurer l'avenir économique de l'axe du Saint-Laurent. Immédiatement, l'ouvrage s'avère insuffisant. Tout au cours du siècle qui suit, il nécessite de fréquentes réparations, voire des reconstructions (8). Au début du XX<sup>e</sup> siècle, des manœuvres du Québec viennent y travailler et constituent un premier noyau de francophones dans cette région de Welland.

Enfin, autres travaux de canalisation visant à relier le bassin des Grands Lacs aux ports du Saint-Laurent: les écluses du Sault-Sainte-Marie et les canaux de la Trent. Les premières, accessibles en 1855, sont en territoire américain et relient les lacs Supérieur et Huron. Quant aux seconds, ils devaient réunir le lac Huron à la tête du lac Ontario. Les travaux ne furent pas achevés et, de toute façon, cette voie n'a, par la suite, jamais été réaménagée en fonction des nécessités de la navigation à fort tonnage.

### les routes

Doublant à l'origine les voies d'eau, le système routier ontarien ne se développe que très lentement. En fait, il faut attendre la venue du véhicule à moteur pour que s'accroisse le nom-

bre de routes et que s'améliorent les conditions du réseau routier.

Mais déjà, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les centres importants du *Old Ontario* sont reliés par des grands axes plus facilement carrossables en hiver et durant les jours secs de l'été. Ainsi, le chemin Yonge relie la jeune capitale de Toronto à Barrie et, de là, permet au voyageur d'atteindre Penetanguishene. Le chemin Dundas part de Dundas, au-delà de London, et rejoint une route qui mène à Sarnia. Un autre réseau, mis au point par le colonel Thomas Talbot, ouvre aussi sur le sud-ouest de la province; on en distingue deux grandes voies: l'une menant de Fort Érié à Sandwich (Windsor) et l'autre reliant Port Talbot à London. Enfin, la route Danforth suit la rive nord du lac Ontario et réunit Kingston à Ancaster, en passant par York (Toronto).

Dans l'Est, où les francophones continuent à s'installer en grand nombre après 1850, le développement du réseau routier répond, tout comme au Sud, aux nécessités de la colonisation et du développement économique. Dès 1818, une route, pompeusement appelée le *Richmond Road*, relie Perth à Richmond; de là, on atteint Brockville par une route difficile. À peine la ville de Bytown est-elle née qu'un chemin la relie à Richmond. En 1850, les habitants de ce qui va bientôt devenir la capitale du Canada-Uni atteignent le Saint-Laurent en passant par Russell; d'autres routes terrestres les conduisent à Prescott, à Aylmer, à Fitzroy Harbour, à Pembroke, à l'Orignal, puis à Montréal.

Centre Sainte-Famille (R75-15)



12. La *Chevrolet* familiale, Embrun, 1928.



13. Le transport du courrier entre Hearst et Lac-Sainte-Thérèse, Hearst, 1939.





14. La *sleigh* d'Alfred Saint-Jean devant la boutique d'A. Fortier, Lefavre, env. 1920.

Vers la même époque, des travaux de construction de routes sont entrepris sur les franges du Bouclier laurentien, dans le territoire compris entre l'Outaouais et le lac Huron. Une première route doit conduire de Pembroke au lac Nipissing; une seconde doit permettre d'atteindre l'embouchure de la Magnetewan par le lac Opeongo. Simultanément, des chemins de colonisation sont ouverts dans Addington et dans Hasting. Mais le nord de la province ne sera véritablement accessible par route qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Là, depuis les années 1860, et davantage peut-

être que dans la région des lacs, le chemin de fer demeure le plus important moyen de communication jusqu'à ce que l'utilisation du véhicule à moteur impose la construction et l'amélioration du réseau routier. C'est ainsi que, vers 1910, on travaille à la mise en oeuvre de la route menant à Porcupine (9), et que, dans les années 1920, on parvient à Cochrane et même à Hearst par la route Ferguson (10). Prolongement des routes, les ponts sont aussi jetés sur les rivières (11) pour joindre entre elles les communautés pionnières.

15. Voiture fine . . . voiture d'été, Hearst, s.d.

CRCCF (Ph 23-H-I)





16. Enlèvement de la neige, Ottawa, env. 1930.



17. Ouvriers affectés à la construction du chemin de fer, Treadwell, 1900.

Tandis qu'au nord on ouvre des terres neuves et qu'on vise, au plan des chemins, à garantir le minimum, au sud, des travaux sont menés en vue d'adapter les conditions routières aux véhicules à moteur (12). En 1915, une première voie rapide en béton est complétée entre Toronto et Hamilton. Au début de la Seconde Guerre mondiale, ce *Queen Elizabeth Way* est prolongé jusqu'à Niagara Falls. Entretemps, un jeune ingénieur, J.D. Millar, a innové en peignant des lignes blanches sur un tronçon de la route pavée «n°2», véritable armature du système routier de l'Ontario méridional. En moins de trois ans, son procédé, conçu à l'origine pour aider les conducteurs de véhicules dans le brouillard, est répandu par toute l'Amérique.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'automobile et le camion se sont imposés sur les routes; ils ont relégué au second plan les voitures à traction animale (13, 14, 15) et ont commandé des modifications au système routier. Des énergies et des crédits considérables sont investis dans la construction de routes sur tout le territoire. L'entretien du réseau routier absorbe aussi des sommes importantes, d'autant plus que l'automobile

exige des voies nettes, exige que le déneigement manuel et sommaire effectué jusque-là dans les villes (16) ne rencontre pas. L'accent est aussi mis sur le pavage des routes — de «la 11» et de «la 17», composantes principales du réseau routier du Nord ontarien — et sur la construction de voies de ceinture destinées à détourner des villes la circulation automobile, puis sur la mise en chantier de voies rapides comme le *Macdonald-Cartier Freeway* — «la 401» — qui relie, sur une distance de 820 km, Windsor à la frontière québécoise. Travaux gigantesques, quand on pense aux 2 000 km qui séparent Ottawa de Kenora et aux 1 000 km de distance entre Windsor et Hearst.

### le chemin de fer

Tandis que s'améliorent progressivement les voies de circulation fluviales et que progresse lentement et sans plan précis la mise en place de voies routières, des énergies considérables sont investies dans l'aménagement d'un système ferroviaire, véritable révolution dans les transports terrestres.



18. La gare du *Grand Trunk*, Limoges, 1892.



19. Ouvriers du *National Transcontinental*, près de Hearst, 1911.

En 1860, la première phase des grands travaux de construction, celle qu'on a appelée «l'ère du *Grand Trunk*», est terminée. La ligne du *Grand Trunk* constitue alors la pièce maîtresse du système. Elle relie Sarnia à Toronto, puis longe la rive nord du lac Ontario et du Haut-Saint-Laurent jusqu'à Montréal; de là, elle conduit à Québec puis au port maritime de Portland (Maine). Parmi les autres voies importantes alors en service, on remarque celles de la *Great*

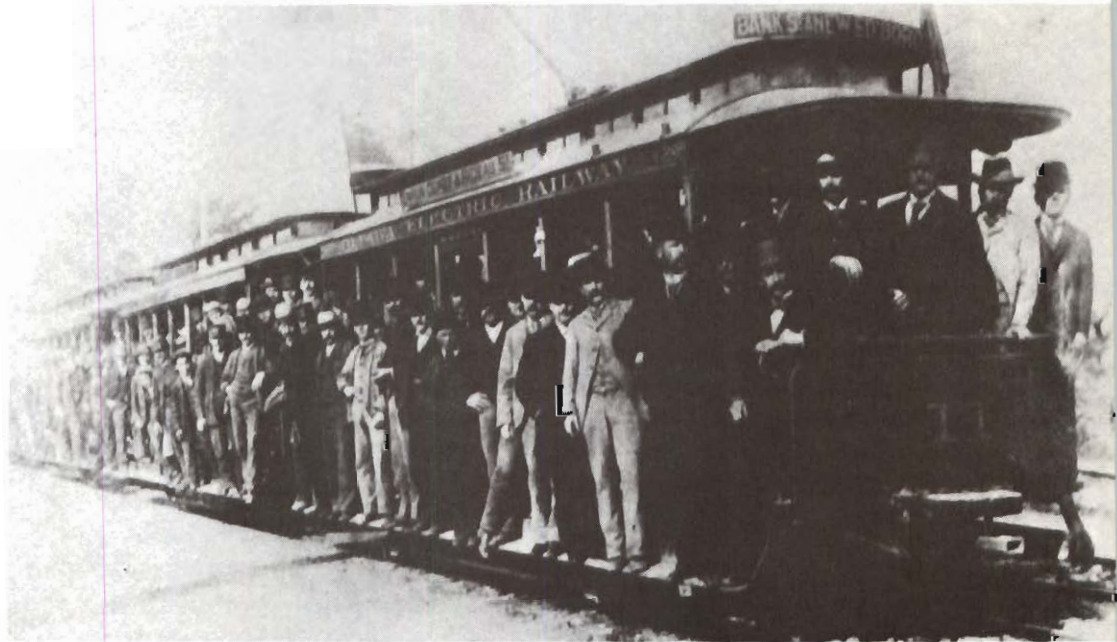
*Western Co.*, reliant Sarnia et Windsor à Toronto et Niagara, en passant par London et Hamilton. Par ailleurs, le *Northern Railway* conduit de Toronto à Collingwood au sud du lac Huron, cependant que le *Buffalo & Lake Huron* va de Goderich, sur la rive est du même lac, à la tête du lac Érié. À l'est de la province, les deux chemins de fer du *St. Lawrence & Ottawa* et du *Brockville & Ottawa* réunissent la basse vallée de l'Outaouais à celle du Haut-Saint-Laurent.

CROCE (Ph 56-3)



20. Pont ferroviaire sur la rivière Frederickhouse, env. 1913.

21. Tramways desservant les passagers de la rue Saint-Patrice, Ottawa, env. 1900.



Archives publiques du Canada (C-20530)





22. Le marché By sur le rue York, Ottawa, env. 1905.

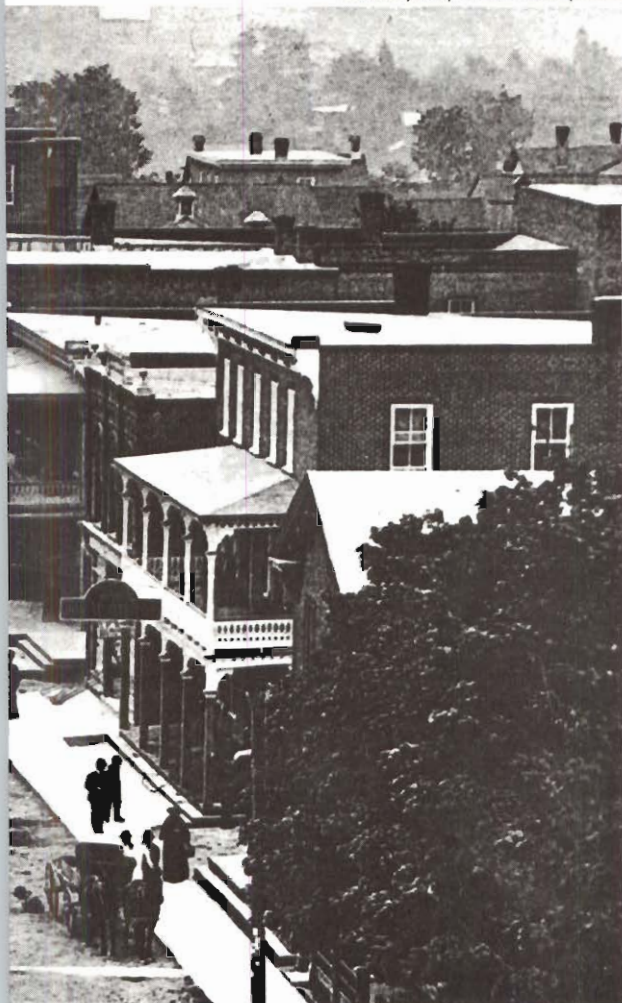




23. La rue Principale, Vankleek Hill, 1908.

En 1914, plusieurs voies ferrées ont été construites (17) et le réseau ferroviaire ontarien s'est considérablement agrandi. La compagnie du *Grand Trunk* a absorbé plusieurs entreprises au sud de la province et élargi sa zone d'opération (18). C'est ainsi qu'elle avait acquis les lignes déjà mentionnées du *Buffalo & Lake Huron*, du *Great Western* et du *North-*

*ern Railway*. Plus récemment, elle a acheté le *Canada Atlantic* qui exploitait une ligne depuis la frontière des états du Vermont et de New York jusqu'à Parry Sound, à l'est de la baie Georgienne. Puis elle a également construit une voie ferrée entre Toronto et North Bay. Par ailleurs, le Canadien Pacifique fait concurrence au *Grand Trunk* dans le sud de l'Ontario. Une



des pièces maîtresses de son système traverse tout le territoire depuis Windsor, passe à Toronto puis au sud d'Ottawa et conduit au-delà de la frontière québécoise. Le *C.P.R.* a aussi poussé en direction du nord de la province: sa voie transcontinentale relie Ottawa et Winnipeg en passant par North Bay, Sudbury, Port Arthur et Fort William. De son côté, le premier

ministre Wilfrid Laurier verra sous peu son rêve se concrétiser; les travaux de construction du *National Transcontinental* en sont à leur phase finale (19, 20); bientôt, une voie relie Moncton à Winnipeg en passant par le nord des provinces de Québec et d'Ontario. Enfin, tout juste avant la Première Guerre, l'*Algoma Central* a construit une ligne entre Hearst et le nouveau centre industriel de Sault-Sainte-Marie; et, depuis North Bay, le *Temiscaming and Northern Ontario Railway (TNO)* atteint maintenant Cochrane, sur la ligne du *National Transcontinental*.

Dans les villes, avant que le véhicule à moteur ne vienne lui ravir sa place, le rail apparaît comme le moyen de transport le plus rapide. Quelques villes importantes, dont Ottawa et Toronto, investissent alors dans l'établissement de réseaux de tramways (21).

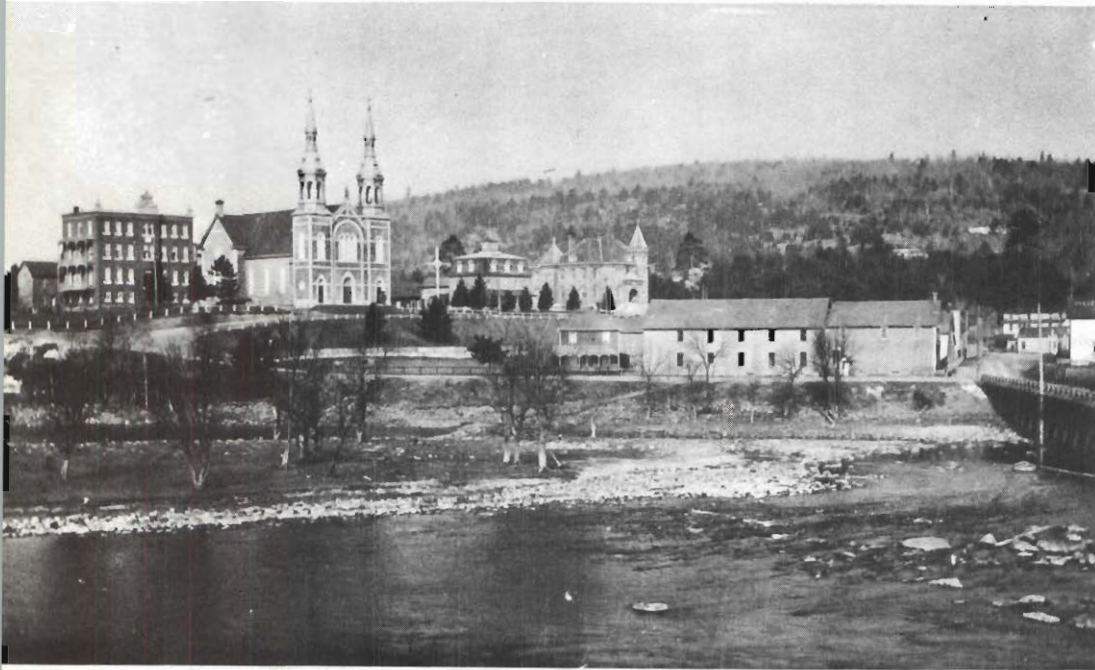
En 1914, l'époque des grandes constructions et des projets nouveaux est bel et bien terminée. Bientôt, une entreprise du gouvernement fédéral, le Canadien National, absorbe, entre autres compagnies déficitaires, celles du *Grand Trunk*, du *National Transcontinental* et, plus tard, du *Canadian Northern*. Le *C.P.R.*, entreprise privée, continue encore aujourd'hui à desservir l'Ontario et les autres provinces canadiennes.



24. *Don Esplanade* à la hauteur de la rue Gerrard, Toronto, 1904.



25. Vue aérienne du parc industriel de Sarnia, 1923.



26. Mattawa, 1906.

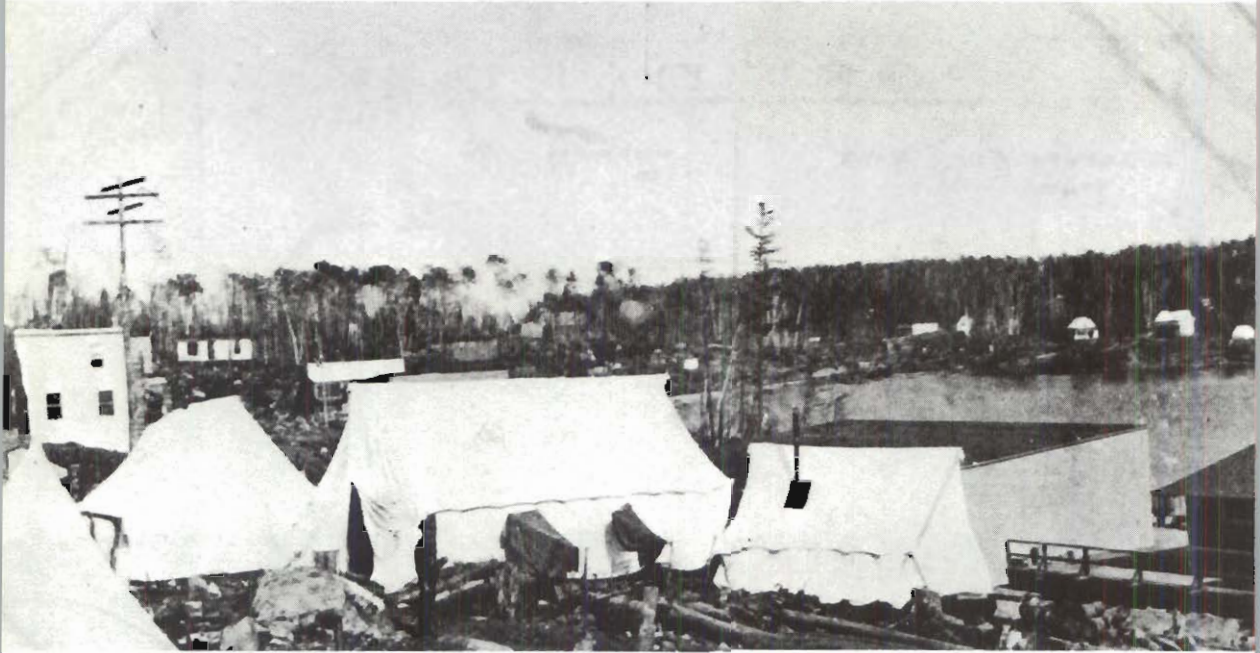


27. Sturgeon Falls, env. 1900.



28. Sudbury, 1888





29. Cobalt, 1906.

CRCOF (Ph 56-17)



30. Habitation et four à pain de Joseph Côté, Norembega, 1917.

### un pays à habiter

La lente mise en place de ces trois réseaux de communication, auxquels viennent s'ajouter durant le second quart du XX<sup>e</sup> siècle les transports aériens, encourage les migrations internes et favorise le déplacement des biens et des personnes. C'est ainsi que la construction du canal Rideau amène la naissance de Bytown/Ottawa. Bientôt, des ouvriers puis des travailleurs forestiers, attirés par le potentiel de la basse vallée de l'Outaouais, y affluent. Parmi eux, on reconnaît les Canadiens français qui, avec les années, se regroupent peu à peu dans la Basse-Ville (22). Pôle de croissance, la jeune ville d'Ottawa

amène d'autres Canadiens français à mettre en valeur le sol des régions avoisinantes et à donner naissance à de nouvelles localités comme Alfred, Casselman, Saint-Isidore ou Vankleek Hill (23).

La croissance industrielle des grands centres du *Old Ontario* attire un grand nombre de nouveaux venus. À Toronto (24), les francophones viennent en nombre significatif à compter de 1860. Par la suite, le développement de l'industrie automobile à Détroit et à Windsor et du secteur pétrochimique à Sarnia en amène d'autres (25). Ils y viendront en plus grand nombre encore après la Seconde Guerre mondiale.

CRCFC (Ph 56-13)



31. Maison de la famille de Gédéon Bradette, Cochrane, env. 1910.



32. Val Gagné, 1916.

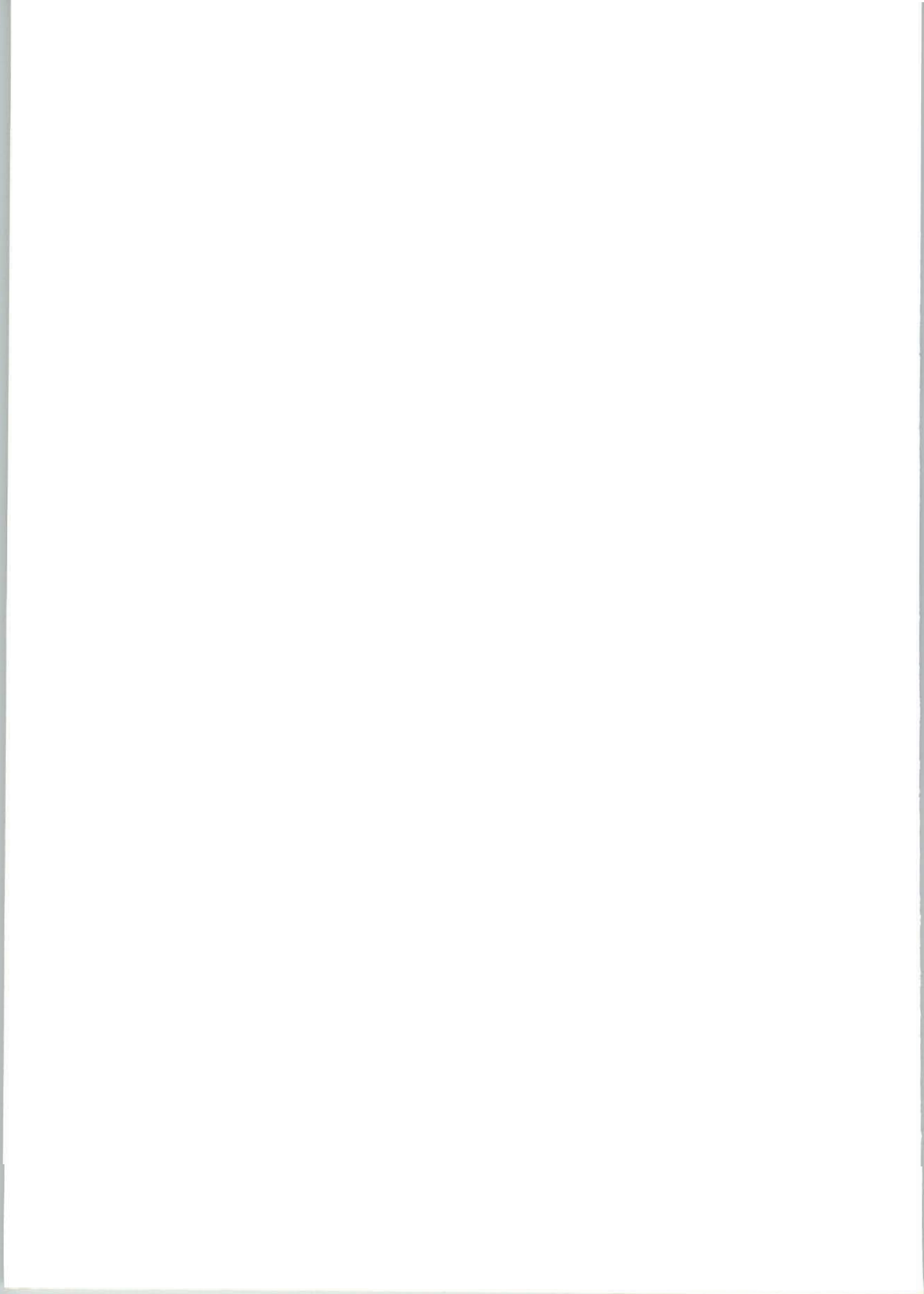
Au tournant du siècle, la mise en valeur du riche potentiel forestier du nord de la province ainsi que les immenses possibilités qu'offre l'exploitation du sous-sol exercent un attrait puissant chez les investisseurs canadiens et étrangers et chez les ouvriers du Sud ontarien et de la vallée de l'Outaouais. Comme beaucoup d'autres, les Canadiens français y viendront pour la coupe du bois, pour l'extraction du minerai mais beaucoup et surtout pour la colonisation

agricole. Il s'en trouve qui prennent racine dans l'axe Mattawa — Sudbury, dans ce qu'on appelle le Moyen-Nord (26, 27, 28). D'autres montent plus au nord pour profiter des découvertes minières, ou de la construction des voies ferrées, ou encore de la reconnaissance des prometteuses terres d'argile: ils s'établissent le long de la ligne North Bay — Hearst, à Cobalt (29) ou à Haileybury, à Norembega (30), dans le voisinage de Cochrane, (31) ou encore à Val Gagné (32).



### conclusion

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Ontario connaît une remarquable période de croissance et de développement. Encore inexploité à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le territoire est peu à peu colonisé, des voies de communication sont établies et témoignent de l'avance graduelle de l'homme, depuis le voisinage immédiat des Grands Lacs et du Haut-Saint-Laurent jusqu'au Grand Clay Belt.

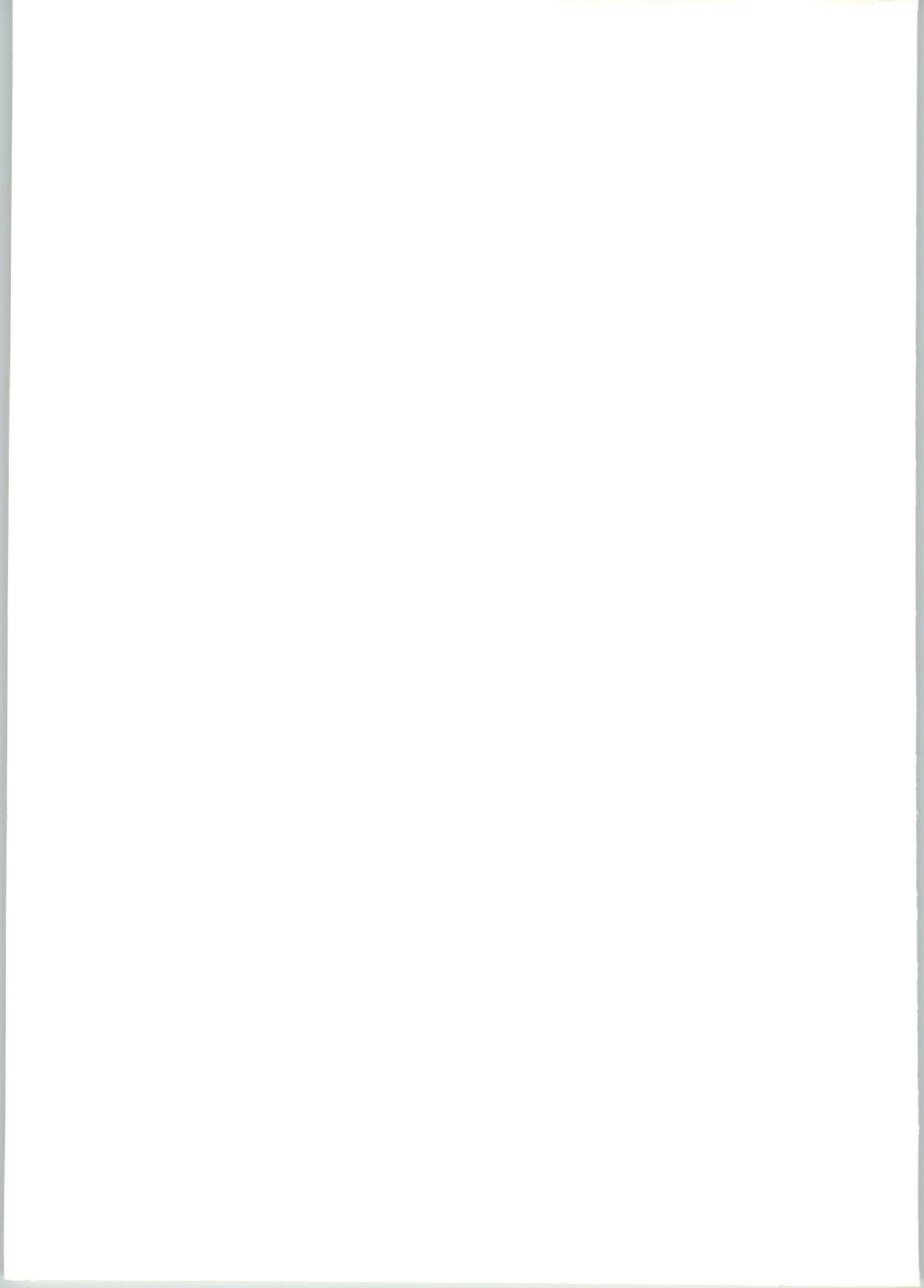


# Deuxième partie

---

## Les travaux

---



# Chapitre 3

## Les travaux agricoles et la vie rurale

Parmi les francophones qui ont vécu en Ontario entre 1850 et l'après-guerre, bon nombre se sont consacrés à l'exploitation des terres agricoles. À défaut de données provinciales précises et continues, il est néanmoins possible de situer géographiquement les principales régions agricoles mises en valeur par les francophones.

### le Sud

Aux confins sud-ouest de la province, les descendants des coloniaux français continuent d'exploiter les terres ancestrales mises en culture depuis la fin du régime français. Avec le temps, ils contribuent au développement agricole des riches terres humides du voisinage du lac St-Clair, à Pointe-aux-Roches (33), à Saint-Joachim ou à Paincourt. D'autres communautés agricoles d'origine et d'expression françaises s'organisent, à compter du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle,

autour de Penetanguishene et de La-fontaine, sur la rive sud de la baie Georgienne. Les Canadiens français ne participent cependant pas en nombre significatif au développement des grandes fermes maraîchères de la péninsule du Niagara (34) et de la production laitière dans la région de London,

### l'Est

Dans l'Est, c'est-à-dire à l'intérieur de la zone comprise entre la frontière québécoise et l'axe de Pembroke — Kingston, les Canadiens français jouent un rôle plus marqué dans le domaine de l'agriculture. Leur présence est notamment plus importante dans la partie orientale de cette région, soit dans les comtés de Prescott et de Russel, mais aussi dans ceux de Stormont et de Glengarry. Les chiffres de 1961 demeurent, à cet égard, particulièrement éloquentes.



**Les Canadiens français dans les  
comtés ruraux de l'Outaouais ontarien, 1961**

<b>Comté</b>	<b>Population totale</b>	<b>Population d'origine française</b>	<b>Pourcentage de la population française</b>	<b>Nombre de fermes</b>
Prescott	27 226	22 773	83,3%	1 722
Russell	20 892	15 293	73,3%	1 481
Glengarry	19 217	11 061	57,3%	1 649
Stormont	57 867	27 672	47,9%	1 329

Ces francophones sont là depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Leurs ancêtres y sont alors venus à la recherche de terres qui se faisaient de plus en plus rares dans les vieilles paroisses de la vallée du Saint-Laurent. Ils ont graduellement occupé les terres basses et marécageuses des comtés de Prescott et de Russell, comptant notamment sur les possibilités d'aide financière offertes par le *Provincial Drainage Act* de 1872 pour les rendre productives. D'autres, mais en nombre plus réduit, ont poussé plus au sud, vers les sols plus secs de Stormont et de Glengarry. D'abord producteurs de foin et d'avoine, pour satisfaire à la demande des entrepreneurs forestiers grands utilisateurs du cheval pour le transport du bois, ces cultivateurs s'orientent peu à peu, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, vers la production laitière. Au milieu du siècle suivant, cette activité demeure encore au centre de leurs préoccupations (35). Entre-temps, devant la croissance des centres urbains comme Ottawa et Cornwall, certains se sont convertis aux cultures maraîchères (36).

### le Nord

Par delà la ligne Mattawa — North Bay — Sudbury — Sauff-Sainte-Marie, l'exploitation des ressources forestières, la découverte de gisements miniers et la construction d'un réseau ferroviaire sont à l'origine du développement. La mise en valeur du sol vient généralement ensuite. Dès 1871, quelques fermes sont exploitées dans le voisinage de Mattawa, sur des terres récemment gagnées à la forêt. Bientôt, la plaine du Nipissing et le bassin de Sudbury sont rendus accessibles par chemins de fer. Quelques colons y sont à l'oeuvre avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: l'hiver, ils coupent du bois et, l'été, ils récoltent le foin et l'avoine qu'ils vendent aux chantiers à l'automne. Quant au Témiscamingue ontarien, il fait l'objet de travaux d'arpentage durant la dernière décennie du siècle dernier; peu de francophones viennent s'y établir à l'origine, la plupart d'entre eux prenant racine du côté québécois du lac Témiscamingue. Mais leur nombre augmente par la suite, lors des découvertes minières de Cobalt.

CRCCF (Ph 59-2)



33. Les riches terres agricoles du Sud-Ouest, Pointe-aux-Roches, s.d.



34. Vue extérieure d'une conserverie de la péninsule du Niagara, s.l., s.d.

Enfin, le *Grand Clay Belt*, au-delà des centres miniers de Timmins, Kirkland et Rouyn, n'est ouvert à la colonisation qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les francophones vont y venir en grand nombre et s'installeront le long de l'axe ferroviaire du *National Transcontinental*. Ils représentent une fraction importante des colons qui, de 1910 à 1930, vont se faire une vie dans les terres neuves de l'actuel comté de Cochrane (37). Plusieurs répondent ainsi à l'appel de leurs élites clérico-

nationalistes dont le discours reprend essentiellement les idées de conquête du sol véhiculées à la fin du siècle précédent. Il faut, claironnait-on encore en certains milieux, souder, par la route du Nord ontarien, le Québec francophone à Winnipeg et faire ainsi échec à l'expansion anglaise. Vaste programme qui devait s'actualiser dans une conquête lente mais sûre du sol par ces Canadiens français «premiers défricheurs du monde».



35. La ferme laitière de Thomas Charbonneau, Clarence Creek, 1960.



Centre Sainte-Famille (R62-13)

36. L'épluchage avant la mise en conserve du maïs, à la conserverie familiale de Josaphat Lapointe, Embrun, 1931.



37. Maison et bâtiments de ferme, Norembega, 1940.



38. Corvée d'«essouchage» chez Trefflé Cousineau, Cochrane, 1922.

### les travaux agricoles

Sur les terres cultivées de longue date tout comme sur celles récemment mises en exploitation, la vie se déroule et bat au rythme des saisons qui commandent l'exécution des travaux ainsi que l'accélération ou le ralentissement des activités.

Dans les régions de colonisation récente, c'est la terre elle-même qu'il faut défricher puis agrandir, qu'il faut

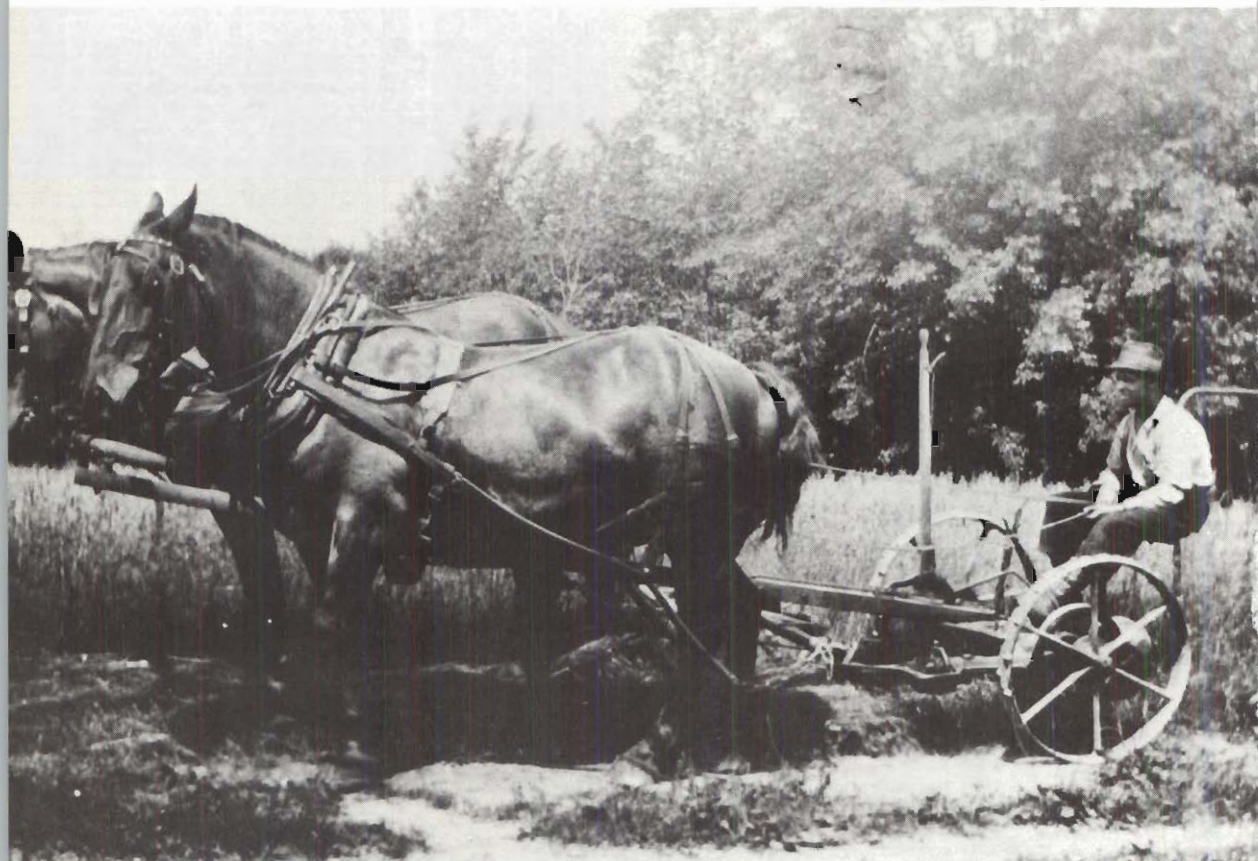
gagner sur le bois debout en procédant à l'enlèvement des souches (38) et préparer systématiquement avant qu'elle ne soit prête à recevoir la semence. L'essouchement, que l'on effectue en tout temps de l'année, sauf durant les périodes où le sol est gelé ou recouvert de neige, donne parfois lieu à des corvées; en unissant leurs efforts, les colons parviennent à éclaircir plus rapidement et plus efficacement les prés et les champs neufs.

Centre Sainte-Famille (R179-13)

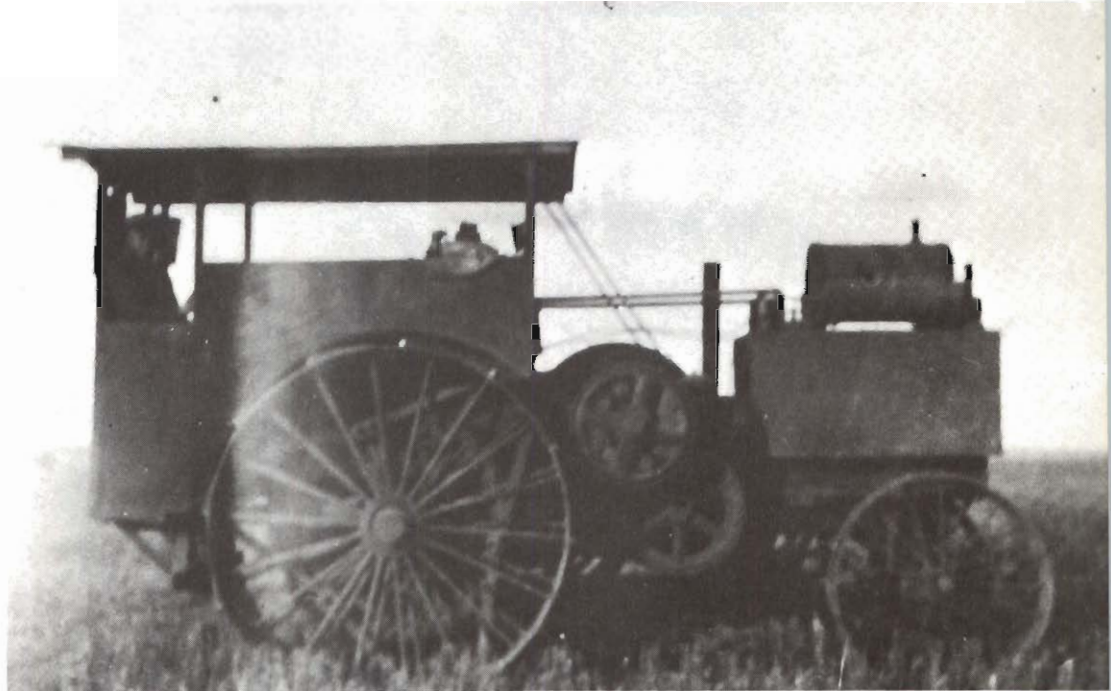


39. Le labourage, Clarence Pointe, 1938





40. William Franche sur la faucheuse, Wendover, 1913.



41. Le tracteur à vapeur de M. Coupal, Plantagenet, 1910.

Puis vient le temps des labours, première étape de la mise en condition des sols (39). Au nord et à l'est de la province, les labours se font surtout en septembre et en octobre et l'on réserve la courte saison printanière aux opérations ultérieures de la préparation des sols. Au sud, par contre, le printemps plus long donne généralement au cultivateur le temps de labourer ses champs.

Entre-temps, pendant la période d'hivernement de ses vaches, che-

voux, moutons, poules et autres animaux, l'agriculteur a recueilli l'engrais nécessaire à la fumure de ses champs. À la fin de l'hiver ou tout au début du printemps, on procède à l'épandage de ces fumiers. Certains cultivateurs jugent aussi convenable d'effectuer des chaulages de façon à amender la terre. D'autres répandent sur leurs prairies des cendres et du plâtre. Puis, dans les champs labourés, le sol est retourné et remué à la herse, prêt à recevoir la semence.



CRCOF (Ph 72-4)

42. «Les foins», Lac-Sainte-Thérèse, 1940.

CRCCF (Ph 56-34)



43. La moisson du «grain», Norembega, 1921.

Centre Sainte-Famille (R148-17)



44. La cueillette des gerbes d'avoine, Vars, 1910.



45. La récolte du houblon, Fournier. env. 1930.



46. La récolte du lin, Casselman, 1940.

Vient alors le temps des semailles. Les producteurs laitiers et les éleveurs sèment surtout de l'avoine et du maïs. Mis à part le jardin potager qu'on retrouve généralement sur chaque ferme, les fermiers réservent dans leurs champs des espaces pour la culture des pommes de terre ou des navets. À certains moments, les conditions particulières de la demande en amènent certains à investir des efforts dans les cultures industrielles. C'est notamment le cas du lin, dont l'industrie aéronautique a grand besoin durant la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement, en saison printanière, les producteurs maraîchers plantent les fruits et légumes destinés aux marchés urbains.

Puis suit l'attente des rendements, période durant laquelle on prépare les instruments aratoires et entretient les cultures. Période brève car, dès juillet, voire à la fin juin, on coupe le foin: peu à peu, à compter des années 1870, la faucheuse mécanique (40), le «moulin-à-foin» comme on le désigne dans certaines communautés rurales de l'Ontario, remplace la faux manuelle. Bientôt, cependant, le tracteur fait son apparition dans le paysage rural (41). On s'en sert aussi bien au labourage et au hersage qu'au transport des récoltes. Mais il s'en faut de beaucoup avant que le cheval ne disparaisse. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, il est encore utilisé pour le transport du foin (42).



47. La récolte des pommes de terre, Chemin Cyrville, 1933.





48. Scie circulaire actionnée . . .



49. ... par des chevaux, Wendover, 1938.



Centre Sainte-Famille (R40-16)

50. Le «débitage» des «animaux de boucherie», Wendover, 1949.

La fin de l'été et les premiers beaux jours d'automne donnent lieu aux récoltes: d'abord à celle de l'avoine (43, 44) — «en vert» ou mûre — qu'on a plantée au printemps précédent et qu'on destine aux animaux de la ferme; puis aussi à celles des plantes industrielles, ainsi nommées en raison de leur utilisation dans la fabrication de produits manufacturés: du houblon, qui entre dans la fabrication de la bière et qu'on cultive à Fournier dans les années 1930 (45); du chanvre ou encore du lin (46) dont fait grand usage l'industrie toilière. Bientôt, en octobre, c'est le temps de l'arrachage des légumes: des patates (47) puis des betteraves, des carottes, des navets ou des panais qu'on entrepose dans le caveau en vue de l'hiver qui, déjà, s'annonce.

La venue de la saison froide conduit aussi à amasser d'autres provisions: provisions de bois de chauffage (48, 49) qu'on scie en longueur de 40 à 50 cm pour alimenter poêles et fournaies; provisions de viande, par ailleurs, qu'on obtient en tuant porcs, vaches ou veaux qu'on a engraisés, bref en faisant boucherie (50). Ces viandes sont alors soit mises en con-

serve, soit déposées dans le sel ou encore accrochées au froid dans la grange; l'été suivant, ce qui en restera sera mis au frais dans la glacière — avec les viandes nouvelles — remplie de blocs de glace taillés durant l'hiver sur les lacs et les rivières (51). Ici, rien ne se perd ou presque: on met de côté les intestins du porc dans le but d'en faire du boudin; les peaux trouvent des débouchés dans l'industrie du cuir; quant au suif, il entre dans la fabrication du savon (52) et des chandelles.

Le bois de chauffage rentré, les fruits et légumes mis en conserve ou dans le caveau, les quartiers de viande vieillissant au frais, la famille rurale peut passer l'hiver en sécurité. D'autant plus qu'en été et au début de l'automne les femmes ont lessivé puis dévidé la laine (53); elles ont aussi tricoté les bas et les mitaines, tissé les catalognes (54). Dès lors, dans l'attente des veaux et des agneaux qui viendront au printemps et avant que la terre ne s'éveille à nouveau, le cultivateur dispose de quelques mois; certains en profitent alors pour «monter aux chantiers».



51. La coupe de la glace sur le lac Nipissing, North Bay, 11 mars 1914.





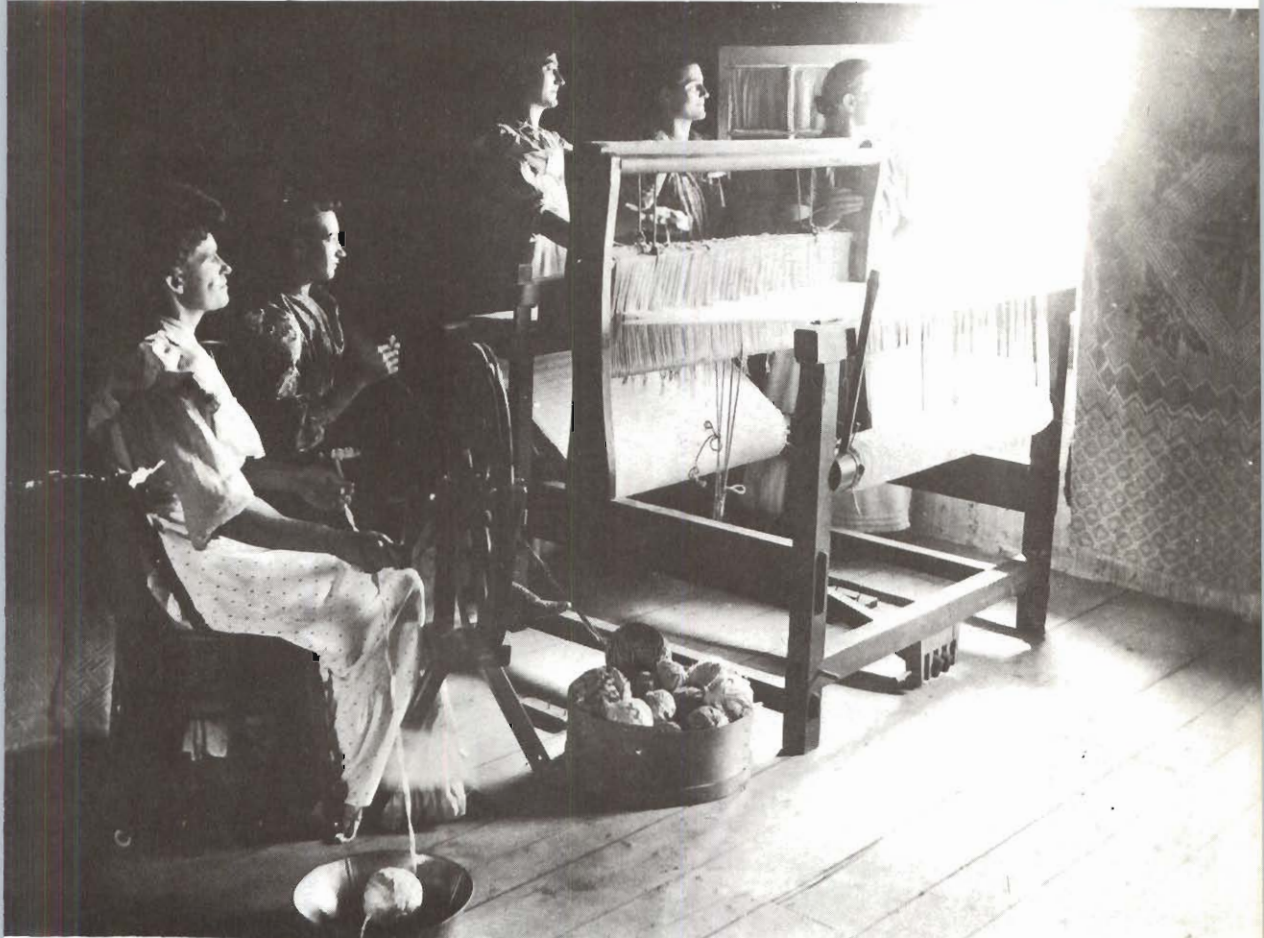
PRO-F-ONT, Moonbeam, (Ph 52)

52. La fabrication du savon, Moonbeam, s.d.

Centre Sainte-Famille (R8-14)

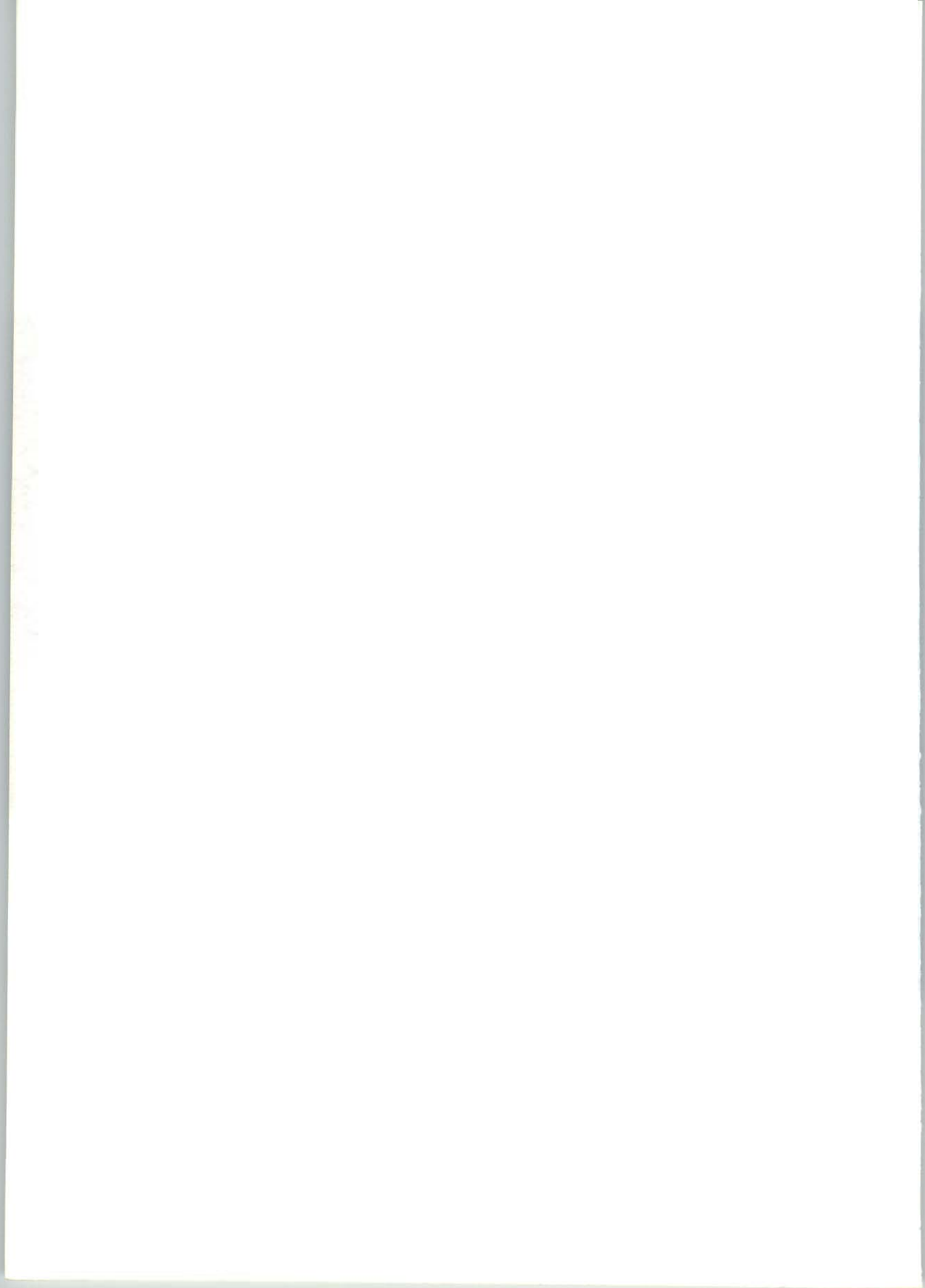


53. Le «dévidage» de la laine, Clarence Pointe, 1949.



54. Le tissage: les demoiselles Millaire et Bourdeau dans le grenier de la ferme des Millaire, Embrun, env. 1895





# Chapitre 4

## L'exploitation forestière

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les richesses forestières du Canada-Ouest sont déjà largement exploitées et connues des clientèles étrangères.

### les zones forestières

Au sud de la province, dans le *Old Ontario*, l'ouverture du marché américain et l'amélioration du système de communication ont favorisé le développement de la coupe et du commerce du bois, particulièrement du bois de sciage. Bûcherons, draveurs et autres travailleurs forestiers s'enfoncent dans les forêts du bassin de la Trent et s'avancent au nord du lac Érié et au sud du lac Huron. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, ces réserves forestières sont pratiquement épuisées.

À cette époque, les productions de la vallée de l'Outaouais dominent nettement. Dans l'Est ontarien, l'histoire de l'industrie forestière est déjà vieille d'un siècle. À l'origine, les guerres napoléoniennes ont donné le coup d'envoi à l'exportation de bois équarri vers l'Angleterre. À l'été 1806, les premières cages de bois — essentiellement de pin blanc abattu dans les réserves forestières de la vallée —

descendent l'Outaouais en direction de Montréal, puis de Québec. Jusqu'en 1850, cette activité marque le pas sur les autres secteurs de l'économie forestière outaouaise (55).

Bientôt, cependant, l'industrie du bois de sciage connaît un essor notable au point que, vers 1870, la région d'Ottawa-Hull est devenue le plus important centre de scieries du pays. La quantité de bois scié annuellement atteint 45 000 000 m. En 1871, on dénombre une demi-douzaine de grandes entreprises de sciage sur la rive sud des chutes Chaudière, dont la *Perley, Pattee & Brown*, qui emploie 800 hommes et utilise 200 scies; la *A. H. Aldwin* qui compte 400 hommes et 196 scies; ou encore la *J. R. Booth* avec ses 200 scies et ses 400 ouvriers et 850 bûcherons. Grand capitaine d'industrie, Booth amasse une fortune colossale et, à la fin du siècle, il s'impose parmi les producteurs (56). S'il occupe le premier rang, Ottawa n'est toutefois pas la seule ville industrielle de l'Est ontarien dont l'économie repose sur le bois. Tout près de la rivière Rideau, les scieries de New-Edinburgh sont établies en 1846 par Thomas McKay et revendues par



55. La préparation des «cages» sur l'Outaouais, s.l., s.d.

la suite à J. M. Currier. Par ailleurs, les Edwards construisent et exploitent, à partir de 1868, une importante scierie

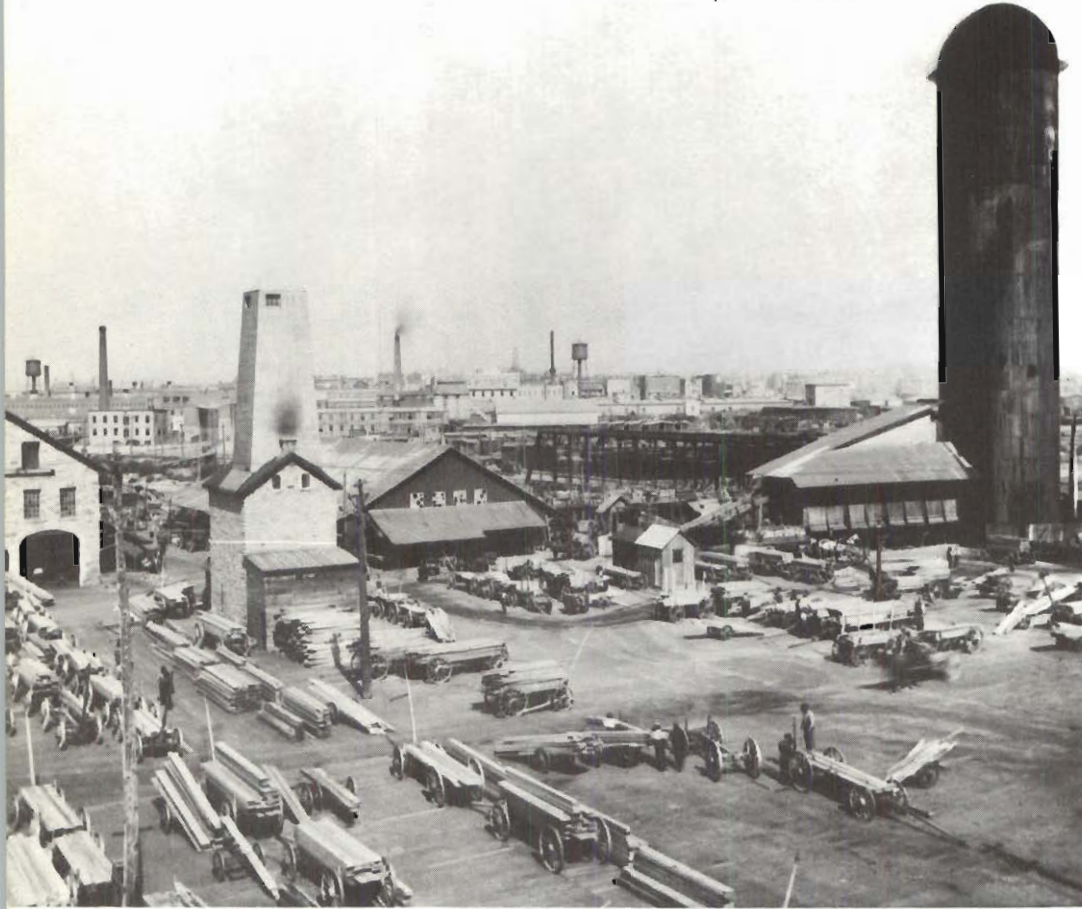
à Rockland (57). Au tournant du siècle, leur entreprise passe aux mains de la *Riordon* qui connaît vite des dif-



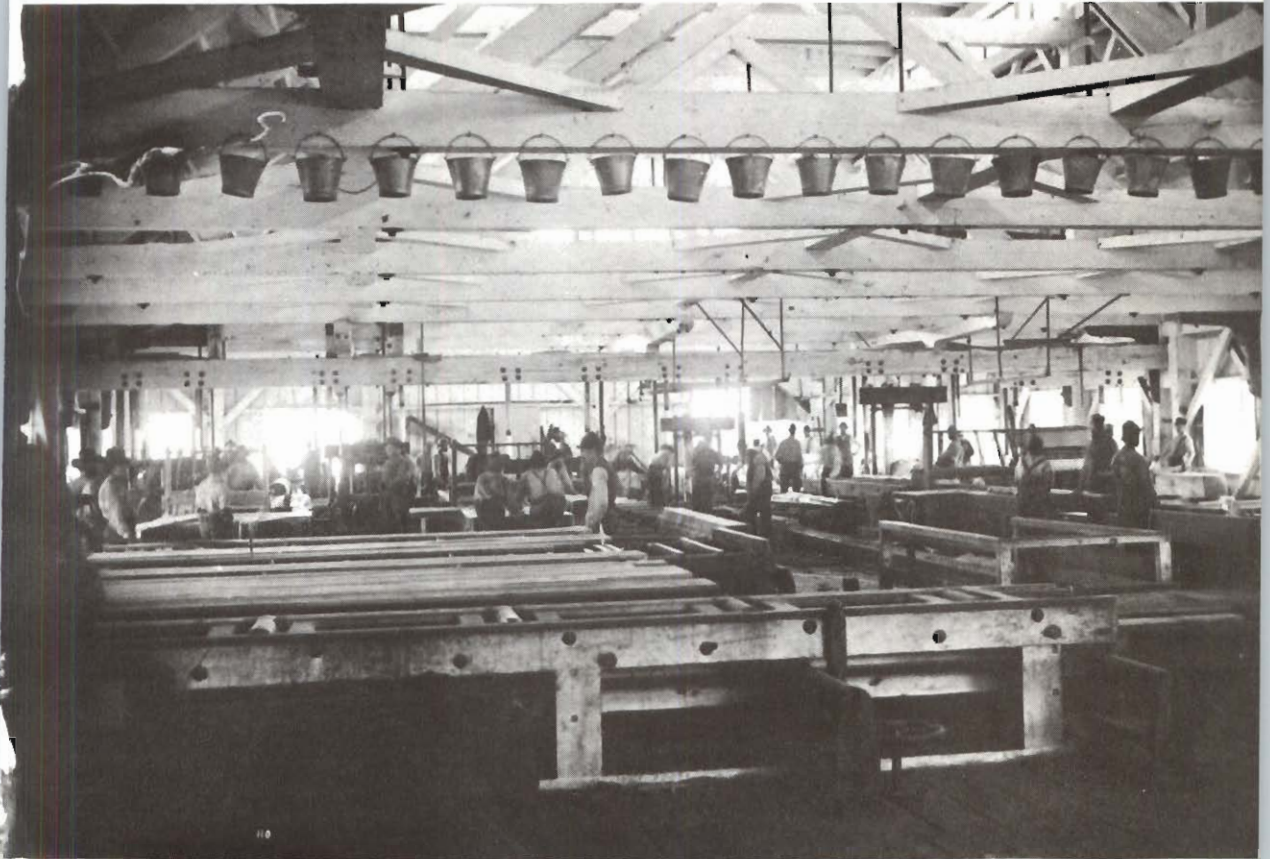
Musée McCord, collection Natman (2981)

ficultés. Plus à l'est, la vie économique de Hawkesbury dépend aussi de l'exploitation du bois alors que les Ha-

milton accroissent et adaptent leurs productions depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle (58).



56. Les bâtiments et les installations de la *J.R. Booth*, Ottawa, 1907.



57. Moulin à scie de la *W.C. Edwards*, Rockland, env. 1880.



58. Moulins à scie, Hawkesbury, 1865.

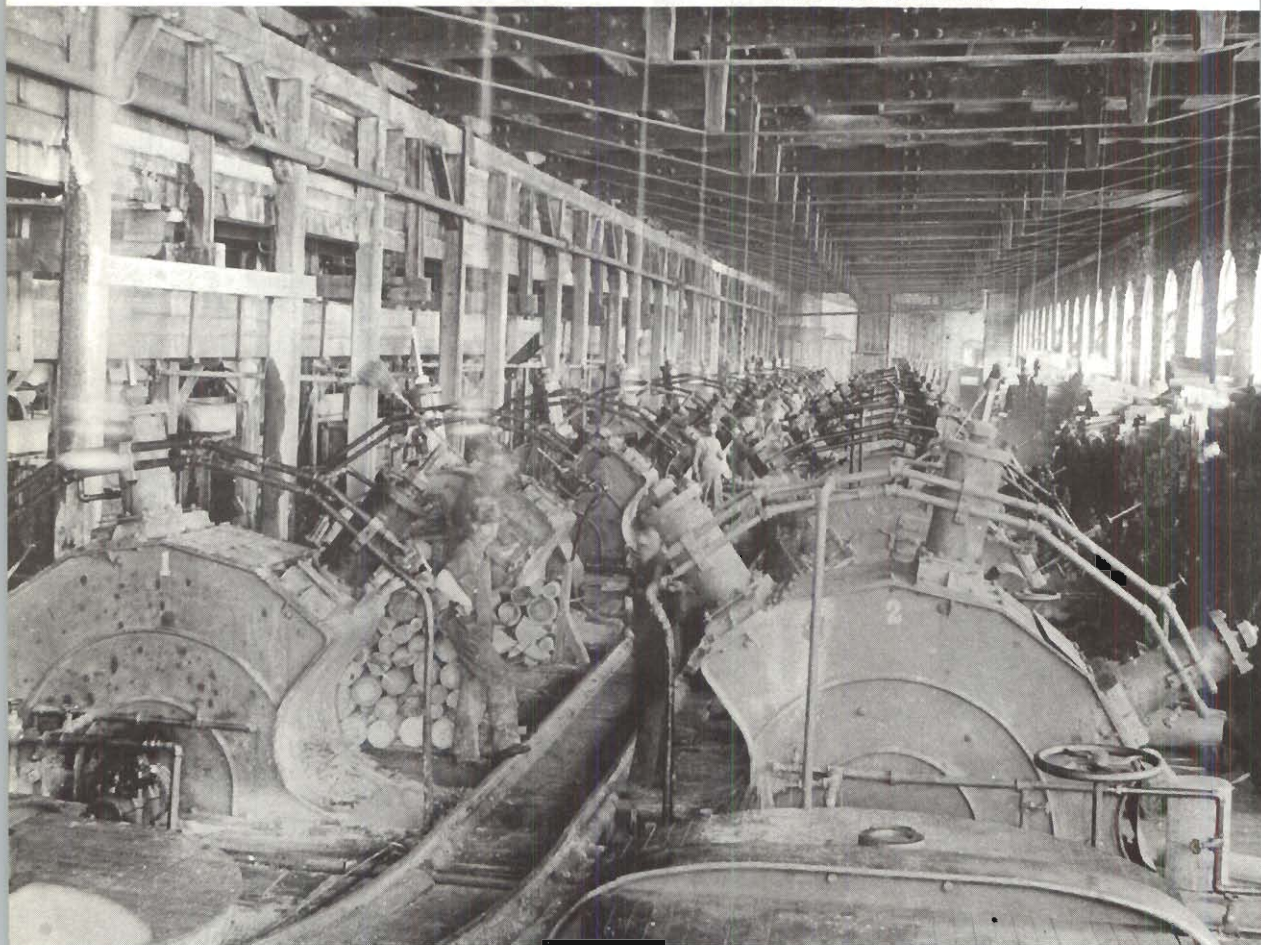
Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les réserves forestières de l'immédiate vallée de l'Outaouais ont largement été exploitées; en outre, des matériaux nouveaux, dont l'acier et bientôt le béton, sont de plus en plus utilisés dans l'industrie de la construction. Graduellement, les scieries sont amenées à céder le pas à l'industrie des pâtes et papiers. C'est ainsi qu'en 1904 John Rudolphus Booth lui-même, le grand magnat des scieries, acquiert la meunerie McKay, située sur l'emplacement de l'ancienne scierie *Bronson & Weston*, la transforme en usine de pâte de bois et se lance dans la production du papier journal. À Rockland, l'*International Pulp and Paper* prend la relève de la *Riordon* et en achète les installations; au milieu des années 1930, elle est contrainte de renoncer à cette exploitation et de concentrer ses efforts sur ses nouvelles usines de Gatineau. L'*International*, bientôt connue sous le nom de C.I.P., ne quitte pas pour autant la région et poursuit encore aujourd'hui l'exploitation de ses usines de Hawkesbury.

Au nord de la province, la mise en valeur des ressources forestières est plus récente et ne remonte qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Après Mattawa, dont le développement fait en partie écho aux activités de coupe du bois dans le Haut-Outaouais, entrepreneurs et travailleurs forestiers prennent d'assaut les forêts du Nipissing et de Sud-

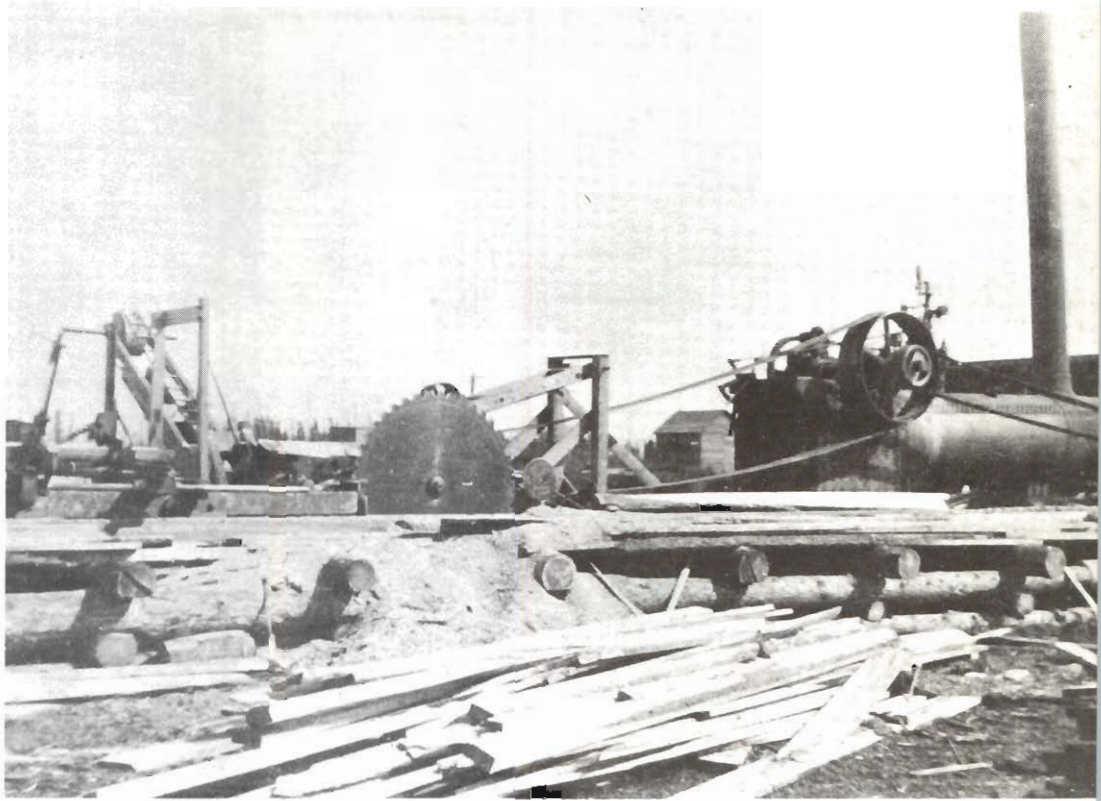
bury. D'abord étroitement liée à la production de «dormants» de chemin de fer, l'industrie du bois de coupe trouve, au tournant du siècle, de nouveaux débouchés en Angleterre et aux États-Unis. Bientôt, les secteurs du bois de pulpe et du papier amorcent une période de haute croissance. Le gouvernement ontarien octroie d'immenses concessions forestières, notamment à la *Spanish River Pulp and Paper Mills* et à la *Sturgeon Falls Pulp and Paper* dont les activités conduisent à la naissance d'Esponala et de Sturgeon Falls.

Par ailleurs, l'industrie de la coupe du bois ne tarde pas à se déplacer vers le versant nord des lacs Huron et Supérieur. À la fin du siècle dernier, l'exploitation des billots est en pleine expansion grâce à la forte demande américaine. Bientôt, le gouvernement Laurier adopte des politiques tarifaires propres à favoriser le développement des scieries canadiennes, dont celles de Blind River et de Therralon. Au même moment, la poussée remarquable de la pulpe et du papier atteint Sault-Sainte-Marie (59) où l'entrepreneur Francis Clergue prend sur lui de développer les ressources hydro-électriques du «Sault», de construire un moulin de pulpe et de l'alimenter à même ses propres concessions forestières. Peu après, des bases d'opérations forestières sont établies au nord du lac Supérieur, à Wawa et à Dubreuilville, par exemple.



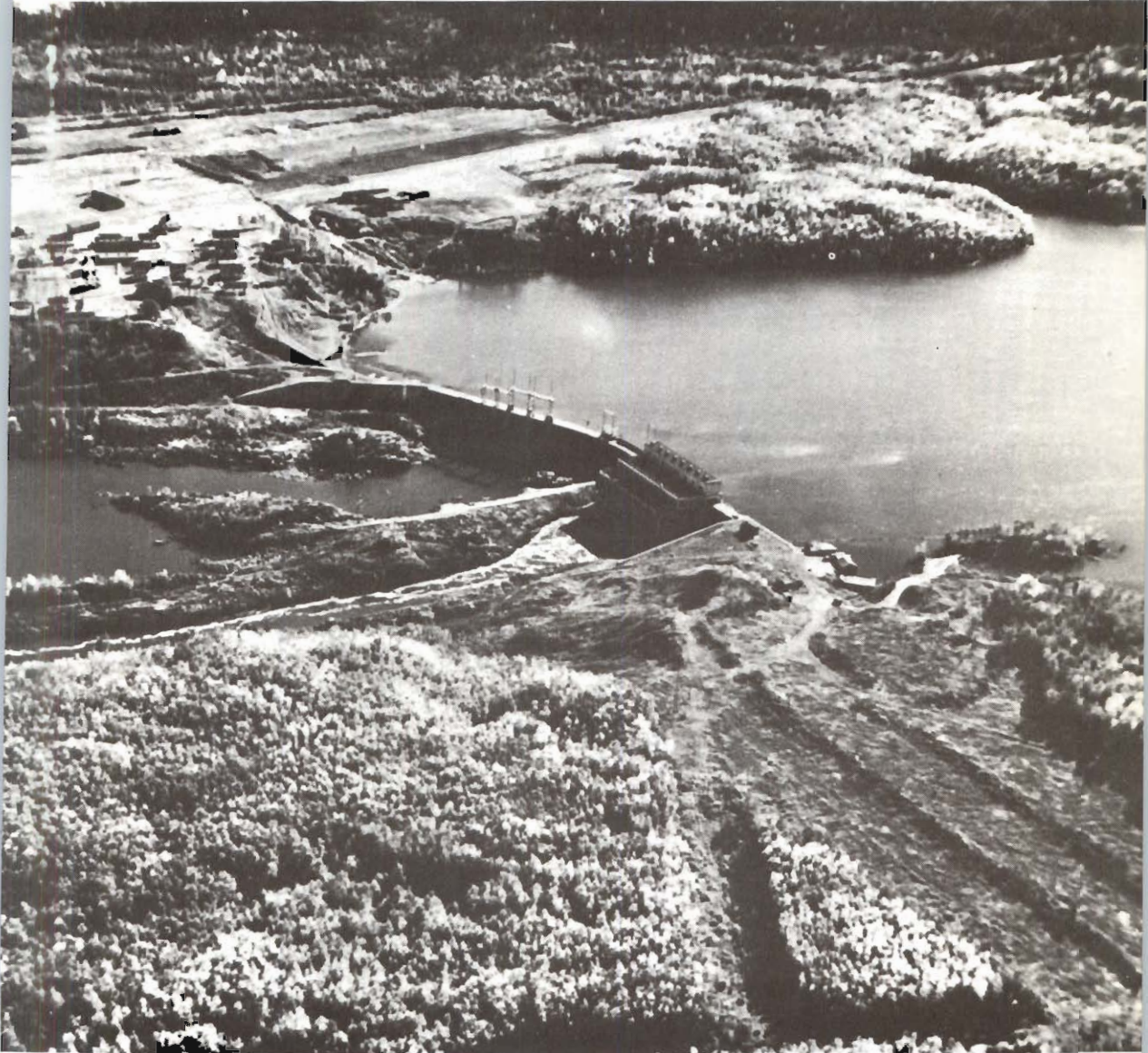


59. Salle des broyeur de bois de pulpe, Sault-Sainte-Marie, env. 1900.



60. Planeur à la scierie Côté, canton de Pyne, avant 1930.





61. Barrage hydro-électrique de l'Abitibi Canyon, fournissant l'énergie à l'Abitibi Pulp and Paper d'Iroquois Falls, env. 1960.



Album-souvenir, Hearst (p. 58)

62. Mode de transport au moulin Lecours-Calstock, Hearst, env. 1940.

Dans le nord-est de la province, essentiellement le long de l'axe North Bay — Hearst, l'immense potentiel des forêts de conifères est mis en valeur dès le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle. D'abord, les colons coupent le bois et acheminent les billots aux petites scieries locales qui, comme le moulin à scie Côté (60) dans le voisinage de Norembega, desservent un marché restreint. Puis les grandes corporations obtiennent des concessions pour la production de bois de pulpe et de papier. Leur activité fournit de l'emploi saisonnier aux colons et favorise le développement de petits centres industriels. Au cours des années 1910, Fred Anson s'installe à Iroquois Falls et étend le rayon d'action de la *Mattagami Pulp and Paper* dont la base d'opérations est située à Smooth Rock Falls. Peu à peu, des

travaux sont mis en chantier de façon à alimenter en énergie hydro-électrique la puissante *Abitibi Pulp and Paper* (61) qui, d'Iroquois Falls, étend ses activités jusqu'à Sturgeon Falls, Espanola, voire Sault-Sainte-Marie. Enfin, Kapuskasing, au centre du Grand *Clay Belt* ontarien, vit à l'heure de la *Spruce Falls Power and Paper* qui, à compter de 1926, devient la propriété conjointe de la *Kimberley-Clark* et du *New York Times*. Dans la région de Hearst, par contre, l'influence des grandes corporations demeure moins marquante. De petits entrepreneurs francophones, — les Lecours (62), les Fontaine, les Levesque et les Gosselin (63) pour citer quelques noms — se lancent dans la production de bois de pulpe et de bois de sciage.



63. Moulin à scie Gosselin, Carey Lake, 1946.

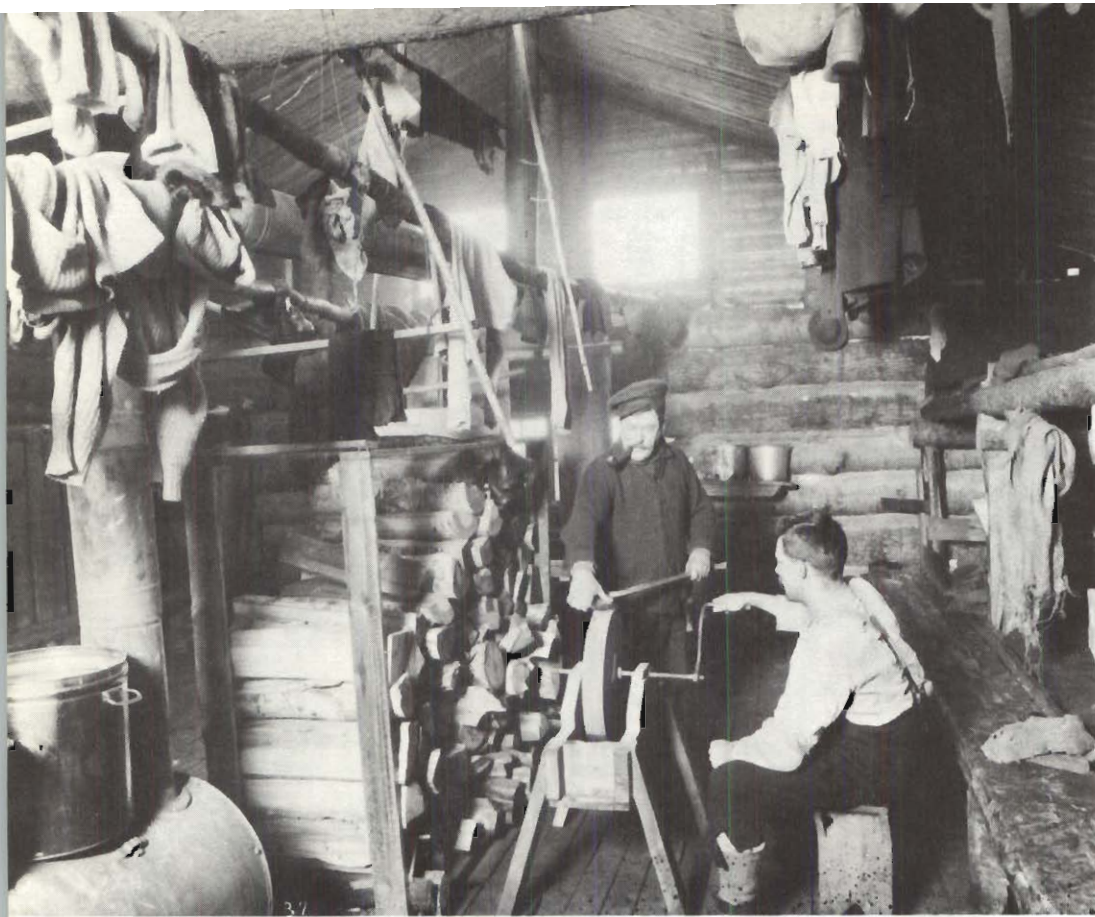


64. Camp de bûcherons de la haute vallée de l'Outaouais, 1871.



Musée McCord, collection Notman (63 218-1)





Archives publiques du Canada (PA-61805)

65. Camp de bûcherons, Foleyet, 1917.

### la vie de chantiers et les travaux forestiers

En amont des scieries et des moulins à papier, c'est le domaine des chantiers, de la coupe et du transport du bois. Depuis qu'on a commencé, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à mettre en valeur les réserves forestières de l'Outaouais, les Canadiens français s'y font valoir et remarquer. Vers 1870, la majorité des 25 000 bûcherons qui s'enfoncent chaque hiver dans les forêts du Haut-Outaouais

sont des Canadiens français. Un demi-siècle plus tard, ils sont encore nombreux les jeunes Canadiens français qui, à l'automne, quittent la ferme familiale et offrent contre rémunération leur force de travail aux grands propriétaires forestiers. Ils ne sont pas seuls; plusieurs agriculteurs, après avoir tout mis en ordre sur leur ferme et assuré à leur famille un hiver confortable, partent pour les chantiers chercher le numéraire que leur fournit difficilement leur exploitation agricole.

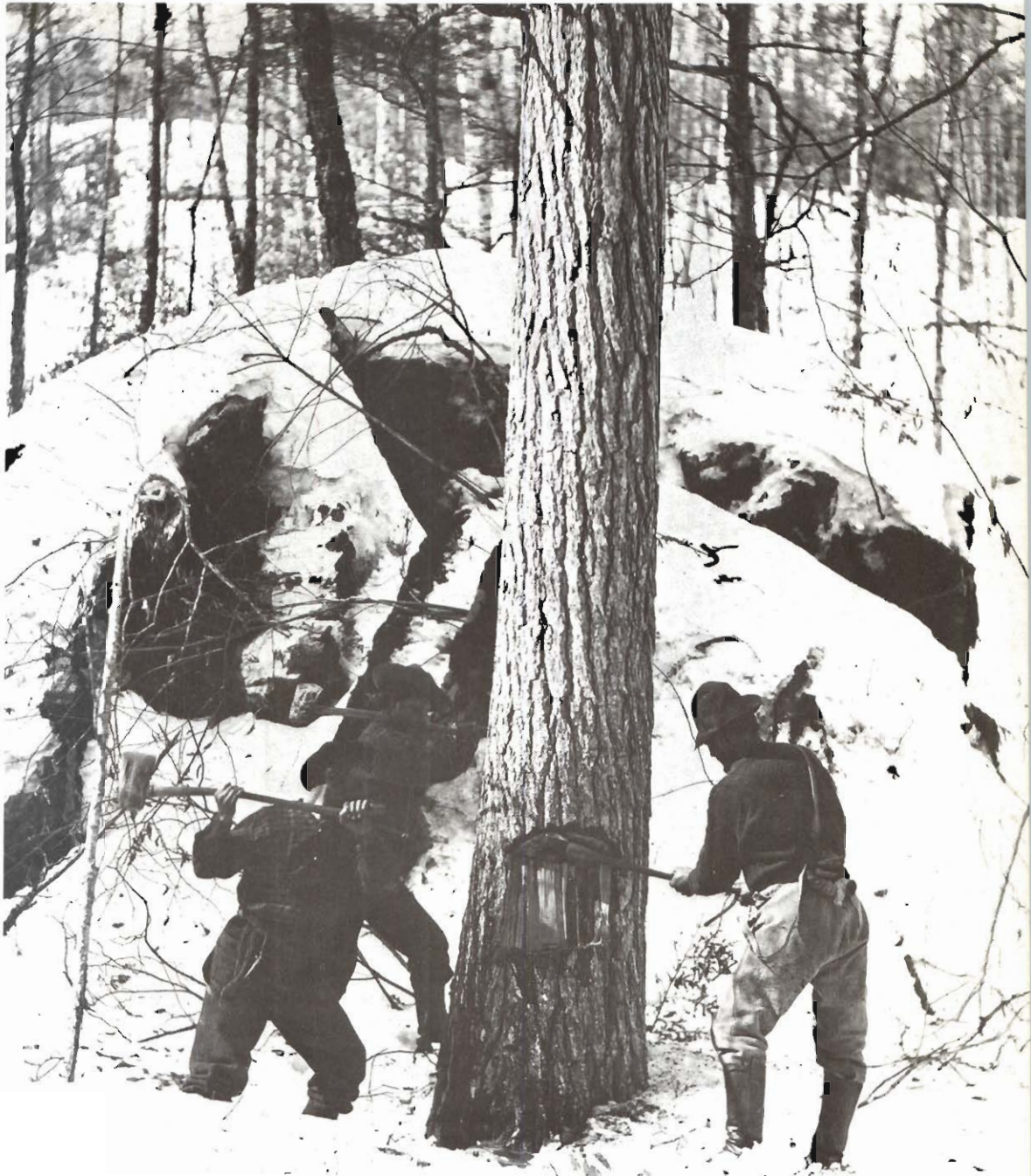
CRCOF (Ph 23-BR-19)



66. Le camp forestier de Lucien Tremblay, Blind River, 1937.



67. La cuisine du camp forestier de Maxime Lafèche, Sturgeon Falls, 1905.



68. La coupe du bois dans la haute vallée de l'Outaouais, 1871.



69. Voiture servant à glacer les chemins, Hearst, env. 1940.

Même si elles vont s'améliorer, même si elles s'adaptent aux réalités nouvelles, les conditions de vie dans les chantiers forestiers demeurent difficiles et, de toute façon, éloignées et différentes de celles des régions colonisées. Les «campes» destinés au logement des bûcherons restent des constructions grossières et temporaires. Un observateur de la fin du siècle dernier en donne une description qui vaut aussi pour le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle:

«Les édifices d'un chantier sont construits de troncs d'arbres non équarris; ces morceaux de bois rond sont ajustés aux angles au moyen d'entailles, pratiquées aux faces supérieure et inférieure des deux extrémités de chaque pièce: (...). Les interstices entre les pièces sont calfeutrées avec de la mousse ou de l'écorce de cèdre. Le toit est formé de planches fendues et dressées à la hache (...).» (64)

Règle générale, le camp ne comporte qu'une seule pièce. Les lits des hommes sont alignés le long des murs; un poêle occupe le centre de la pièce et réchauffe les lieux en même temps qu'il sèche les vêtements des ouvriers (65). On y est à l'étroit, mais on y vit peu: les bûcherons partent dès le lever du jour et rentrent la nuit venue pour y prendre le repas du soir, s'amuser un peu puis récupérer. Certains camps sont, par ailleurs, mieux pourvus matériellement. Celui de Lucien Tremblay, à Blind River (66),

comporte plusieurs unités à deux étages. La cuisine du camp de Maxime Laflèche à Sturgeon Falls est aussi bien montée: sans doute signe de luxe peu commun, les murs intérieurs sont lambrissés, une hotte assure l'évacuation des odeurs de cuisson et un convoyeur sur rails facilite le transport des plats à la salle à manger (67). Plus tard, certains campements, dans la région de Hearst, seront aménagés de façon à recevoir les bûcherons et leurs familles.

CRCFC (Ph 56-19)



70. Ernest Génier transportant des billots, Génier, 1921.



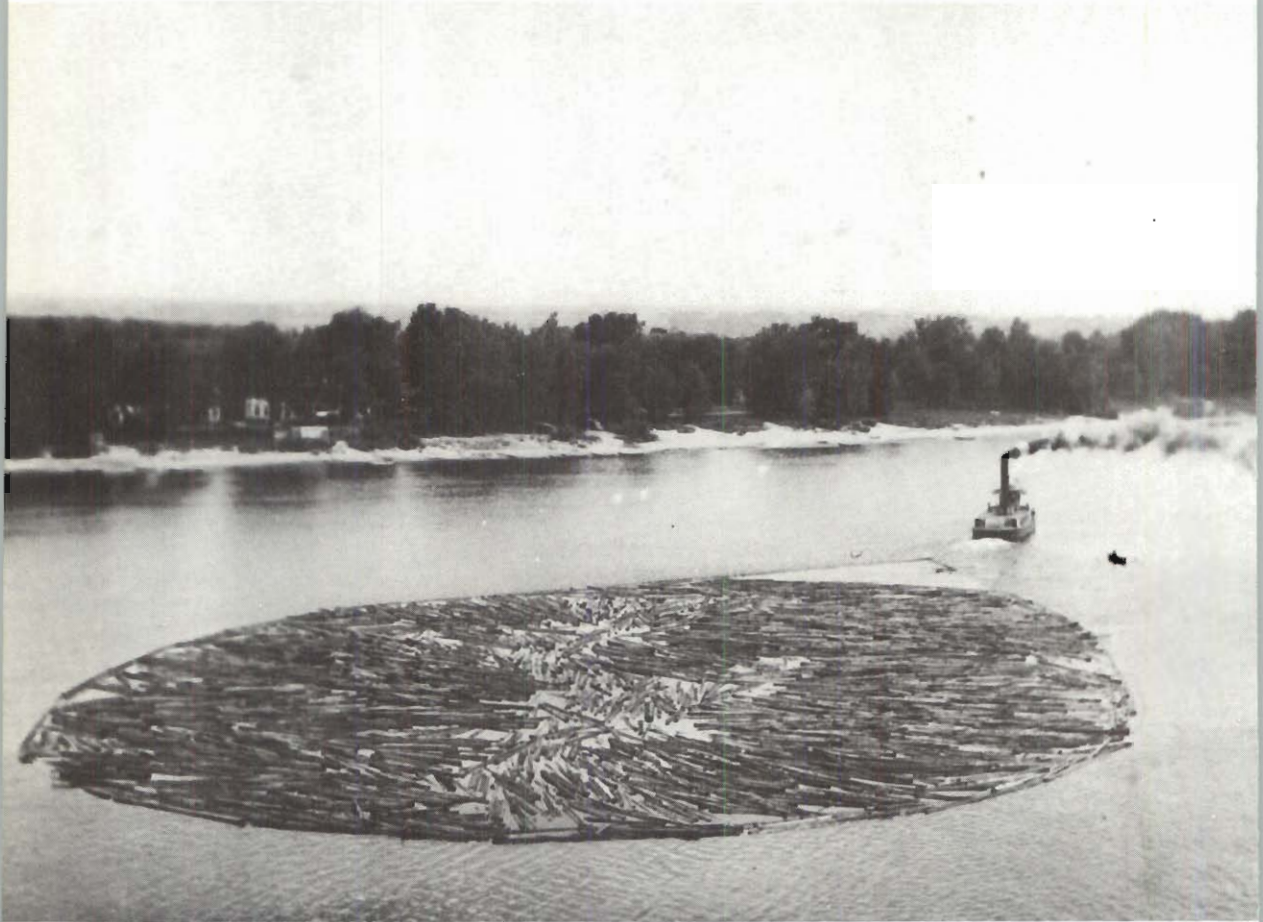
71. Le repas sur une «cage» de J.R. Booth, env. 1880.

Archives publiques du Canada (C-5068)



72. «Cages» et «cageux» sur l'Outaouais, Ottawa, env. 1900.





73. Le remorquage du bois vers le moulin Edwards, Rockland, s.d.

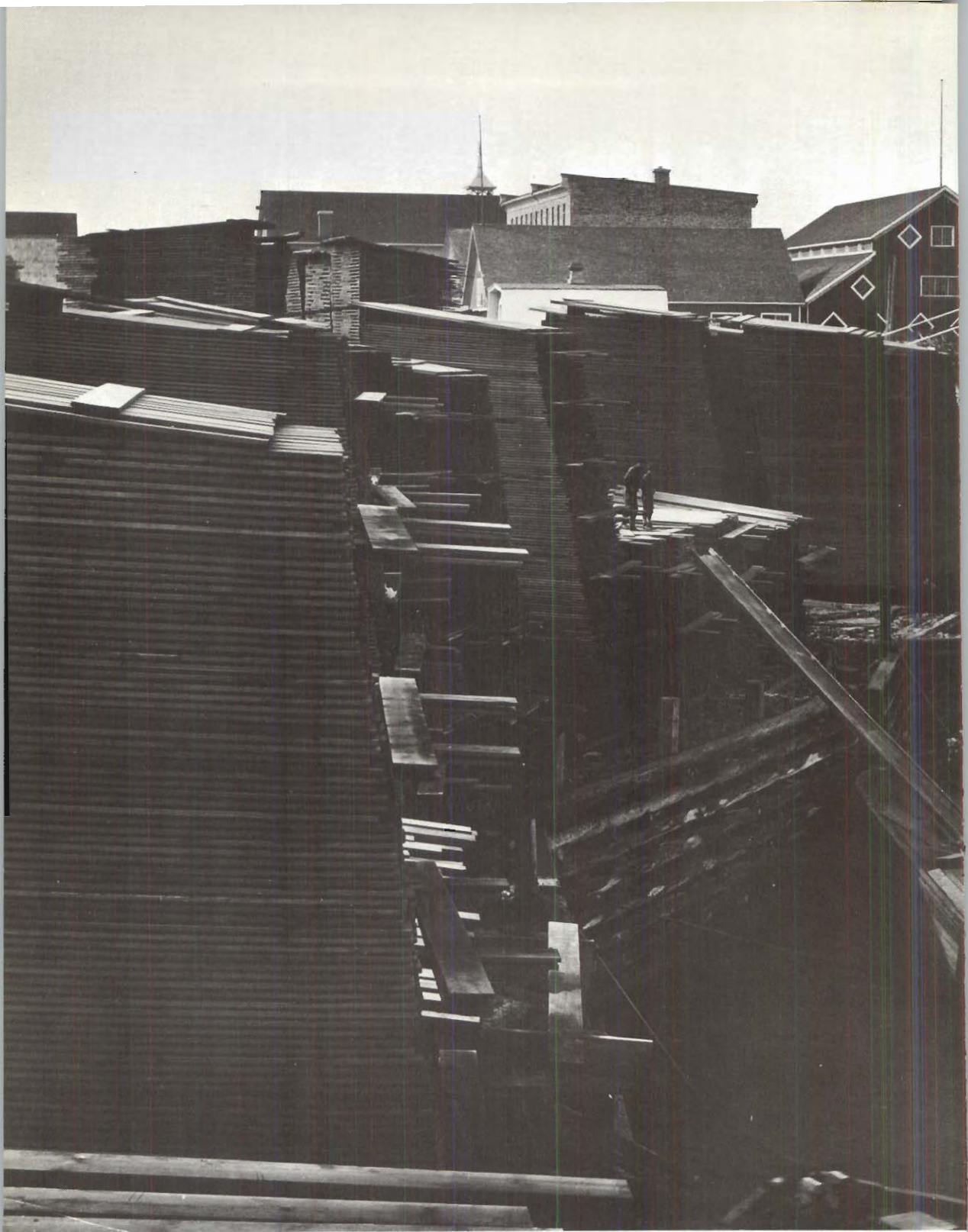
Tout au long de l'hiver, les «bûcheux» s'adonnent à la coupe puis au transport du bois aux «jetées», de façon que, le printemps venu, il puisse être roulé rapidement vers les rivières, puis convoyé vers les marchés. Dans certains chantiers, les tâches sont partagées; des équipes de coupeurs abattent d'abord les arbres, à la hache (68), au godendard et même au *bucksaw*; d'autres prennent la relève et ébranchent les troncs; puis le

bois de pin, destiné aux marchés étrangers, est équarri sur place par les «doleurs» ou «grand-haches» avant d'être pris par les «charretiers» et transportés près des rivières. Ailleurs, notamment dans les chantiers de bois de sciage et de bois de pulpe, le processus est différent, les mêmes hommes assumant l'abattage, le «débitage», la préparation des «chemins de bois»(69) et les premières étapes du transport (70).

CRCCF (Ph 86-58)



74. Transport du bois en longueur, Cochrane, s.d.



75. Le chargement des barges, Ottawa, 1872.



Musee McCord, collection Notman (78 912-1)

Rassemblés le long des cours d'eau, puis plus tard en bordure des chemins de fer et des routes, les milliers de mètres de bois brut peuvent gagner les centres de distribution ou les usines de transformation. C'est ainsi que, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la vie du Bas-Outaouais est marquée chaque année par la descente des «cages» de pin équarri. Véritables radeaux, ces cages comportent une trentaine de pièces de bois, et quelques-unes sont même surmontées de cabanes ou d'abris de fortune pour les «cageux» (flotteurs) chargés de les conduire (71). Liées les unes aux autres, ces «cages» constituent des trains de bois (72) qui mettent moins d'un mois à parcourir la distance entre Ottawa et Québec. Les pièces de bois qui les composent sont alors démantelées et chargées sur des navires et gagnent les marchés d'outre-Atlantique.

Billots et «pitounes» n'atteignent cependant pas les scieries et les moulins à papier de la même façon.

Jusque fort avant dans le XX<sup>e</sup> siècle, des équipes de draveurs s'affairent à orienter le bois à travers les méandres des rivières. Sur l'Outaouais, on se sert même, à une certaine époque, de bateaux-remorqueurs qu'on appelle *head* ou «brouette» (73). Ailleurs, on recourt au transport terrestre: dans le nord de la province, par exemple, les petits producteurs forestiers utilisent des traîneaux tirés par des chevaux (74). Bientôt, le camion et le train sont mis à contribution... non seulement pour le bois de pulpe et de sciage, mais aussi pour les produits semi-ouvrés eux-mêmes car, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, il y a déjà longtemps qu'ont disparu du paysage de l'Outaouais les barges (75), chargées de madriers et de planches, faisant route vers les marchés urbains. Il y a près d'un demi-siècle aussi que n'a plus retenti le chant des «cageux» sur l'Outaouais et que, avec l'affirmation progressive des transports terrestres, se sont graduellement éteints les cris des draveurs.

# Chapitre 5

## La mise en valeur des ressources minières

À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, l'Ontario a déjà accompli des progrès significatifs dans la mise en valeur de son potentiel minier. Il est cependant à la veille de connaître à cet égard un développement fulgurant avec la découverte des vastes ressources minérales du Bouclier précambrien. À telle enseigne que, bientôt, le secteur minier en arrive à se classer parmi les principaux facteurs de développement du nord de la province.

### le Sud ontarien

Cependant, le *Old Ontario* et la rive nord du Haut-Saint-Laurent offrent ici moins d'intérêt. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la mise en valeur des dépôts ferreux de Marmora et de Madoc, au nord de la baie de Quinté, est déjà entreprise et le minerai, connu sous le nom de *Bog iron*, est acheminé vers les fonderies de Hamilton. À la même époque, dans les marais du comté de

Lambton, des puits de pétrole sont exploités; ils ont donné naissance aux villes d'Oil Springs et de Petrolia (76). En 1870, les mines de sel de Windsor et de Goderich sont en opération. Bientôt, le petit port intérieur de Sarnia s'impose comme centre de transformation et de mise en marché des productions pétrolières de Petrolia et du sel de Goderich (77).

### l'Est

Rien de tel, par contre, dans l'est de la province où le sous-sol ne comporte aucun gisement métallifère digne d'intérêt. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on y exploite néanmoins des carrières (78) dont l'une, dans le canton de Cambridge, d'où l'on tire un marbre noir recherché pour la décoration intérieure. On extrait aussi du marbre et du granit près de L'Orignal. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, de sérieux

efforts sont déployés en vue d'assurer le développement d'une tourbière sise au sud d'Alfred, village situé à quelque 30 km à l'est d'Ottawa. Dès 1901, la *Dawson Peat Company* y presse des cylindres de tourbe recherchés pour leur propriété combustible. Puis, tour à tour, d'autres entreprises privées et gouvernementales exploitent la tourbière d'Alfred jusqu'en 1929 (79). Enfin, la construction routière amène bientôt quelques entrepreneurs à se lancer dans l'exploitation des dépôts de graviers relativement riches et nombreux dans les terres riveraines de l'Outaouais et du Haut-Saint-Laurent.

### le Nord

Au nord de la province, par contre, au-delà de l'axe Mattawa — baie Georgienne, le secteur minier se retrouve, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, au nombre des grands pôles de développement. Avec l'exploitation forestière et la construction ferroviaire, il provoque le démarrage de l'économie de cette région située sur les franges du Bouclier précambrien et longtemps jugée improductive et de peu d'intérêt.

Dès 1848, des prospecteurs, à la recherche de dépôts de cuivre dans le nord du Michigan, traversent la frontière et poursuivent leur recherche sur la rive nord du lac Supérieur. Une dizaine d'années plus tard, des droits de mine sont concédés dans

Silver Islet, au sud-est de Thunder Bay. Il faut cependant attendre l'assouplissement, en 1869, de la législation minière ontarienne avant que ne soit exploité ce riche dépôt argentifère. Quinze ans plus tard, le filon est épuisé et la mine ferme ses portes.

### le bassin de Sudbury

Entre-temps, d'autres entreprises de prospection ont permis de reconnaître le riche potentiel du sous-sol de la région de Sudbury. Dès 1846, la *Upper Canada Mining Co.* met en opération la mine *Wallace* à l'embouchure de la rivière *White Fish*, sur la rive nord de la baie Georgienne; les propriétaires ont du mal à rentabiliser l'exploitation de ce gisement de nickel et cessent vite leurs opérations. En 1856, alors qu'on procède à l'arpentage des cantons de la région de Sudbury, des géologues et arpenteurs prennent connaissance de l'existence de minerai sur le site de ce qui deviendra plus tard la mine *Creighton*; l'examen d'échantillons révèle alors que le sous-sol renferme du fer, du soufre, un peu de cuivre et du nickel. Mais, à l'époque, l'accès à ces gisements est, à toutes fins utiles, impossible et l'on n'a pas vraiment pris conscience de leur immense potentiel. Il faut attendre la construction de la ligne ferroviaire du Canadien Pacifique, en 1883, avant que ne soit rentablement entreprise la prospection du sous-sol de la région et que ne soient redécouvertes ses richesses.



76. Forage d'un puits, Petrolia, s.d.

Archives publiques du Canada (PA-15697)

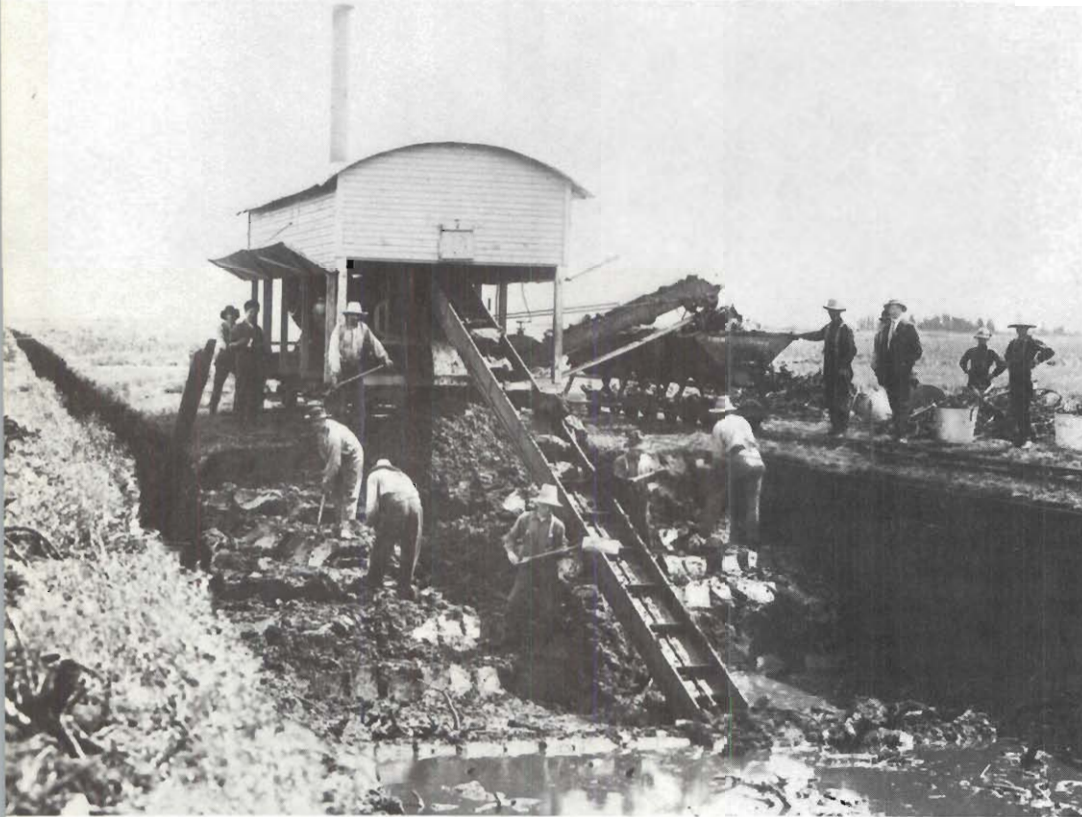




77. L'emballage et la pesée du sel à la *Dominion Salt*, Sarnia, 1923.



78. La carrière Stewart, Rockland, 1898.



79. La tourbière, Alfred, 1928.

Dès le milieu des années 1880, une nuée de prospecteurs et d'entrepreneurs, soucieux de faire rapidement fortune, envahit le bassin de Sudbury. Parmi eux, on reconnaît les frères Thomas et William Murray de Pembroke qui, à compter de 1889, mettent en opération la mine *Murray* dans le canton de McKim. C'est, par ailleurs, à Thomas Frood que l'on doit la découverte des dépôts nickélifères de Copper Cliff et de la mine *Frood*. Quant à Henri Ranger, il redécouvre en quelque sorte le gisement de la mine *Creighton* et trouve de l'or et du

cuivre en bordure de la rivière Vermilion. Bientôt, ses frères, Xavier et Isaac Ranger, ratissent le terrain sur la bande septentrionale du bassin; ils ne sont pas seuls: Arthur Bellefeuille, Fred Brisebois, Isaac Whistle, John Newton et plusieurs autres effectuent aussi des sondages dans la même zone.

Très tôt, cependant, plusieurs de ces pionniers se départissent de leurs intérêts et cèdent leurs droits à des entreprises mieux pourvues en capitaux et davantage en mesure d'extraire le minerai sur une grande échelle



80. Complexe de l'*International Nickel Co.*, Sudbury, 1927.



81. Le complexe minier de la Falconbridge, Sudbury, 1929.

et d'assurer la mise en marché de la production. En 1886, une première grande compagnie, la *Canadian Copper*, est déjà à l'oeuvre sur le terrain. Son fondateur et premier président, Samuel Ritchie, vient de se porter acquéreur de plusieurs mines, dont la *Copper Cliff*, la *Frood* et la *Creighton* et compte tirer profit de l'extraction du cuivre. Ses espoirs sont vite déçus, car le minerai se révèle pauvre en cuivre... mais riche en nickel. Toutefois, on sait alors bien peu de chose des applications pratiques de ce métal. Des expériences sont immédiatement tentées et révèlent ses grandes propriétés de résistance lorsqu'il est allié à l'acier. Bientôt, la marine américaine

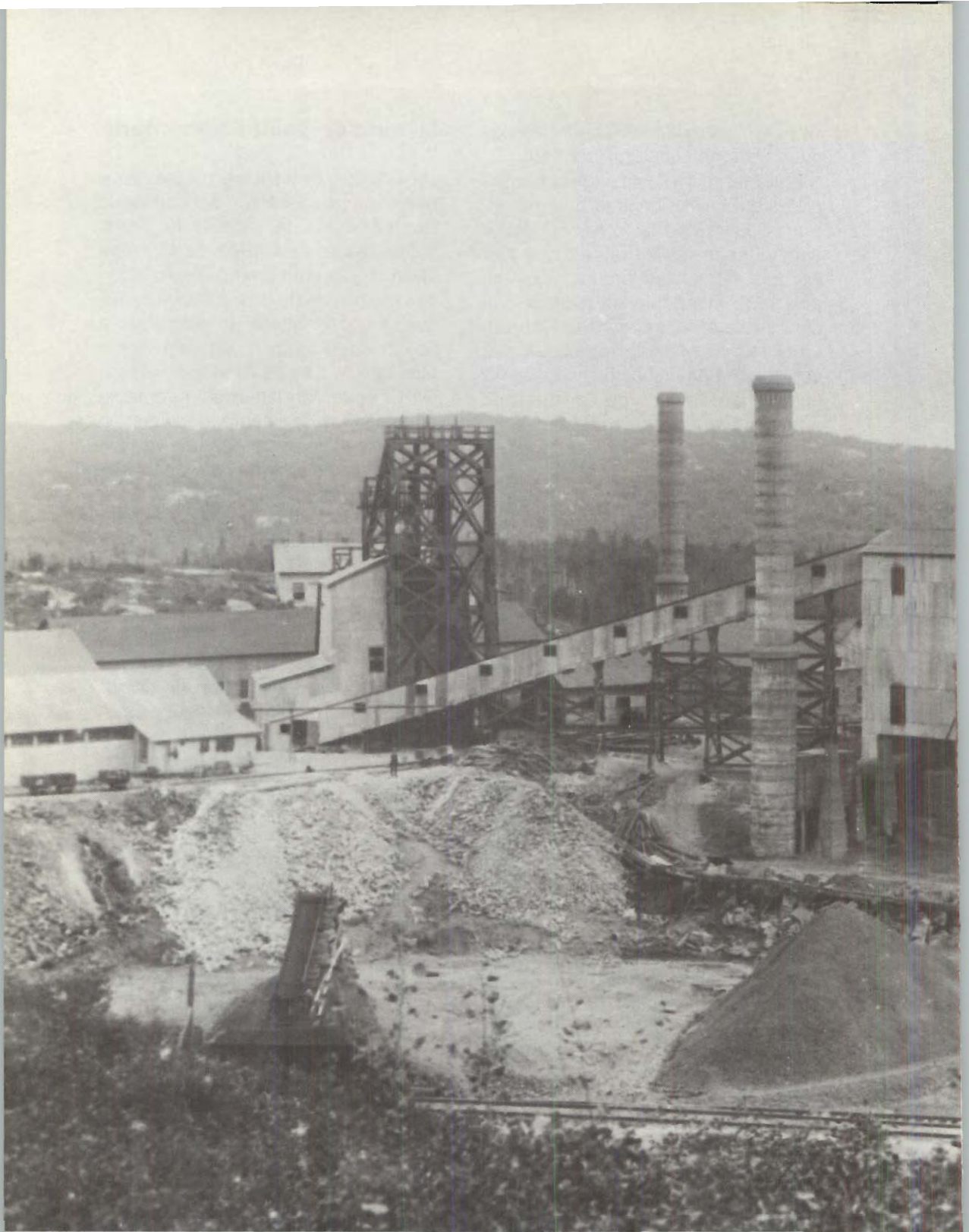
place d'importantes commandes de plaques d'acier au nickel dans le but de renforcer le blindage de ses navires. L'avenir du nickel est alors assuré. La *Canadian Copper* et l'*Orford Co.* unissent alors leurs efforts en vue d'améliorer les procédés d'extraction et d'affinage. C'est ainsi que l'*Orford* construit des hauts fourneaux à *Copper Cliff*. Après avoir fait cavalier seul, les deux sociétés fusionnent en 1902 et, avec d'autres entreprises, forment l'*International Nickel Company of New Jersey*. À compter de 1911, l'*International* construit une nouvelle usine de transformation du minerai à *Copper Cliff*. En 1916, après deux réorganisations, elle change sa raison sociale et

devient l'*International Nickel Company of Canada Limited*, l'Inco (80).

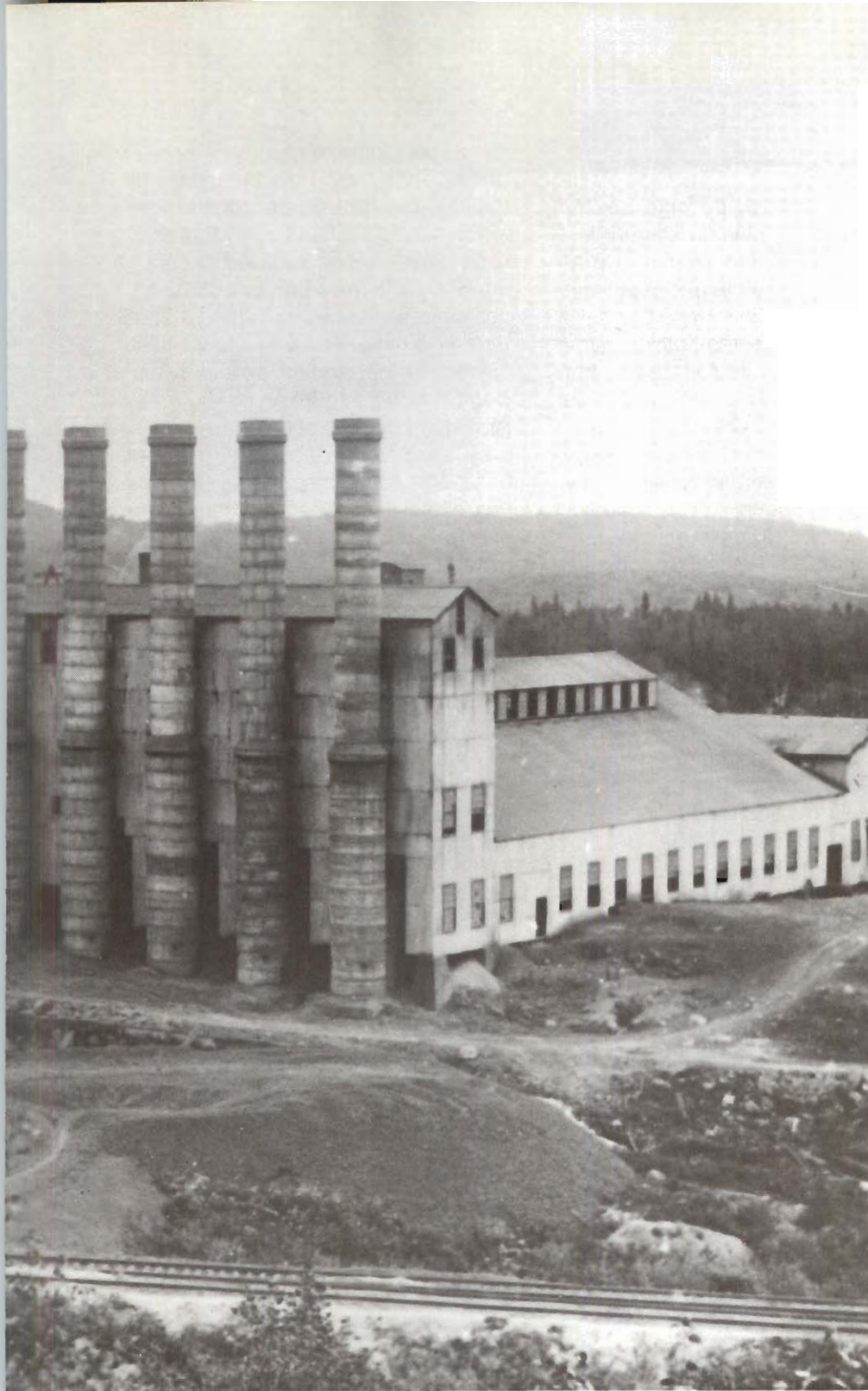
Entre-temps, d'autres grandes sociétés ont investi dans le bassin sud-burois. En 1889, la *Henry H. Vivian* achète les mines *Murray* et *Lady Violet*. Elle ferme ses portes cinq ans plus tard, incapable de résister à la concurrence de la *Canadian Copper*. La *Dominion Mineral* ne connaît pas non plus beaucoup de succès et abandonne, moins de quatre ans après le début des opérations, les mines *Bleazard* et *Worthington*. Incorporée en septembre 1900, la *Mond Nickel Co.* parvient par contre au rang des grands producteurs. On lui doit l'établissement des usines de traitement de Coniston, où, à compter de 1913, est acheminé le minerai qu'elle tire de ses nombreuses mines, dont la *Victoria*, la *Frood* et la *Worthington*. Puis, en 1929, après lui avoir fait concurrence pendant trente ans, la *Mond* accepte la fusion avec l'Inco qui, en même temps, acquiert d'autres sociétés minières et usines de transformation. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Inco, dont les deux immenses cheminées de Copper Cliff — plus de 140 m de hauteur — symbolisent la puissance, est devenue le premier producteur de cuivre et de nickel de tout l'Empire britannique. À cette époque, l'Inco n'est toutefois pas la seule compagnie à tirer profit des richesses du sous-sol de la région. Depuis 1920, l'*Ontario Nickel Co.* exploite une mine dans le canton MacLennan. Puis, depuis 1928, la *Falconbridge Nickel Co.* (81) extrait du nickel de ses puits de Falconbridge. Découvert par Thomas Edison, ce gisement est d'abord laissé à l'abandon jusqu'à ce que le financier canadien Thayer Lindsly en acquiert la propriété.

## la zone de Sault-Sainte-Marie

Le secteur minier se classe aussi parmi les composantes de l'économie diversifiée de la région de Sault-Sainte-Marie. Dès 1846, la *Montreal Mining Co.* entreprend l'exploitation des gisements de cuivre de *Bruce Mines*, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Thessalon. Un demi-siècle plus tard, en 1897, l'audacieux Francis Clergue, fondateur d'un véritable empire industriel intégré, découvre un dépôt de minerai de fer à une vingtaine de kilomètres du port de Michipicoten. Entretenant, ce grand capitaine d'industrie, déjà propriétaire d'un complexe hydro-électrique, d'une usine de bois de pulpe, d'une sidérurgie et d'une mine de cuivre et de nickel à Sudbury, acquiert la mine et lui donne le nom de *Helen Mines*, en l'honneur de sa femme. Peu après, il entreprend la construction de l'*Algoma Central Railway* dans le but, notamment, d'assurer le transport du minerai à ses usines de transformation du Sault. En 1902, il crée l'*Algoma Iron, Nickel and Steel Co.* qui fournit, entre autres, des rails d'acier aux constructeurs de voies ferrées. Bientôt cependant, Clergue éprouve des difficultés financières et ses intérêts passent à d'autres mains, à la veille de la Première Guerre mondiale. Par la suite, l'industrie ontarienne de l'acier traverse une période de stagnation et l'exploitation des mines de fer connaît un temps d'arrêt. Au cours de la crise des années 1930, l'*Algoma Steel* du Sault, acquise par Sir James Dunn, s'effondre. Des subsides gouvernementaux réaniment bientôt ce secteur stagnant: des mines, dont la *Helen Mines*, sont réouvertes et l'*Algoma Steel* (82) reprend ses opérations.



82. L'Algoma Steel Co. et la mine Magpie, Sault-Sainte-Marie, s.d.



Archives publiques du Canada (PA-15495)



## Cobalt

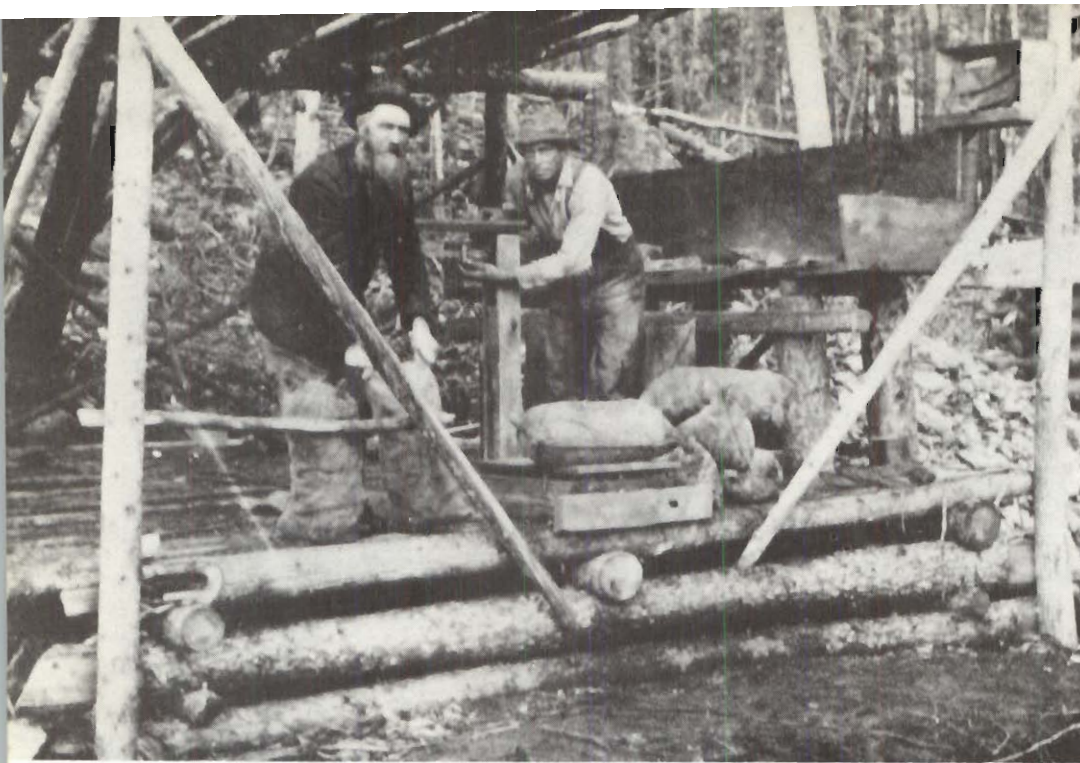
Dans le Nord-Est, du côté du Témiscamingue ontarien, le secteur minier tient, dès l'origine, un rôle de premier plan. La première découverte d'un dépôt argentifère dans l'actuelle région de Cobalt remonte à août 1903. Parcourant la région dans le but d'y trouver du bois d'oeuvre pour la construction de la voie du *Temiskaming and Northern Ontario Railway*, Ernest Danagh et James McKinley sont alors intrigués par la couleur étrange du roc. Un mois plus tard, le forgeron Fred La Rose (83) constate le même phénomène: espérant atteindre un renard, il lance son marteau... qui manque la cible et heurte le roc! L'analyse des échantillons de minerai révèle, peu après, l'existence d'un riche gisement argentifère d'une teneur de 136 kg par tonne. Dès 1905, Cobalt connaît une véritable ruée vers l'argent. On vient de partout dans l'espoir de faire rapidement fortune. Entre 1905 et 1910, plus de 1 300 mines sont incorporées dans le seul district de Cobalt. Bon nombre d'entre elles, cependant, n'ont qu'une existence légale et ne sont acquises qu'à des fins de spéculation. Néanmoins, en très peu de temps, le sous-sol de Cobalt est passé au peigne fin. De nombreuses mines, dont la *Foster Mines* (84), sont mises en exploitation. Au début, l'extraction du minerai, facilement accessible par simple procédé de creusage du sol, n'exige pas

de coûteux achats d'équipements et permet une rapide accumulation de capital. Les premières couches de terre enlevées, il faut cependant envisager l'exploitation souterraine. Ainsi, en 1909, à la mine La Rose (85), des corridors sont ouverts à 100 m sous terre. À la mine *O'Brien*, on travaille au niveau 90, cependant qu'à la *Nipissing Silver Mines* (86) on tire du minerai à 60 m sous le sol.

La découverte du minerai d'argent dans la région immédiate de Cobalt a des effets d'entraînement considérables sur le développement du Nord-Est ontarien. Elle favorise directement la croissance de la zone dite du *Tri-town* comprenant les villes de New Liskeard, Haileybury et Cobalt. Avant 1905, New Liskeard n'est qu'un petit hameau sans importance; bientôt, il s'affirme comme centre de redistribution des productions minières, des matériaux de construction ou des produits agricoles. Quant à Haileybury, son site particulièrement attrayant sur la rive ouest du lac Témiscamingue en fait une zone résidentielle recherchée par les cadres des entreprises minières régionales. Il s'impose bientôt comme centre administratif, éducatif et religieux. Enfin, l'expérience de Cobalt représente aussi un tremplin, car de nombreux prospecteurs et développeurs miniers y font leurs premières armes; elle ouvre aussi la voie à la mise en valeur d'une région non moins riche, la zone du Porcupine.



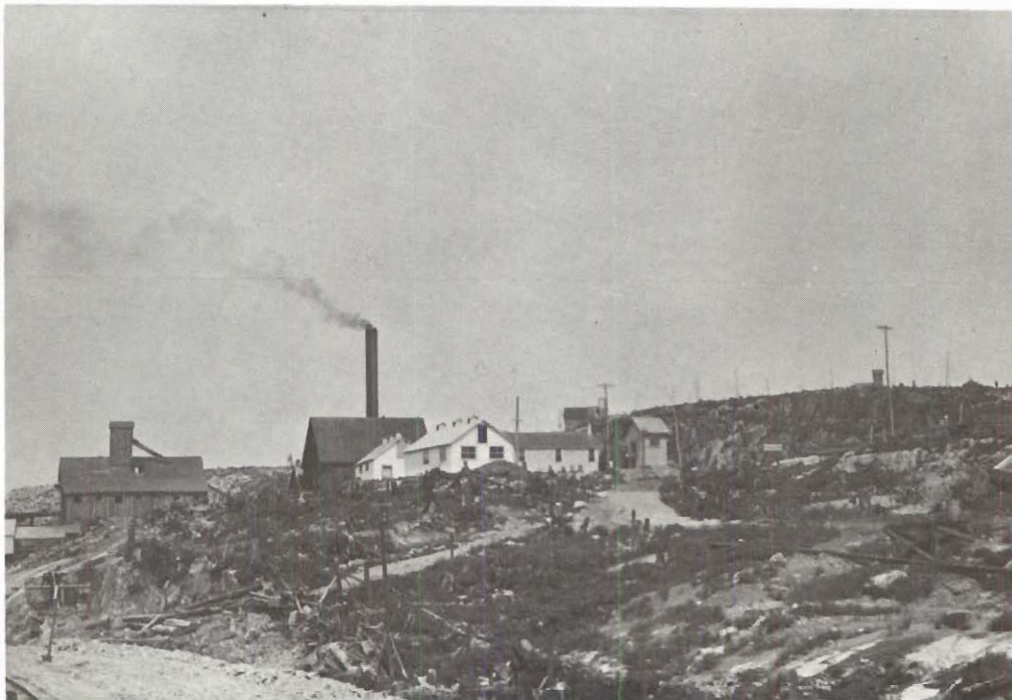
83. Fred La Rose, Cobalt, 1904.



LE BOURDAIS, *Metals and Men* (p. 128)

84. La pesée du minerai d'argent, Foster Mine, 1905.

Archives publiques du Canada (PA-45240)



85. La mine La Rose, Cobalt, 1910.



86. Installations de la *Nipissing Silver Mines* au sud du lac Cobalt, s.d.



87. Un voyage de prospection, Porcupine, 1911.



Je te dis qu'il faisait  
froid pas pour rien  
quand on a fait plus  
ici. Amour,

88. Prospecteurs canadiens français de l'Est ontarien devant leur camp, Porcupine, 1911.



89. Le transport du bois à la mine Hollinger, Timmins, 1936.

## le Porcupine

Connus des géologues dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les dépôts aurifères du Porcupine ne seront pas exploités avant la fin de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. En 1901, à son retour de la baie de James, un premier prospecteur, du nom de Charles Camsell, prend connaissance de l'existence de veines de quartz entre les lacs Miller et Pearl. Mais, à l'époque, il est impensable de prétendre exploiter de quelque façon un dépôt si éloigné des grands centres et littéralement coupé du monde extérieur. Quelques années plus tard, Ruben Daigle, rentrant du Klondike, effectue sans grand succès une tournée de prospection sur le site de l'actuelle mine *Hollinger*. Au même moment, d'autres prospecteurs visitent le lac Night-Hawk et entreprennent même l'exploitation de la *Night'Hawk Peninsular Mines*, dont le feu détruit les installations en 1907. Au tournant de la première décennie du siècle, d'autres prospecteurs (87), dont certains Canadiens français (88), s'amènent dans la région. L'un d'entre eux, Charles Rheault, forgeron de l'expédi-

tion de John Wilson, découvre même le *Golden Stairway*, le site de l'actuelle *Dome Mines*. Mais, peut-être plus que les autres prospecteurs, ce sont ceux déjà engagés dans l'aventure de Cobalt et rompus aux procédés de prospection et de mise en valeur qui mettent en marche le développement du Porcupine.

Venus incidemment de Cobalt, Alex Gillies et Benjamin Hollinger passent un peu à l'ouest du lac Porcupine et découvrent une riche mine d'or. Informé de la nouvelle, un jeune ingénieur minier, Alphonse Paré, s'empresse d'aviser son oncle, Noé Timmins, alors membre du syndicat propriétaire de la mine La Rose à Cobalt. Celui-ci s'associe aussitôt son frère et quelques autres et forme la *Canadian Mining and Finance Company*. Ce consortium entreprend l'exploitation des mines *Hollinger*, *Acme* et *Miller-Middleton* qui seront fusionnées en 1916 sous la raison sociale de *Hollinger Consolidated Gold Mines*. Répétant en quelque sorte les expériences menées à Cobalt, les propriétaires s'empressent d'aménager une usine génératrice et construisent un moulin à scie de façon à obtenir sur place les



poutres nécessaires aux armatures requises lors de la construction des puits souterrains. Plus tard, les producteurs agricoles régionaux, dont les Canadiens français, y trouveront un intéressant débouché pour leur bois (89). Graduellement, des équipements modernes seront mis en place et accéléreront le processus d'extraction (90). Mais les dernières années de la Première Guerre provoquent un ralentissement dans le secteur des aurifères. Puis la reprise, amorcée au début des années 1920, est brusquement arrêtée par la grande crise économique du début de la décennie suivante. La hausse du cours de l'or, à compter du 31 janvier 1934, amène la relance des aurifères et la *Hollinger* en tire grand profit.

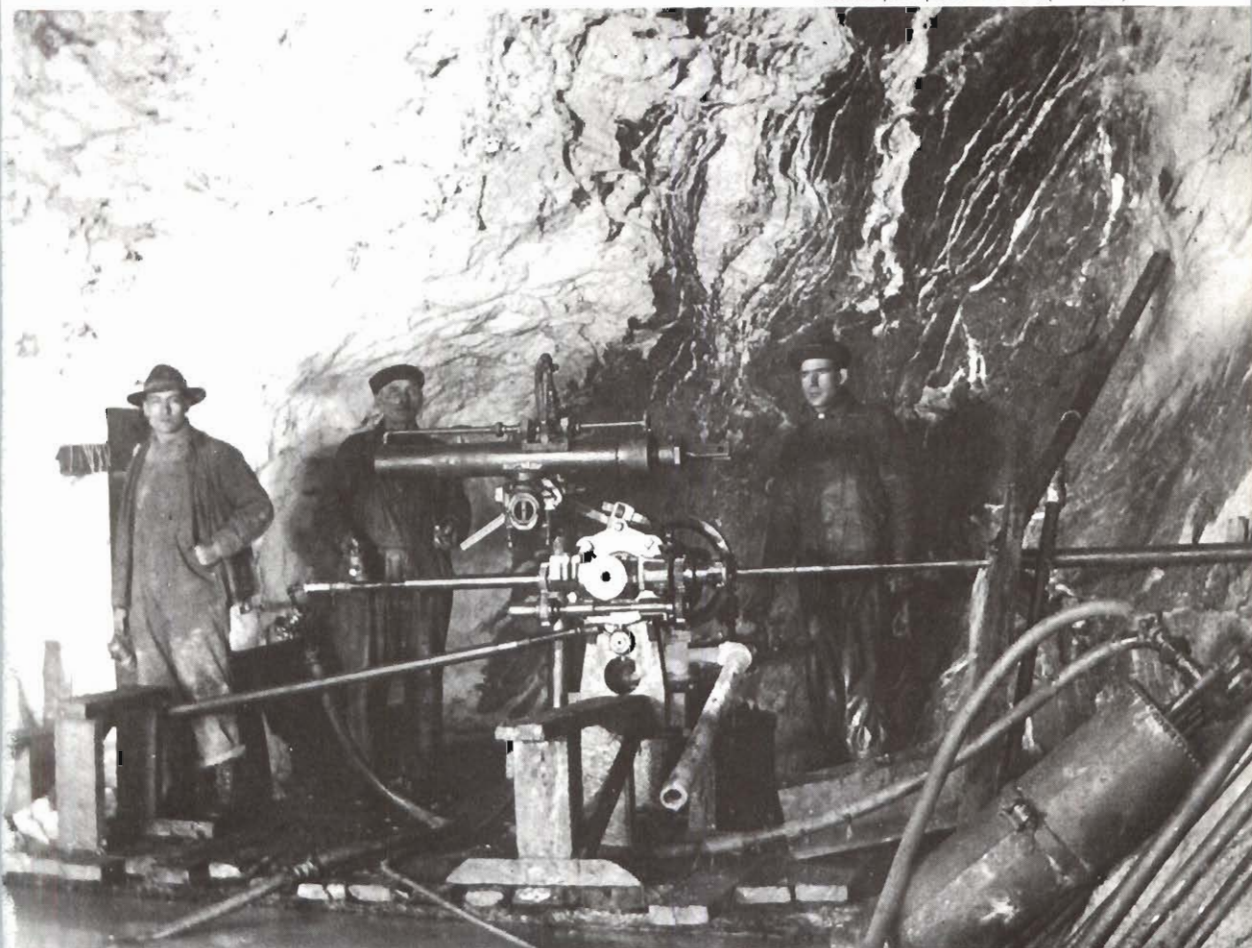
La *Hollinger* n'est pas la seule entreprise minière du Porcupine à connaître un développement de cet ordre. Il en va de même pour la *McIntyre Porcupine Mines*, découverte par Sandy McIntyre en 1906. À la *Dome Mines*, près de South Porcupine, on profite, par exemple, de la hausse du prix de l'or pour ouvrir de nombreux corridors souterrains (91). Comme partout dans le secteur, un nombre toujours croissant de travailleurs viennent s'engager, en dépit des dures conditions qu'impose la vie de mineur (92). De nouvelles entreprises, dont la *Pamour Porcupine Mines*, sont formées à cette époque. Autour

des années 1950, une quinzaine de compagnies offrent de l'emploi à quelque 8 000 travailleurs du Porcupine où, en quatre décennies, une cinquantaine de mines ont déjà été exploitées.

À Kirkland Lake, à environ 80 km à l'est de la zone du Porcupine, l'existence de gisements d'or n'est connue qu'à compter de 1912. Les deux principaux découvreurs, W.H. Wright et Harvey Oakes, mettent en exploitation les deux mines *Wright-Hargreaves* (93) et *Lake Shore*. Ces mines, à l'instar de celles du Porcupine, vont connaître un développement croissant au cours des années 1930.

### l'uranium

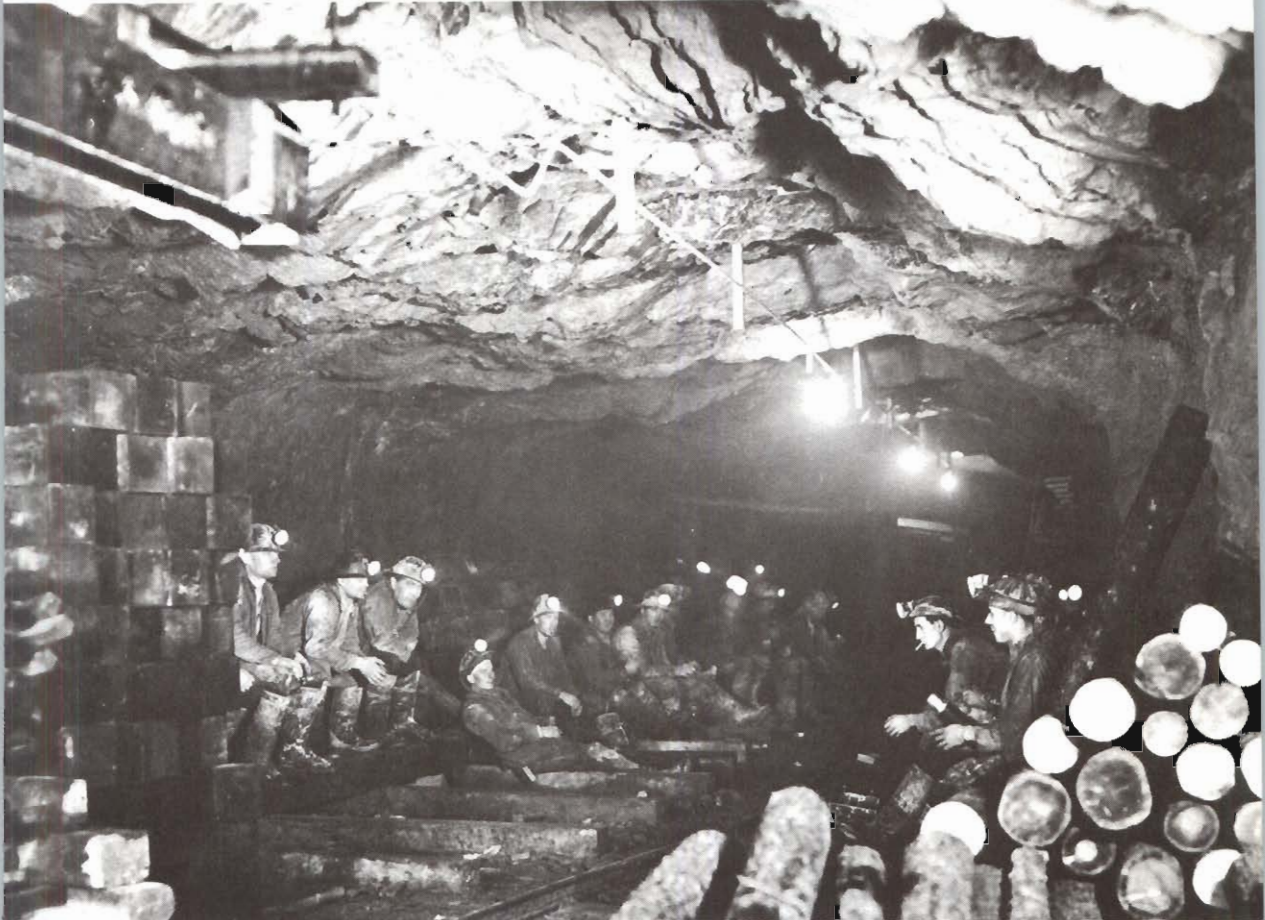
Au cours des années 1950, un autre métal, l'uranium, particulièrement recherché par l'industrie de guerre américaine, en cette période de guerre froide, fait l'objet de découvertes dans la région d'Elliot Lake, à mi-chemin entre Sudbury et Sault-Sainte-Marie. Du fait de la forte demande américaine, la «ville de compagnie» (*Company Town*) qu'est Elliot Lake connaît, entre 1955 et 1962, une prospérité remarquable. Mais, au début des années 1960, la demande est satisfaite. Elliot Lake amorce alors une période de récession avant de connaître à nouveau la prospérité au cours des années 1970.



90. Foreuse souterraine à tête de diamant, à la mine Hollinger, Porcupine, s.d.



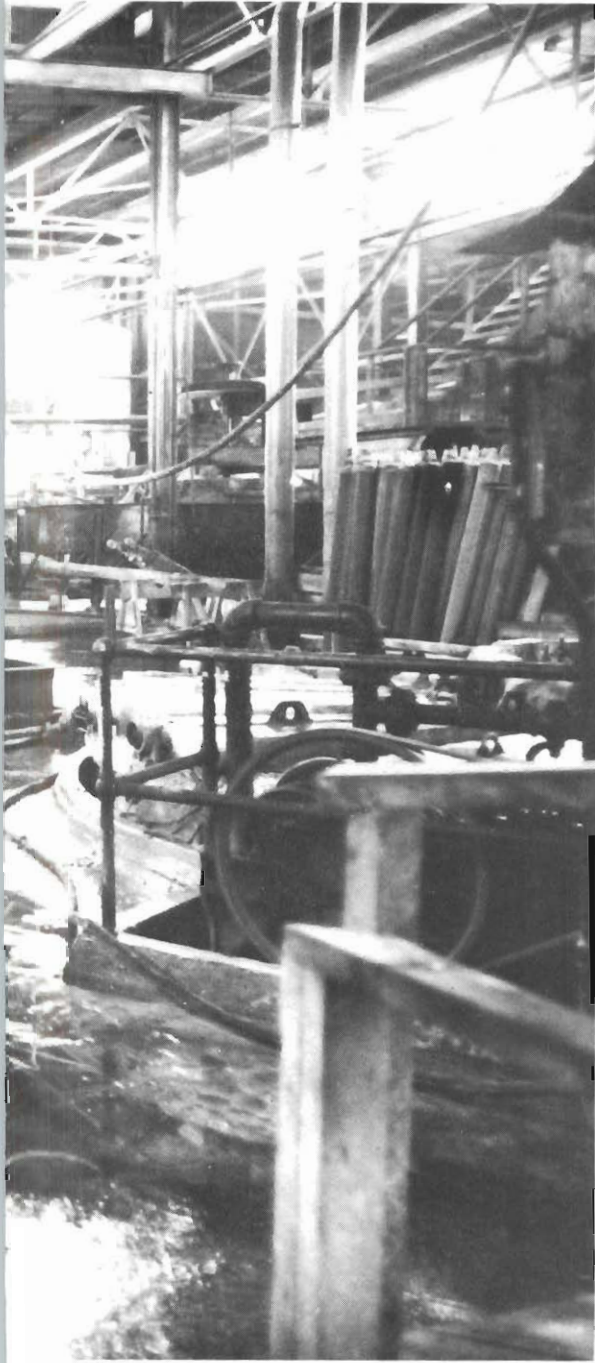
91. Mise en chantier d'installations souterraines à la *Dome Mines*, South Porcupine, 1936.



92. L'heure du lunch pour les travailleurs souterrains de la *Dome Mines*, Porcupine, s.d.



93. «Concentrateur» à la *Wright-Hargraeves*, Kirkland Lake, 1936.



Archives publiques du Canada (PA-17540)

## conclusion

De toute évidence, au cours du dernier siècle, l'exploitation des richesses du sous-sol n'occupe pas une place de premier plan dans le développement économique du sud de l'Ontario. On y met bien en valeur les puits de pétrole et les mines de sel du Sud-Ouest ainsi que quelques mines de fer sur la rive nord du lac Ontario, mais toute cette activité ne fait pas vraiment le poids devant les efforts considérables déployés, surtout à compter du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, en vue d'exploiter le potentiel minier du nord de la province. Cette région, jugée jusque-là improductive, fait alors l'objet de nombreuses prospections et se révèle des plus prometteuses. Quatre bassins miniers sont dès lors mis en exploitation: d'abord celui de Sudbury, riche en cuivre mais aussi et surtout en nickel; puis un second dans l'Algoma où sont découvertes des mines de fer; et un troisième dans la région de Cobalt, reconnue pour ses gisements argentifères; enfin, un quatrième, le Porcupine, réputé pour ses aurifères.

Par ailleurs, la reconnaissance et l'extraction de toutes ces ressources exercent un grand attrait sur les spé-

culateurs, entrepreneurs et ouvriers qui, durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, affluent dans ces régions en quête de fortunes rapides ou de conditions de vie meilleures. Parmi eux, les Canadiens français occupent une place non négligeable. Encouragés par leurs élites, ils participent beaucoup aux efforts de colonisation de ces régions. Ils n'en sont pas moins présents dans le secteur minier et on en reconnaît quelques-uns parmi les milliers de prospecteurs qui envahissent le Nord ontarien au début du siècle. Ils sont par contre plus hésitants à s'engager directement dans les opérations d'extraction et plusieurs d'entre eux préfèrent profiter des activités subsidiaires ou tirer profit des travaux de surface. Graduellement cependant, ils viennent en plus grand nombre participer à l'activité minière elle-même. À l'instar des Polonais, Finois et autres représentants d'autres ethnies, ils se font mineurs et forment des communautés culturellement distinctes dans les villes minières du Nord, de ce Nord dont ils contribuent grandement à façonner le devenir.

# Chapitre 6

## Le secteur manufacturier et les services

Le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle marque un point tournant dans l'histoire économique canadienne. Essentiellement fondée jusque-là sur l'exploitation des matières premières, l'économie du Canada tend à se diversifier et à accorder de plus en plus de place aux secteurs secondaire et tertiaire, c'est-à-dire aux activités manufacturières et aux services. Après l'Angleterre, mais à l'instar de beaucoup d'autres pays, le Canada entre donc dans l'ère industrielle.

### les usines et les entreprises de services

Favorisé par la proximité des marchés américains et par un réseau de communication qui le relie aux régions les plus éloignées du jeune Canada, l'Ontario, et particulièrement la région du *Old Ontario*, devient le premier bénéficiaire de ces transformations. Toronto et Hamilton s'imposent dès le début comme centres de transformation de première importance

dans la nouvelle économie industrielle. On y trouve une gamme étendue de productions depuis l'industrie lourde jusqu'aux biens de consommation courante, depuis les fabriques d'outillages et d'équipements jusqu'aux conserveries et aux manufactures de bijoux et breloques. À la fin du siècle, avec ses 170 manufactures et ses 14 000 artisans, Hamilton se mérite même le nom de Birmingham du Canada. Si elles drainent par-devers elles une grande partie des activités, des énergies et des capitaux, les deux villes rivales de Toronto et Hamilton ne sont pas seules à profiter du changement: London devient un centre de redistribution et voit se développer les industries subsidiaires de l'agriculture; à Berlin (Kitchener), on fabrique, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des meubles, des vêtements, des pianos, des orgues et d'autres biens durables ou de consommation courante.

Ce décollage industriel provoque naturellement un afflux de main-d'œuvre dans les centres de production et, en corollaire, une extension des terri-





94. Construction du pavillon des expositions au parc Lansdowne, Ottawa, 1888.

toires urbains. On vient de partout pour travailler dans les nouveaux secteurs d'activité. Au cours des années 1860, on reconnaît, parmi les nouveaux arrivants, des Canadiens français dont certains trouvent de l'embauche dans les services des travaux publics de la capitale ontarienne. À Ottawa, par ailleurs, on trouve de l'emploi, vers la même époque, dans le secteur de la construction (94), particulièrement favorisé par la présence des institutions fédérales et les besoins croissants d'équipements matériels dans la jeune capitale canadienne. Parallèlement, des industries auxiliaires profitent de l'expansion générale du marché de la construction. C'est ainsi qu'à la fin du siècle dernier on fabrique de la brique à Vankleek Hill et que se multiplient en maints endroits les fours à chaux.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la vocation industrielle de l'Ontario est fermement assurée. Profitant de la proximité des grands marchés américains, de la découverte des richesses du sous-sol au nord de la province et de l'ouverture des nouveaux débouchés dans l'ouest du pays, les centres manufacturiers connaissent une période de prospérité. Par-dessus tout, Toronto est devenu une grande ville d'affaires où sont réunis plusieurs sièges sociaux ou d'importantes succursales de maisons financières. De plus, de nombreuses usines et manufactures y sont en opération dans les domaines les plus divers: alimentation, vêtements et textiles, chaussure, équipements, machines et outils de tout genre, etc. À telle enseigne qu'on y trouve, en 1911, plus de 27% des travailleurs industriels de la province contre 10%, trente ans plus tôt. Comme d'autres, les francophones sont

attirés par les possibilités d'emploi: leur nombre, dans la ville de Toronto, passe de 2 526, en 1901, à tout près de 11 000, en 1931. Non spécialisés, ils occupent, pour la plupart, des emplois situés au bas de l'échelle professionnelle. Certains, notamment, concentrés dans le *Don District* travaillent à la *Gendron Co.* — réputée pour ses landaus — opérée par les dirigeants francophones qui recherchent leurs services.

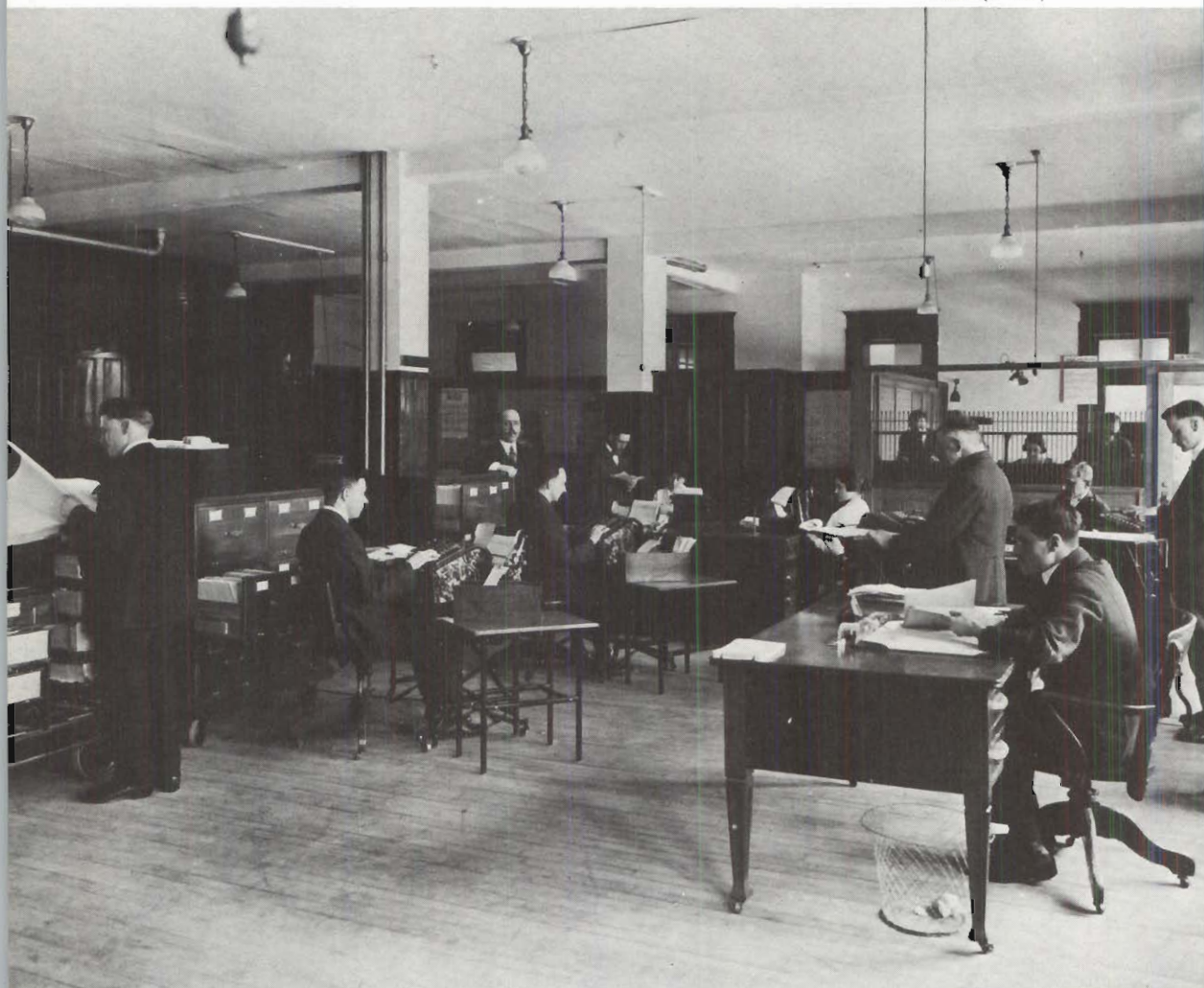
Toronto n'est toutefois pas la seule ville à profiter de l'expansion du secteur manufacturier. Ainsi Hamilton se place devant Toronto dans le domaine de la production du fer et de l'acier. Par ailleurs, tout comme dans la capitale, les productions les plus diverses, dont le textile (95), y sont représentées. Dans la péninsule du Niagara, notamment à Welland, l'*Empire Cotton Mill* attire bon nombre d'ouvriers, dont une vingtaine de familles venues de Saint-Grégoire de Montmorency, vers 1920. Au même moment, des gens de Hull et d'Aylmer, au Québec, s'établissent à Thorald ou à Beaverboard et trouvent de l'embauche dans les usines de fer de la région. Windsor s'impose depuis le tout début du siècle dans la production automobile: Ford y est installé depuis 1904 et distribue ses voitures sur tout le marché canadien et même dans l'Empire britannique. Oshawa est également engagé dans ce secteur et tire avantage de la présence de *McLaughlin-Buick* et *General Motors*. À Peterborough, la *Edison Electric Co.*, établie depuis 1890, est devenue la *Canadian General Electric*; d'autres usines — fabrique de bateaux, fonderies, etc. — s'y sont établies et s'alimentent au pouvoir hydroélectrique de la rivière Otonabee.



95. *La Mercury Mills*, Hamilton, 1928.



Archives publiques du Canada (C-53872)



96. Le travail de bureau au siège social de l'Union Saint-Joseph, Ottawa, 1925.



97. L'imprimerie du journal *Le Droit*, Ottawa, 1923.

Dans l'est de la province, Cornwall se distingue par ses productions dans le domaine des textiles. L'industrie chimique est présente à Kingston où l'on fabrique également des équipements destinés à l'industrie minière. Ottawa, de par sa vocation de capitale fédérale, est devenu un important centre de services. Les Canadiens français y sont relativement nombreux et, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ils représentent environ 25% de la population totale de la ville. Ils travaillent, comme beaucoup d'autres, dans la fonction publique fédérale: dans le domaine de la traduction, mais aussi dans d'autres services où certains occupent des postes de direction. D'autres exercent leur métier dans des entreprises typiquement francophones: à l'Union Saint-Joseph (96), mutuelle d'assurance établie dans la Basse-Ville depuis 1863; ou encore à l'imprimerie du journal *Le Droit* (97), mise sur pied peu après 1910 et dirigée par le Syndicat des Oeuvres Sociales. Mais l'économie de la capitale canadienne n'est pas tributaire seulement du secteur des services; les activités liées à la transformation du bois constituent pendant longtemps un élément important de la structure économique régionale. Les

textiles (98) ou la transformation du mica (99), pour ne citer que ces deux exemples, fournissent également de l'emploi.

La grande crise des années 1930 affecte singulièrement l'industrie et les services ontariens. La mise en marche des usines de guerre, au début de la décennie suivante, relance le secteur manufacturier. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des efforts considérables sont déployés en vue de reconvertir les industries de guerre, de moderniser les équipements des vieux établissements manufacturiers et aussi d'adapter les productions à la forte et nouvelle demande de biens et services. Si bien qu'entre 1945 et 1947, le nombre de manufactures ontariennes passe de 10 869 à 12 951. Au même moment, sont mises de l'avant des politiques de recrutement de personnel spécialisé. Une dizaine de milliers de familles britanniques viennent alors s'établir dans les centres de production. Parmi d'autres, de nombreux Canadiens français du Nord et de l'Est ontarien, d'Acadie ou du Québec, affluent vers le sud de la province et s'engagent dans les usines et entreprises de services en expansion.

Archives publiques du Canada (PA-42949)



98. L'usine Grant, Holden & Graham, Ottawa, 1915





99. Ouvriers de la *Mica Manufacturing*, Ottawa, 1900.



100. Le magasin Michaud & Levesque, Sturgeon Falls, s.d.



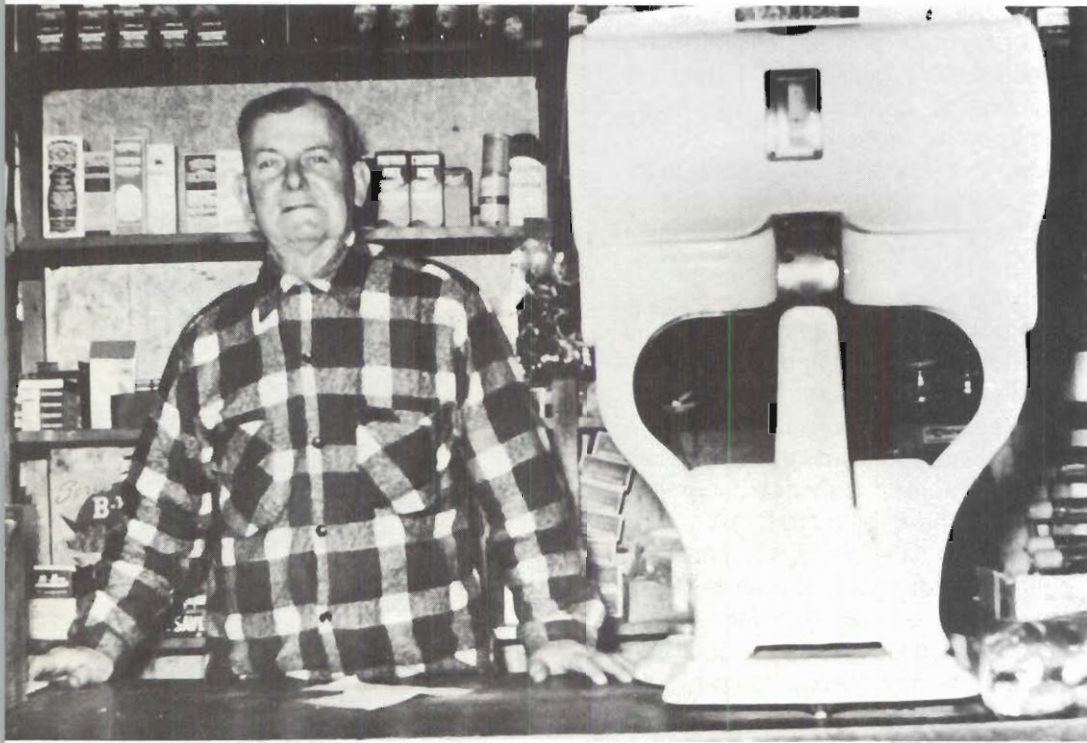
101. Chez Lemelin & Belleau, Welland, s.d.

### les boutiques, les petits commerces et les autres services

Par delà, ou plutôt parallèlement aux activités industrielles et aux grandes entreprises de services, se maintiennent et se développent l'industrie artisanale et les secteurs du petit commerce. En effet, il n'est pas de petites communautés villageoises ou de quartiers urbains où ne se retrouvent quelques petites entreprises — généralement familiales — dont les marchés ne dépassent pas le milieu immédiat et dont l'objectif premier consiste à répondre à la demande locale. Composante de premier plan de ces modestes réseaux, le magasin général (100) constitue un rouage essentiel dans la distribution des biens de production. On y trouve à peu près de tout: des marchandises sèches, depuis la boîte d'allumettes jusqu'aux menus articles de quincaillerie en passant par le vêtement et les tissus; et des denrées alimentaires: pâtés, farine, viande, etc. (101, 102). Les propriétaires de ces petits commerces de détail, les marchands généraux, comptent souvent au nombre des notables locaux, car ils sont perçus comme intermédiaires entre une clientèle réduite, et plutôt isolée, et un appareil de production large et de plus en plus complexe; en outre, ils jouent, notamment dans les communautés rurales, le rôle de dispensateurs de crédit et il n'est pas rare qu'ils doivent attendre des mois avant d'être payés. Le lourd crédit qu'ils ont à supporter est d'ailleurs à l'origine de la faillite de plusieurs d'entre eux.

Le marchand général qui pratique le commerce de détail n'est pas seul à assumer le rôle d'intermédiaire entre producteurs et clients. Certaines maisons de confection de tissu, par exemple, court-circuitent en quelque sorte les grossistes et envoient leurs voyageurs de commerce directement chez le détaillant. Celui-ci subit également la concurrence des colporteurs, des *peddlers*, qui parcourent rangs, rues et villages et sollicitent directement le consommateur. Quelques-uns travaillent à leur compte et se procurent chez des fournisseurs en gros des vêtements, des chaussures, des breloques et des bijoux qu'ils comptent revendre à bon prix... après la traditionnelle séance de marchandage. D'autres agissent pour le compte de maisons de commerce et vendent «à commission» des produits de nettoyage ou de beauté (103).

Pour obtenir une meilleure qualité, les acheteurs font également affaire avec les boutiquiers, les producteurs de biens et de services spécialisés. Dans le domaine alimentaire, il y a, par exemple, le boucher (104) qui s'approvisionne en partie chez les éleveurs locaux ou encore auprès des grandes entreprises comme la *Canada Packers*. Souvent, la boucherie locale dessert un marché qui ne dépasse pas de beaucoup les frontières du village ou de la paroisse; quelques bouchers, cependant, visent des clientèles plus larges et ont des comptoirs dans les marchés des centres urbains. Il y a aussi le laitier ou encore le boulanger qui, souvent, offrent à leurs clients des services de livraison à domicile (105).



102. Arthur Parent dans son épicerie, Tecumseh, env. 1950.



103. Albert Lafontaine, colporteur, Casselman, 1935.



104. La boucherie A. Rochon, Rockland, 1923.



105. La carriole de livraison de la boulangerie O. Laporte, Rockland, 1924.





106. Théodule Lalonde, forgeron, Plantagenet, 1947.

Centre Sainte-Famille (R48-I4)

Par ailleurs, avant que le tracteur ou l'automobile ne viennent définitivement remplacer le cheval, le forgeron joue un rôle essentiel, notamment dans les communautés rurales. On se rend régulièrement à sa forge pour faire ferrer les chevaux ou encore pour faire ouvrir les pièces de métal nécessaires à la fabrication ou à la réparation des voitures ou des traîneaux (106). La «boutique de forge» est aussi un lieu de rencontre où s'échangent les commentaires sur les divers aspects de la vie communautai-

re, où l'on parle politique et où l'on obtient les conseils pratiques sur les questions de métier. Plus tard, alors que se généralise l'usage du véhicule motorisé, apparaissent les stations d'essence, opérées soit par les marchands généraux, soit encore par les garagistes. Graduellement, d'ailleurs, la distribution de l'essence (107) s'effectue au garage où l'on vient pour la réparation de l'automobile, du tracteur, voire des autres équipements mécaniques.

Certaines communautés profitent également des services d'un ferblantier chez qui l'on se procure toutes sortes de contenants métalliques ainsi que des ouvrages de tuyauteries de fabrication artisanale (108). Puis il y a le barbier... qui, bien souvent, n'exerce pas seulement ce métier. Dans certains rangs ou concessions, il peut s'agir d'un agriculteur qui, pour une somme très modique, coupe les cheveux et «fait» la barbe à ses voisins, parents et amis. Au village et à la ville, cependant, le barbier a pignon sur rue dans son «salon» où sont étalés, bien en évidence, les lotions et shampoings (109). Autres services: ceux de l'avocat, du médecin ou des autres professionnels de la santé. De par leur formation académique, ils se classent parmi les notables de leurs milieux respectifs et jouissent de revenus supérieurs à la moyenne. On se rend chez l'avocat pour faire défendre une cause devant les tribunaux, mais également pour la préparation d'actes de propriété ou le règlement de dispositions testamentaires. Pour les francophones venus du Québec, ce deuxième volet de l'activité des hommes de loi ontariens constitue un fait nouveau car, dans leur pays d'origine, ventes, achats, locations et testaments se règlent devant notaires. Quant au médecin, il soigne les corps: procède aux accouchements, répare blessures et cassures, traite les maladies et allège les douleurs de l'agonie; encore que le recours aux services du médecin ne

soit pas systématique, notamment en milieu rural. Ainsi, pour la naissance, on s'en remet souvent aux sages-femmes ou encore aux parentes ou voisines en mesure d'apporter leur aide. Plus souvent qu'autrement, on tente d'abord de se soigner soi-même au moyen de tisanes, de pommades ou d'autres médicaments de fabrication artisanale; on se procure également d'autres remèdes disponibles dans le commerce: liniments, onguents ou pilules dont les célèbres «petites pilules rouges» capables, au dire des fabricants, de guérir tout genre d'indispositions depuis les maux de tête bénins jusqu'aux douleurs rhumatismales, en passant par les maux de reins. En fait, on ne consulte généralement le médecin qu'en cas d'extrême nécessité. Dans les localités rurales, parce qu'il est souvent seul à dispenser des soins de santé, ses activités sont multiples et diversifiées et il est souvent appelé à faire fonction de pharmacien, de dentiste ou de chirurgien.

Dans les régions de colonisation aussi bien que dans les quartiers urbains, les francophones ont cependant du mal à obtenir ces services professionnels dans leur langue. Les groupes de pression, dont l'ACFEO, interviennent d'ailleurs et tentent de recruter, au Québec surtout, des professionnels francophones, ou d'encourager par des bourses la formation de jeunes francophones disposés à faire carrière dans les milieux franco-ontariens.



Centre Sainte-Famille (R2-17)

107. Première pompe à essence de Wendover, devant le magasin Leclair, Wendover, 1929.

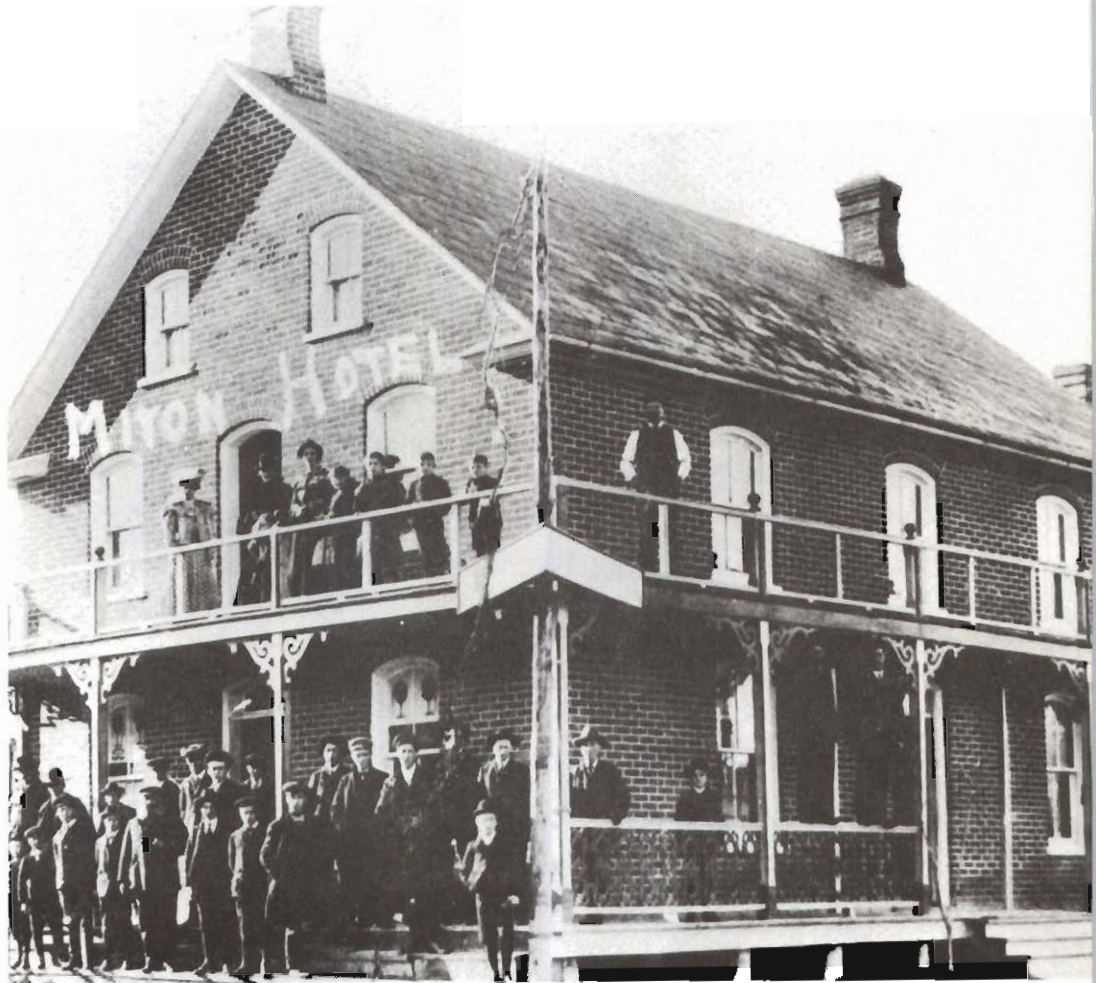


108. La famille du ferblantier Wilfrid Thibault, Alfred, s.d.

Centre Sainte-Famille (R19-14)



109. La boutique de barbier de Cléo Laniel, Plantagenet, 1900.



110. L'hôtel Miron, Curran, 1908.



Caisse populaire Notre-Dame d'Ottawa

111. Le magasin G. Brousseau, 1940. En 1913, les sociétaires de la Caisse Notre-Dame (la seconde à voir le jour en Ontario) y effectuent leurs premières transactions.

Par ailleurs, au fur et à mesure qu'ils se développent, les villes et villages d'Ontario offrent à leurs visiteurs des services hôteliers. Aux premiers postes de relais pour diligences, succèdent des établissements fréquentés d'abord par les usagers des transports ferroviaires, puis, peu à peu, par les automobilistes, les camionneurs et les utilisateurs des services d'autobus. Ces petits hôtels n'ont généralement rien de luxueux: ils comportent quelques chambres et parfois une salle à manger et tiennent lieu, pour les citoyens, de débit de boisson ou de salle de réception (110). Les services y sont plutôt réduits et n'ont rien de comparable à ceux offerts dans les grandes institutions hôtelières comme le centre de villégiature de Carlsbad Spring, l'hôtel Royal York de Toronto ou le célèbre Château Laurier d'Ottawa.

Enfin, le développement de l'économie ontarienne entraîne une expansion des services bancaires. D'abord concentrées à Toronto, les banques décentralisent peu à peu leurs opérations et établissent très tôt des succursales soit dans les nouvelles villes industrielles ou minières, soit encore dans les petits centres forestiers et agricoles. Comme beaucoup d'autres, les francophones traitent leurs affaires personnelles à la banque. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, cependant, ils répondent à l'appel d'Alphonse Desjardins et organisent les coopératives d'épargne. La première d'entre elles est mise sur pied peu après 1910, dans la paroisse Notre-Dame, à Ottawa (111). En

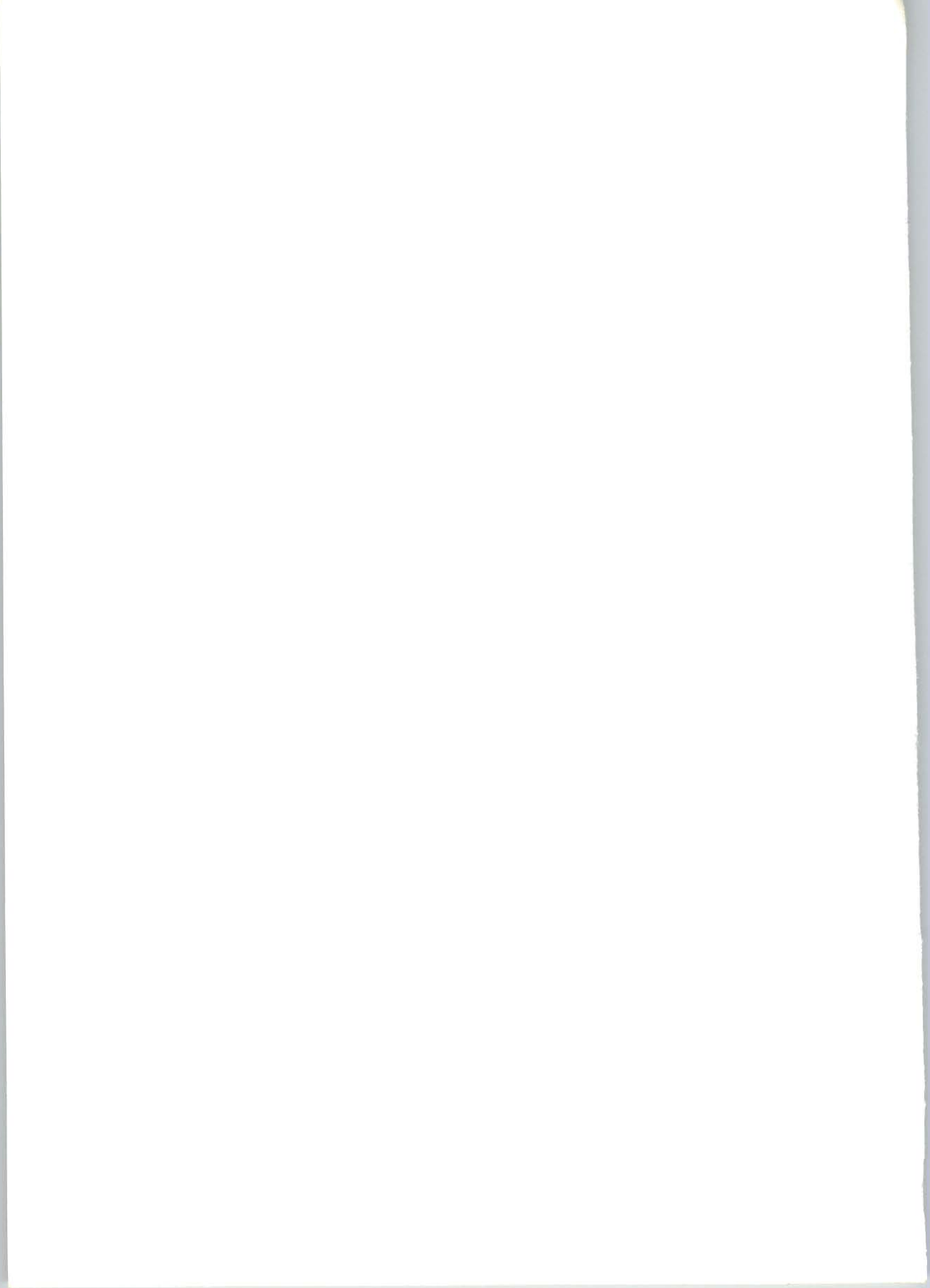
1946, elles sont suffisamment nombreuses et actives pour réunir leurs efforts dans le cadre d'une fédération, la Fédération des Caisses populaires de l'Ontario.

### conclusion

À compter du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Ontario voit les structures de son économie se transformer peu à peu. Les secteurs manufacturiers et des services prennent alors de plus en plus de place dans l'ensemble de l'économie. La croissance de ces types d'activités attire vers les villes une main-d'oeuvre plus ou moins spécialisée et ne va pas sans provoquer une expansion des territoires urbains. Comme beaucoup d'autres, les francophones du Québec, d'Acadie, des régions agricoles d'Ontario ou d'ailleurs affluent vers les centres de production et sont embauchés par les producteurs industriels et dans les entreprises de services. On les retrouve, notamment, dans les usines de Welland, de Toronto, de Cornwall ou encore à la fonction publique fédérale à Ottawa.

Plusieurs autres, cependant, se font commerçants, détaillants ou petits boutiquiers au service des clientèles des petites localités ou quartiers urbains francophones. Ils sont forgerons, marchands généraux, barbiers, etc., et tiennent des rôles importants dans la vie socio-économique des communautés franco-ontariennes, qu'ils soient à Hearst, à Casselman ou à Welland.



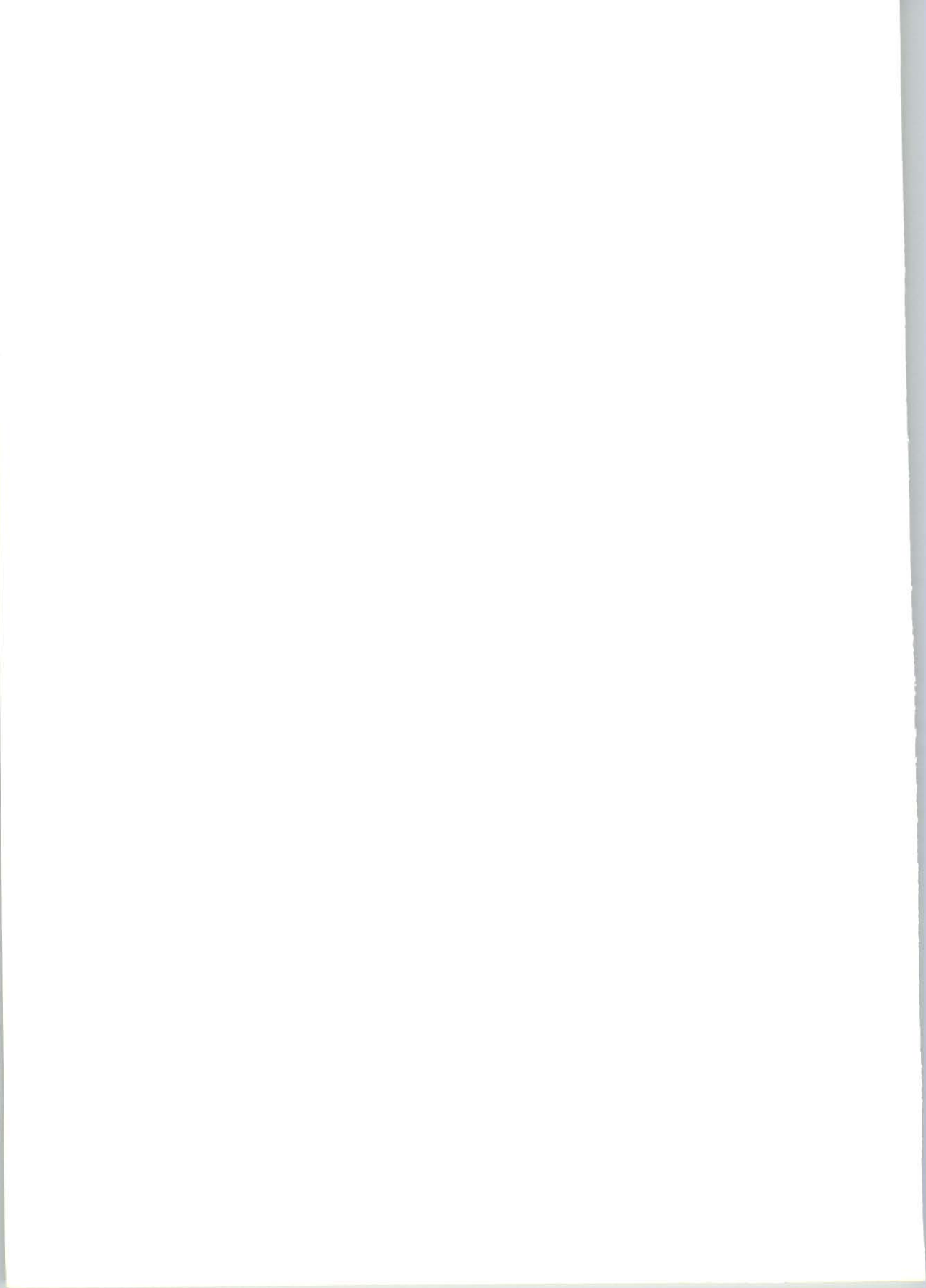


# Troisième partie

---

## Les jours

---



# Chapitre 7

## La «garde du dépôt»

Le 1<sup>er</sup> juillet 1867 marque la naissance du Canada et de ses institutions parlementaires fédérales regroupées à Ottawa. À cette date naît également la province d'Ontario, dont le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée et le Conseil législatifs siègent à Toronto. Au cours du premier siècle d'existence de ce régime, les Canadiens français d'Ontario, proportionnellement peu nombreux, prennent une part relativement peu active dans la vie politique. Ils ne sont pas totalement absents de la scène pour autant.

### la politique fédérale et provinciale

Au niveau fédéral, ils accordent plutôt leur faveur aux libéraux: encore qu'à certaines occasions ils leur retirent leur appui, comme en témoigne leur attitude à l'égard de la politique conscriptionniste de Mackenzie King (112). Néanmoins, ils envoient des représentants de ce parti à Ottawa. C'est notamment le cas de Joseph Raoul Hurtubise (113). Né à Sainte-Anne-de-Prescott le 1<sup>er</sup> juillet 1882, il étudie la médecine à l'Université Queen's, puis, après quelques voyages d'études à l'étranger, il s'établit à

Sudbury, en 1910. Candidat libéral défait, à l'élection provinciale de 1923, il brigue les suffrages au scrutin fédéral de 1930 et est élu député du comté de Nipissing; il occupe ce poste jusqu'en 1945, année de son accession au Sénat canadien. À la même époque, la circonscription de Cochrane est également représentée par un francophone d'allégeance libérale: cultivateur, marchand général et autodidacte, J. Arthur Bradette est élu une première fois en 1926; par la suite, ses électeurs lui renouvellent son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé au Sénat, en 1953. Il est alors remplacé à la Chambre des communes par Joseph Habel, ancien député libéral de Cochrane-Nord à l'Assemblée législative d'Ontario. Par ailleurs, au sud-ouest de la province, le docteur Gustave Lacasse (114), surnommé le «Lion de la péninsule» en raison de son ardeur à défendre les intérêts de ses compatriotes, siège au Sénat canadien pendant plus d'un quart de siècle. Dernier exemple: J. Omer Gourd, député fédéral de Russel. Né à Alfred en 1893, ce cultivateur et marchand général est élu maire de Casselman en 1930; particulièrement engagé dans la vie politique et économique de son milieu, il devient membre de la députation fédérale en 1945.



112. Camp abritant des anticonscriptionnistes canadiens français, près de Hearst, env. 1942.

Au niveau provincial, les orientations politiques du groupe minoritaire franco-ontarien changent selon leurs intérêts ethniques et religieux ou encore en fonction de considérations socio-économiques. D'abord conservateurs durant les premières années d'histoire politique ontarienne, les francophones réagissent à la lutte anticatholique et antifranaçaise menée par ce parti à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et appuient les libéraux. Mais les conservateurs, ayant mis de côté pendant un certain temps l'épineuse question des écoles séparées, obtiennent à nouveau, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'appui des Canadiens français. Toutefois, l'émission du règlement 17 (1912) — qui porte un coup sévère à l'enseignement en français dans les écoles ontariennes — par le gouvernement *torry* ontarien et la proclamation de la conscription obligatoire par les conservateurs d'Ottawa ramènent l'électorat francophone dans le camp du parti libéral. En 1919, les *United Farmers of Ontario* prennent le pouvoir et trouvent chez les agriculteurs franco-ontariens de nombreux supporteurs. Devant l'échec de ce gouvernement et par suite de l'abolition du règlement 17, les électeurs d'origine française retournent leur faveur aux conservateurs . . . , avant d'accorder leur soutien aux libéraux de Mitchell Hepburn, favorables à la contribution des entreprises au financement des écoles catholiques. Avec la Seconde Guerre mondiale, les données changent: en 1943, un tiers parti, le C.C.F., supporté par les forces syndicales, obtient le vote de plusieurs francophones, ouvriers syndiqués des mines et de l'industrie du bois dans le nord de la province ou travailleurs manufactu-

riers de Kent et d'Essex. Tant et si bien qu'au cours des 28 campagnes électorales tenues en Ontario entre 1869 et 1967, dans les 14 comtés où ils représentent plus du tiers de l'électorat, les Franco-Ontariens contribuent à l'élection de 117 conservateurs, 131 libéraux, 16 candidats C.C.F./N.P.D. et 2 représentants des Fermiers-Unis.

Parmi les élus, on reconnaît le Dr. J.C. Rhéaume, représentant conservateur d'Essex-Nord, à l'Assemblée législative provinciale. Élu d'abord en 1902, il est réélu en 1904 et devient ministre des Travaux publics dans le cabinet de James Whitney, poste qu'il occupe jusqu'en 1914. Au même moment, par contre, les électeurs de Sturgeon Falls accordent leur confiance à un *self-made man* originaire d'Embrun: Zotique Mageau. Successivement commis d'épicerie, bûcheron et marchand, il est élu à maintes reprises maire de la municipalité de Sturgeon Falls et, en 1911, devient député libéral de la circonscription du même nom; il est réélu jusqu'en 1923 et abandonne ses fonctions à la veille de l'élection de 1926. Règle générale, l'électorat franco-ontarien de l'est de la province se montre favorable aux candidats libéraux. Ainsi, élu en 1923 comme représentant libéral de Russell, Aurélien Bélanger se distingue par ses prises de position et son action en matière d'éducation française; également actif dans Prescott, il se retire de la vie politique en 1948 (115). Quant à Paul Leduc, il est élu député du comté d'Ottawa-Est, en juin 1934, et est nommé ministre des Mines dans le cabinet Hepburn. Il occupe temporairement le poste de procureur général, en 1937, et devient registraire de la Cour suprême du Canada, en 1940.



SHNO, «Documents historiques» n° 59-60 (hors-texte)

113. J.-R. Hurtubise, env. 1937.

CRCCF (Ph 37-7)



114. Gustave Lacasse, env. 1940.

Archives publiques du Canada (PA-53488)



115. Aurélien Bélanger, s.d.



### les groupes de pression

S'ils confient à certains de leurs compatriotes des mandats d'intervention aux niveaux fédéral et provincial, les Franco-Ontariens n'en sont pas moins conscients de la faible influence exercée par leurs représentants dans ces appareils gouvernementaux. Ils prennent part à l'activité des institutions définies par le groupe majoritaire de la société dont ils font partie. Mais pour maintenir les valeurs auxquelles ils croient, pour poursuivre les objectifs de leur collectivité et pour résister à l'assimilation, ils mettent eux-mêmes sur pied des mécanismes parallèles ou encore détournent à leur profit les organisations existantes. À cet égard, plusieurs d'entre eux deviennent maires ou conseillers dans les municipalités à forte présence française; à certains endroits, ils arrivent même à monopoliser, en quelque sorte, les fonctions municipales (116).

Mais ils se font surtout valoir en dehors des structures existantes et créent leurs propres organismes de

défense. Ils se regroupent en des associations patriotiques comme l'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, fondée en 1853 (117). D'autres sociétés également inspirées par les principes d'action de Ludger Duvernay et engagées dans la sauvegarde de la langue et de la foi sont par la suite établies à Cornwall, à Sudbury, dans le sud-ouest de la province (118), voire dans les zones de concentration française du *Golden Horseshoe*, puis, peu à peu, dans un nombre toujours grandissant de petites communautés rurales de l'Ontario français. En 1939, ces associations se réunissent pour former la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario. Les promoteurs entendent ainsi mieux coordonner les activités des sociétés locales et leur donner plus de force. Ces dernières se manifestent traditionnellement lors de la préparation de la fête annuelle du Canada français, le 24 juin de chaque année, mais elles recourent également à d'autres moyens — tels que le cinéma ou le livre — pour promouvoir la culture française dans leur milieu.



116. Le conseil municipal de Tecumseh, env. 1930. 1<sup>re</sup> rangée: Maurice Renaud, Albert Leblanc, Henri Parent (maire), Ernest Dugal; 2<sup>e</sup> rangée: Édouard Morand, Jérémie Desjardins, Alphonse Pitre, Malcom Clappe.

Parmi les groupes de pression que se sont donnés les Franco-Ontariens au cours de leur histoire, l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, devenue, en 1968, l'Association canadienne-française d'Ontario, vient très certainement en tête. Sa fondation, en janvier 1910, marque, au dire de certains, «l'acte de naissance politique» de la minorité franco-ontarienne. De nombreux problèmes ont amené les quelque 1 200 délégués réunis au Château Laurier à voter sa création: attitude anticatholique et antifrançaise des autorités gouvernementales; difficulté de maintenir l'enseignement en français dans les écoles séparées; orientation des inspecteurs d'écoles; conflit entre catholiques irlandais et canadiens français. L'ACFEO se donne pour objectifs: «L'avancement général des Canadiens français de l'Ontario, la vigilante protection de tous leurs intérêts et la juste revendication de leurs droits et privilèges» et prend pour devise: «Garde le dépôt». Elle étend bientôt son action dans toutes les communautés de l'Ontario français par la création d'ACFEO locales qui participent à son financement. Elle compte dans ses rangs des hommes politiques capables de défendre ses objectifs auprès des autorités gouvernementales. Pensons à Raoul Hurtubise, membre de l'exécutif dès 1910,

à Aurélien Bélanger ou encore au juge Albert Constantineau qui participent activement à sa fondation. Pensons aussi au sénateur Philippe Landry (119) qui, après avoir assumé la présidence de l'ACFEO en 1915, démissionne de son poste de président du Sénat, l'année suivante, pour protester contre la non-intervention fédérale dans le conflit scolaire ontarien; ou encore à cet autre sénateur, N.A. Belcourt, également président, qui porte devant le Conseil privé de Londres la cause des Canadiens français d'Ontario (120). Pendant plus d'un demi-siècle, l'ACFEO déploie beaucoup d'énergie dans la défense des droits scolaires des francophones; à peine née, elle prend la tête du mouvement d'opposition au fameux règlement 17 dont elle obtient l'abolition en 1927; elle participe entre autres à la fondation de l'École normale de l'Université d'Ottawa, à la mise sur pied d'écoles bilingues, à l'amélioration des programmes d'enseignement du français, aux campagnes de financement des écoles françaises (121). Elle combat également sur d'autres fronts: elle intervient notamment, alors que le père Hector Joyal assume la direction du secrétariat général (122), dans l'affaire des jumelles Dionne; en outre, elle collabore étroitement à la fondation du journal *Le Droit*.

# Le Temps

LE TEMPS, OTTAWA, SAMEDI, LE 21 JUIN 1913.

## Le Grand Ralliement des Canadiens-Français

Les officiers de l'Association St-Jean-Baptiste d'Ottawa et les organisateurs des grandes fêtes données en commémoration du soixantième anniversaire de la fondation de cette société



M. ALF. BEAUBIEN  
Président  
Division de St-Jean-Baptiste



M. G. LAMBERT  
Président  
Nouvelle Association



M. J. DUCHEMIN  
Conférencier, Ass. St-Jean-Baptiste



M. P. THÉRIAULT  
Directeur du Comité Central



M. J. L. GAUTHIER  
Directeur du Comité Central



M. A. N. HÉBERT  
Directeur du Comité d'Organisation



M. J. J. HÉBERT  
Directeur du Comité d'Organisation



M. E. HAILLET  
Trésorier du Comité Central



M. J. A. HÉBERT  
Président du Comité de la Presse



M. J. G. RIVEST  
Chaplain



M. G. S. BOUCHARD  
Président général de l'Association St-Jean-Baptiste



M. LE MAYEUR  
Président d'honneur de l'Association St-Jean-Baptiste



M. E. HÉBERT  
Président  
Comité Central



M. F. J. FARDOUX  
Directeur du Comité d'Organisation



M. RAYMOND  
Président  
Section Wellington



M. CHARLES LANGLOIS  
Directeur du Comité Central



M. J. A. PICHÉ  
Secrétaire général de l'Association St-Jean-Baptiste d'Ottawa



YVONNE GAUTHIER  
Le plus jeune enfant de M. G. S. Bouchard, qui participera, le jour du Grand Ralliement, dans la grande procession



M. LE MAYEUR  
Président honoraire



M. E. HÉBERT  
Président du Comité de la Presse



M. G. HÉBERT  
Directeur du Comité Central



M. J. A. PICHÉ  
Président du Comité d'Organisation



M. J. GAUTHIER  
Directeur du Comité d'Organisation



M. G. HÉBERT  
Directeur du Comité d'Organisation



M. H. HÉBERT  
Directeur du Comité d'Organisation



M. G. BOUCHARD  
Président, Section Wellington



M. E. HÉBERT  
Directeur du Comité de la Presse



M. HÉBERT  
Directeur du Comité Central



M. J. PICHÉ  
Directeur du Comité d'Organisation



M. HÉBERT  
Président du Comité d'Organisation

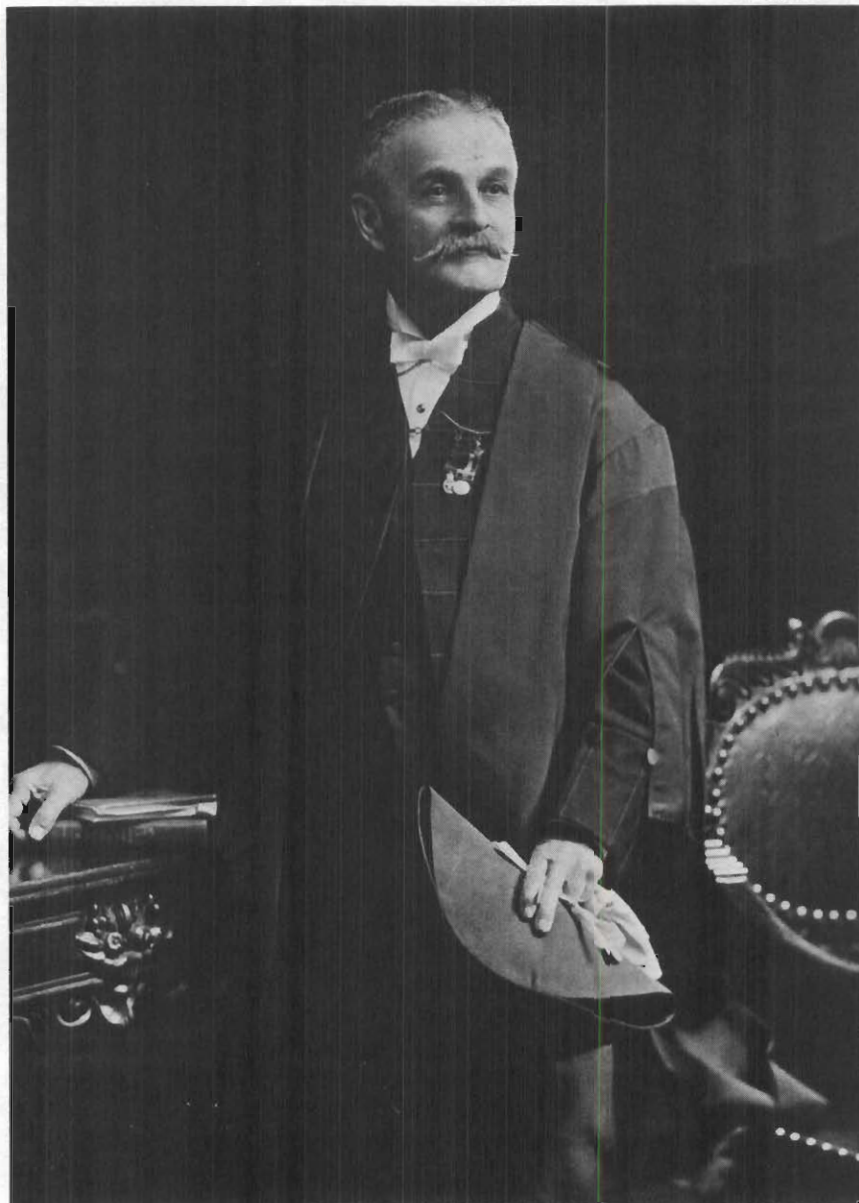
117. «Le Grand Ralliement des Canadiens-Français».

CRCCF (Ph 2-102)





118. Allocution de Joseph Archambault lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, Saint-Joachim, 23 juin 1918.



119. Philippe Landry, sénateur, 1915.



120. Napoléon Antoine Belcourt, orateur de la Chambre des communes, 1905.



L'ACFO n'est pas seule à agir sur la scène scolaire. À certains endroits, des organismes locaux sont mis sur pied pour répondre à un besoin spécifique de leur milieu. La «Ligue des patriotes», formée à Windsor au printemps 1922 (123), a pour objectif principal «la fondation et le maintien d'une école libre française et catholique».

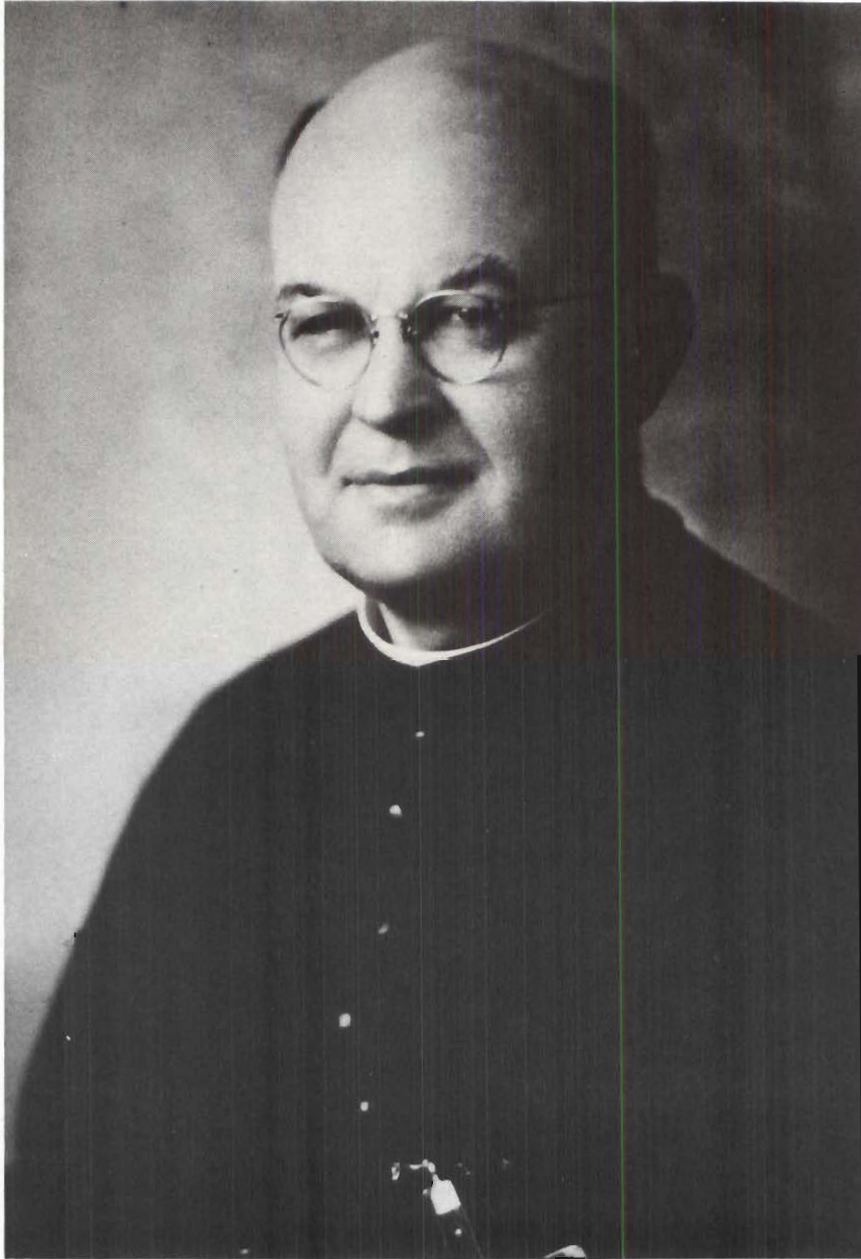
À l'autre extrémité du champ d'action, travaillent, dans une perspective pancanadienne, les chevaliers de l'Ordre de Jacques Cartier. Créée à l'automne 1926 par quelques Canadiens français d'Ottawa, cette société secrète entend reprendre à son compte certains modes d'action de ses adversaires orangistes et intervenir autant dans le domaine éducatif qu'économique, social et professionnel. Jusqu'à ce qu'elle ne cesse officiellement ses activités, vers 1965, l'O.J.C. ne vise rien de moins que la constitution d'une vaste confrérie de Canadiens français capables, par des actions concertées, de défendre les droits de la minorité française du Canada en général et de l'Ontario en particulier (124).

## la presse

Au nombre des moyens qu'ils mettent en œuvre pour manifester leur présence, assurer l'épanouissement de leur culture et défendre leurs droits, les Franco-Ontariens accordent une place de choix à la presse. Du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à la fin des années 1960, on dénombre au-delà de quatre-vingts titres de journaux — à l'exclusion des revues et magazines — édités dans des villes ontariennes et destinés à des lecteurs francophones. Publié à Ottawa, vraisemblablement entre 1856 et 1858, *Le Progrès* constitue le premier journal ontarien de langue française. Parmi les journaux français publiés dans la capitale canadienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on peut également mentionner: *Le Canada*, journal politique, littéraire et commercial, paru entre 1865 et 1869 et édité tour à tour par Elzéar Gérin, Benjamin Suite et Joseph Tassé; *Le Courrier fédéral*, publié entre le 21 mai 1887 et le 5 juillet 1888; ou encore *Le Temps*, paru entre 1894 et 1916 et dirigé par Flavien Moffet.



121. Trophée «Le sou de l'école» offert par la maison Dupuis Frères aux écoles séparées bilingues, Timmins, 1949.



122. Le père Hector Joyal, o.m.i., secrétaire général de l'ACFEO, de 1934 à 1944, s.d.

Assemblée tenue chez madame Jeph  
J. Dupont, à la date du 6 Avril 1922

Proposé par M. Joseph Laframboise  
secondé par M. Ernest Parent  
Que M. Joseph D. Grandprie soit élu Président "pro tempore"  
Adopté.

Proposé par madame J. Dupont  
secondé par M. Joseph Laframboise  
Que Madame Wilfrid Gravel soit élue Secrétaire "pro tempore".  
Adopté.

M. J. D. de Grandprie explique ensuite la nature, l'organisation et le but de l'association qu'il s'agit de former, et dont l'objectif principal devra être la fondation et le maintien d'une école libre française et catholique où nos petits enfants pourront recevoir une formation intellectuelle et morale conforme à nos aspirations religieuses et nationales.

Proposé par M. Ernest Parent  
secondé par M. Joseph Laframboise  
Qu'une association, ayant pour but principal la fondation et le maintien d'une école libre française et catholique dans la ville de Windsor, soit formée sous le nom de "La Ligue des Patriotes"

123. Extrait du procès-verbal de l'assemblée de fondation de la Ligue des patriotes, Windsor, 6 avril 1922.

# LES COMMANDEURS DE L'ORDRE DE JACQUES CARTIER

## CHARTRE

de la Commanderie *Alexandre A. Taché no 16.*

Accordée par la Chancellerie de l'Ordre, le *sept décembre 1930*

### A TOUS NOS FRÈRES

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par sa CHARTRE FÉDÉRALE, constituant en corporation LES COMMANDEURS DE L'ORDRE DE JACQUES CARTIER, la CHANCELLERIE accorde la présente CHARTRE à nos frères de *Edmonton* comté de *l'Alberta* province de *l'Alberta*, et à leurs successeurs élus ou nommés conformément aux exigences des Statuts et Règlements de la COMMANDERIE, constituant lesdits frères en un corps administratif dénommé COMMANDERIE *Alexandre A. Taché n. 16* leur donnant tous les pouvoirs et leur accordant tous les droits et privilèges stipulés au Code des COMMANDEURS de l'Ordre de Jacques Cartier, tant que les officiers et les membres de ladite Commanderie se conformeront au RITUEL, aux RÉGLEMENTS et aux instructions qu'ils recevront de la CHANCELLERIE. La présente CHARTRE atteste que les frères ci-après nommés constituent régulièrement les officiers supérieurs de ladite COMMANDERIE.

<i>S. A. Bastien</i> Chaplain	<i>J. M. F. F. F.</i> Cérémoniaire
<i>J. H. G. G.</i> Grd. Com. d'Honneur	<i>H. G. G.</i> 2e Gr. Chevalier
<i>A. G. G.</i> Grand Commandeur	<i>H. G. G.</i> Secrétaire
<i>H. G. G.</i> 1er Grand Chevalier	<i>H. G. G.</i> Trésorier

Donné à Ottawa, au siège social de notre Ordre, ce *7 décembre 1930*.

En foi de quoi nous avons apposé nos seings et le sceau de notre Ordre.



*F. G. P. P.* Chaplain de la Chancellerie  
*J. G. G.* Chancelier  
*Emile Ravis* ing. a. s. Secrétaire-correspondant

124. Charte de la commanderie Alexandre A. Taché de l'Ordre de Jacques Cartier, Ottawa, 1930.



125. Le père Charles Charlebois dans la salle de rédaction  
du journal *Le Droit*, Ottawa, avant 1920.



126. Deuxième et troisième édifices du journal *Le Droit*, 1931.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans la foulée du regroupement des Canadiens français d'Ontario, des vœux sont émis pour qu'un journal orienté vers la défense des objectifs poursuivis par l'ACFEO soit publié. En 1912, le père Charles Charlebois (125) convainc les congressistes de l'ACFEO de la nécessité de fonder un tel journal. On crée alors le Syndicat des Oeuvres Sociales qui publie le premier numéro du journal *Le Droit*, le 27 mars 1913.

Intimement lié à l'Association d'éducation, le quotidien se trouve, dès l'origine, engagé dans l'affaire du règlement 17 et se porte vigoureusement à la défense des intérêts des francophones. Par la suite, il maintient son orientation première et met l'accent sur les questions intéressant la vie des communautés françaises d'Ontario. Au cours des premières années de son existence, *Le Droit* connaît de sérieuses difficultés finan-

cières: les fonds rentrent mal et il survit grâce à des dons et à des campagnes de souscription. Malgré tout, les premiers administrateurs, membres de la communauté des Oblats, parviennent à mettre sur pied des installations décentes: d'abord situés au-dessus d'un garage, sur la rue York, les bureaux du journal sont aménagés, en 1915, dans un nouvel édifice construit au coût de 52 000 \$ et situé à l'angle des rues Georges et Dalhou-

sie. En 1930, *Le Droit* déménage à nouveau dans un nouvel édifice situé au 568 rue Dalhousie (126,127). À cette époque, les conditions financières se sont améliorées. À telle enseigne que, en 1942, le Syndicat des Oeuvres Sociales est en mesure d'acquérir la station radiophonique CKCH de Hull qui dessert, depuis 1933, les communautés françaises des deux rives de l'Outaouais (128).

*Le Droit* (27 mars 1948)



127. Atelier de composition et de mise en pages du journal *Le Droit*, s.d.



Le Droit (27 mars 1948)



128. L'enregistrement du «Radio-Théâtre Larocque», dans le studio C de la station CKCH. Hull, 1948.

129. *Le Clairon*, Windsor, 2 octobre 1913, première page.

Madeleine de Verchères
à la coupe mondiale-française
en Ontario
ABONNEMENTS:
Canada et États-Unis... \$1.00
Europe... \$1.50
Paiement d'avance

Directeur: Ch.-Ed. LAVERGNE.

Le devoir de tous M. Armand Lacombe au Manitoba

Nous vivons en pays bilingues, et tous les jours nous avons la preuve que le "fair play" est une chose anglaise et une chose française par excellence.
Est-il possible de vivre à cette immense tâche de "fair play" bilingue, quand nous sommes obligés par nos devoirs de Québec, de nous occuper de nos affaires locales et de nos affaires provinciales?

Le député nationaliste de Winnipeg, qui est capitaine de millions de voix dans le pays, a été élu député dans une seule circonscription.
Le député nationaliste de Winnipeg, qui est capitaine de millions de voix dans le pays, a été élu député dans une seule circonscription.

M. George B. Hargis, un Anglais qui a récemment visité le Canada, a écrit un livre intitulé "The English in Canada".
M. George B. Hargis, un Anglais qui a récemment visité le Canada, a écrit un livre intitulé "The English in Canada".

LE CANADA AVANT TOUT?
"Je suis vraiment étonné de voir que jusqu'à ce moment on n'a pas encore eu de débat sur ce sujet."
"Je suis vraiment étonné de voir que jusqu'à ce moment on n'a pas encore eu de débat sur ce sujet."

Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."
Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."

Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.
Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.

Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.
Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.

Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."
Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."

Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.
Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.

Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.
Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.

Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."
Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."

Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.
Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.

Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.
Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.

Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."
Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."

Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.
Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.

Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.
Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.

Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."
Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."

Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.
Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.

Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.
Les instituteurs ont un rôle à jouer dans la vie publique.

Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."
Notre humble collaborateur, M. Armand Lacombe, nous dit dans son article intitulé "Contribution, contribution, contribution..."

Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.
Le rôle des maîtres est aussi délicat et aussi vaste que celui des parents.



130. Les fils du sénateur Gustave Lacasse à l'atelier de *La Feuille d'Érable*, Tecumseh, s.d.

PRIX DE L'ABONNEMENT

Les abonnements se font par semestres. Les paiements se font par semestres. Les abonnements se font par semestres.

L'INTERPRETE

ORGANE DES GROUPES FRANÇAIS D'ONTARIO-EST.

Publié le samedi 20 août 1886.

TAUX DES ANNONCES

Table with 3 columns: Type of advertisement, Duration, and Rate. Includes categories like 'Annonces ordinaires', 'Annonces de mariage', etc.

ALFRED EVANSTRELL, Rédacteur.

A. A. LEFAVRE ET D. BERTRAND, Editeurs-Propriétaires.

LES CATHOLIQUES DE PRESBOIT

La dévotion et le respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Le comte de Prescott

Homage au Cardinal et au... Le comte de Prescott... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

FRUGILETON de "L'INTERPRETE"

UNE DESTINÉE

Une après midi de mois d'août 1860, semblable cavalcade de laqueurs et de haigueses chevaux... Une destinée...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

Notre dévotion et respect

Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit... Notre dévotion et respect... Les catholiques de Presboit...

AUX CULTIVATEURS

Heureux enfants de la campagne... Aux cultivateurs... Heureux enfants de la campagne...

Si le principal quotidien français de l'Ontario est édité à Ottawa, d'autres journaux d'intérêt local ou régional sont également publiés dans les diverses communautés de l'Ontario français. Plusieurs journaux paraissent dans la région du Sud-Ouest: signalons notamment *Le Courrier d'Essex*, *Le Courrier de l'Ouest*, *Le Drapeau national*, *Le Progrès*, tous publiés à Windsor à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Plus tard, les lecteurs de cette région reçoivent *Le Clairon*, en 1913 (129), *La Presse-Frontière*, en 1921 et 1922, et, entre 1931 et 1958, *La Feuille d'Érable*, journal créé par le sénateur Gustave Lacasse (130). Dans le centre sud de la province, J.G. Duval publie *Le Canadien*, à Chatham, entre 1906 et 1917. Dans le Nord ontarien, la presse française locale est présente dès l'époque de la colonisation. Créée en 1895, *La Sentinelle* de Mattawa se veut l'«Organe français de la région du Nipissing et du Témiscamingue». Par ailleurs, dès 1917, L.O. Duhamel publie *L'Écho du Nord* à Cobait. Quelques années plus tard, entre 1924 et 1934, paraît *Le Nouvel Ontario* de Sturgeon Falls, également destiné au public francophone de Sudbury, tandis que le Syndicat du Nord ontarien fait paraître *Le Nord Ontarien*, à Timmins, à compter de 1933. Puis, l'hebdomadaire *L'Ami du Peuple* paraît une première fois à Sudbury, le 11 juin 1942; il sera remplacé par *Le Voyageur*, en 1968. Dans l'Est ontarien, en dehors d'Ottawa, on publie également des journaux français au tournant du siècle. Notons, par exemple, *L'Interprète* de Saint-Victor d'Alfred (131), dont le premier numéro paraît le 20 août 1886; *La Nation* de Plantagenet, édité en 1885 et 1886; *Le Ralliement* de

Clarence Creek, à compter de 1895. Plus tard, *L'Avenir* (1932-1934), puis *L'Étoile* (à compter de 1950) desservent la population de Cornwall, alors que les lecteurs d'Hawkesbury reçoivent, à partir de 1947, l'hebdomadaire *Le Carillon*.

Au total, l'Ontario n'a jamais eu qu'un seul quotidien français, *Le Droit* d'Ottawa. Par contre, les francophones de la province ont été en mesure de s'informer en parcourant les journaux locaux et régionaux, ou encore en syntonisant les rares stations radiophoniques françaises. Ces médias mettent évidemment l'accent sur des questions d'intérêt limité au milieu proche; néanmoins, ils accordent une attention particulière aux sujets relatifs à la vie des communautés françaises qu'ils informent et dont ils se font les porte-parole.

### les institutions d'intervention économique

S'ils défendent avec acharnement leurs écoles et leur identité culturelle, les Franco-Ontariens insistent moins sur la promotion et la défense des intérêts socio-économiques de leur groupe ethnique. Aussi est-il difficile de parler d'un syndicalisme franco-ontarien, même si plusieurs travailleurs francophones d'Ontario participent à la vie syndicale de leur milieu de travail. Qu'ils soient dans les secteurs de la forêt, des mines ou des manufactures, leur action, tout comme celle des autres syndiqués ontariens, est encadrée par les grandes structures syndicales canadienne, internationale ou américaine. De plus, les francophones qui occupent des postes de commande au sein des



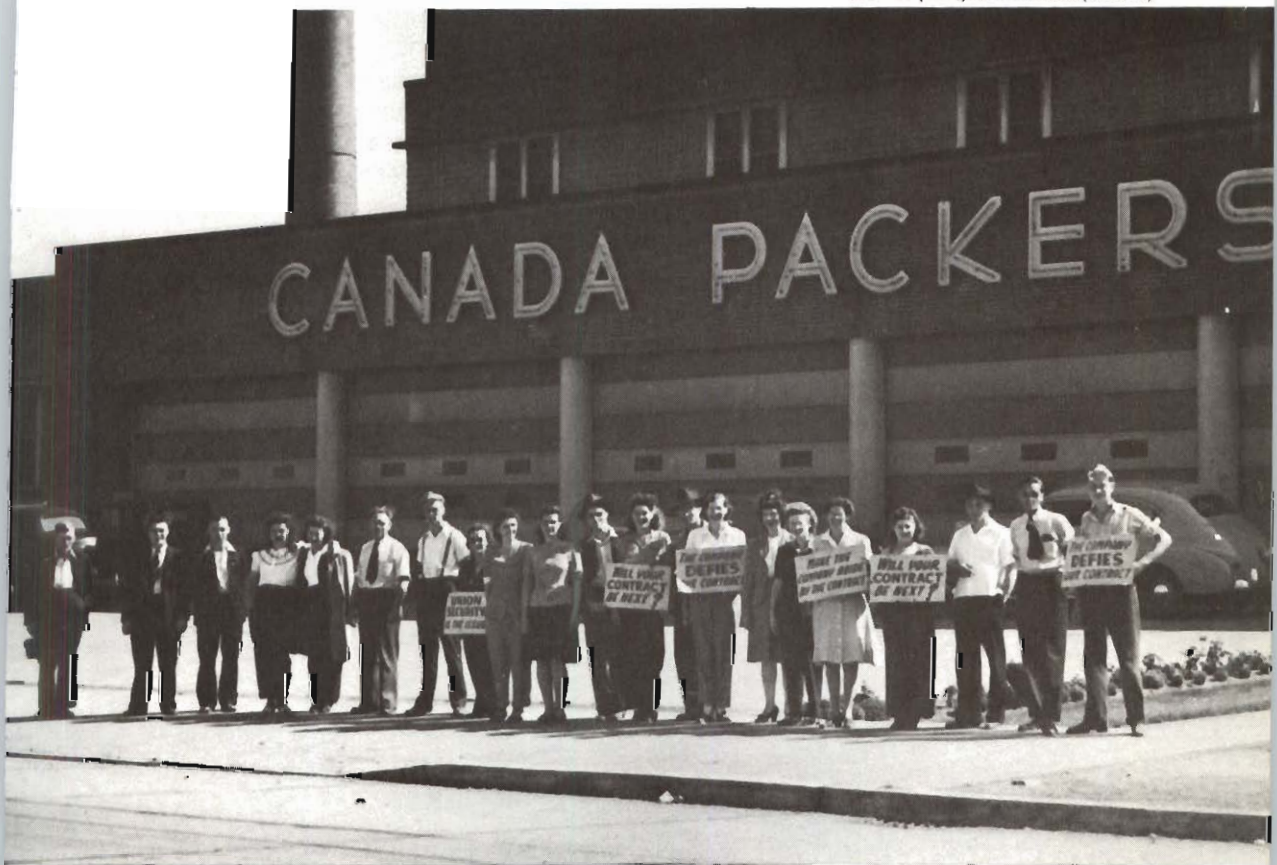
132. Henri Larocque, organisateur du *Boot and Shoe Union*, porte une pancarte devant la *Windsor Shoe Co.*, Windsor, s.d.

syndicats locaux (132) ont, malgré tout, peu d'influence sur les grandes orientations des organisations centrales. Leur participation aux grèves (133, 134), aux négociations salaria-

les ou aux pourparlers au sujet des conditions de travail n'a pas, semble-t-il, de connotation ethnoculturelle et résulte plutôt d'un engagement personnel.



133. Grève à la Courtauld, Cornwall, s.d.



134. Piqueteurs devant l'usine de la *Canada Packers*, Toronto, 1945.



Les enseignants font cependant exception à la règle. Formés dans des institutions françaises, appelés à travailler dans un cadre scolaire différent de celui de leurs collègues anglophones et engagés professionnellement dans le maintien des valeurs défendues par leur groupe ethnique, ils prennent très tôt conscience de leur caractère distinctif. Dès 1936, un groupe de professeurs d'Ottawa se réunissent en une «section des professeurs» de la Société Saint-Jean-Baptiste locale. Puis, quatre ans plus tard, naît l'*Association de l'enseignement bilingue de l'Ontario*, qui deviendra, en 1945, l'*Association de l'enseignement français de l'Ontario*, puis l'*Association des Enseignants franco-ontariens*, en 1963. Voué à l'amélioration de l'enseignement en français dans la province, l'organisme adhère, en 1944, à l'*Ontario Teacher's Federation*; il prend la défense des intérêts matériels de ses membres et s'engage de plus en plus dans l'action proprement syndicale.

En matière de coopération, l'*Union catholique des cultivateurs franco-ontariens*, fondée en 1927 et devenue par la suite l'*Union des cultivateurs franco-ontariens*, encourage les expériences coopératives en milieu rural.

On lui doit la naissance de nombreuses coopératives de consommation ou de production dans les paroisses rurales de l'Ontario français. Elle n'est pas non plus étrangère à l'expansion du mouvement coopératif Desjardins et à l'établissement, après 1945, de nombreuses caisses populaires dans les paroisses agricoles.

### conclusion

Comme ils vivent en position minoritaire dans la province d'Ontario, les Canadiens français sont relativement peu représentés aux niveaux politiques fédéral et provincial. Pour la défense de leurs droits et l'affirmation de leur spécificité culturelle, ils préfèrent se doter d'institutions parallèles, dont ils assument l'entier contrôle, et agir par groupes de pression interposés. En outre, s'ils mettent l'accent sur le maintien de leur identité culturelle, notamment par le moyen de la presse française, ils semblent déployer moins d'efforts à l'amélioration des conditions matérielles de vie des membres de leur communauté ethnique. Pendant un certain temps, il est cependant vrai que la question des écoles drainent une grande part de leurs énergies.

# Chapitre 8

## La vie et les questions scolaires

Au moment de sa création, en 1867, l'Ontario compte près de 75 000 francophones. La plupart d'entre eux sont établis sur les terres basses des comtés de Prescott et de Russell et sur la rive sud du lac St-Clair et de la rivière Détroit. À cette époque, l'enseignement en langue française, tant dans les écoles publiques ou neutres que séparées ou confessionnelles, ne pose vraiment pas de problèmes. De fait, depuis 1851, la connaissance de la langue anglaise n'est pas une condition préalable pour les enseignants oeuvrant dans les communautés françaises et allemandes. De plus, l'usage de manuels n'est régi par aucun règlement et il faut attendre l'année 1868 avant que le Conseil ontarien de l'Instruction publique ne produise une liste des ouvrages français autorisés.

### les antécédents de la crise scolaire

À compter de 1885, cependant, le tableau change. Le ministre de l'Éducation de l'époque, George W. Ross,

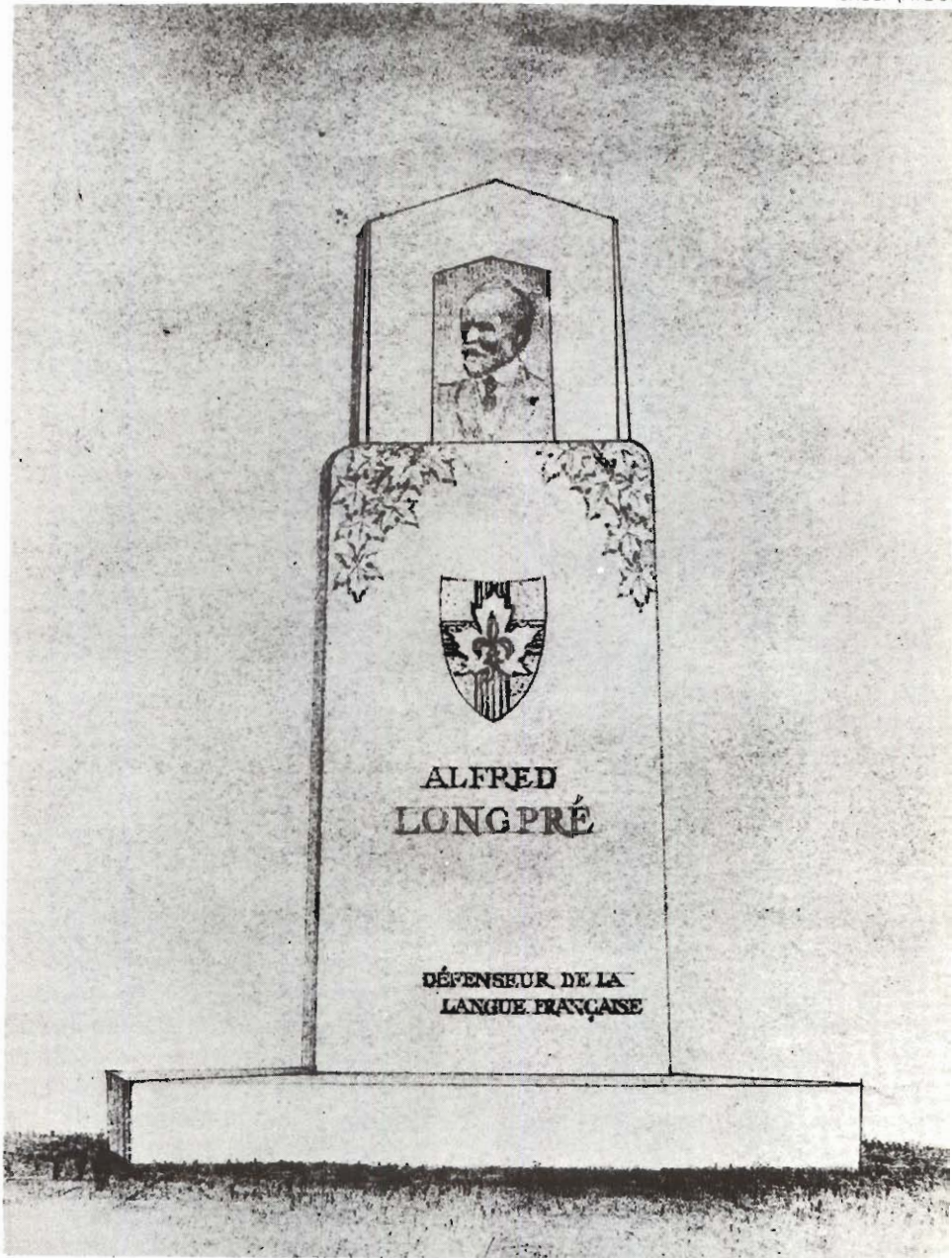
émet alors des directives précises dans le but de favoriser l'apprentissage de l'anglais dans les écoles publiques fréquentées par les francophones et les germanophones. Bientôt des inspecteurs se voient confier le mandat de rendre compte des résultats du programme. Puis, en 1890, l'usage de la langue et des manuels anglais est imposé dans les écoles de la province, sauf dans les cas où les élèves ne sont pas familiers avec cette langue. Aux yeux du législateur, cependant, cette exception n'a pas un caractère définitif, car, dès que l'élève a acquis une connaissance suffisante de l'anglais, on devra lui dispenser un enseignement dans cette langue. Néanmoins, cette disposition exceptionnelle permet aux Canadiens français d'échapper à l'application de la réglementation; d'autant plus que, pour certains d'entre eux, il n'est pas clairement acquis que le règlement s'applique également au système des écoles séparées. À telle enseigne que, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le problème reste entier (135).



135. Groupe d'élèves de l'école de la 9<sup>e</sup> concession de Curran, Curran, env. 1900.

Des rapports, commandés par le gouvernement, révèlent qu'en maintes écoles dites bilingues, les conditions matérielles, la qualité de l'enseignement et la préparation des maîtres sont déficientes. Or, il se trouve que bon nombre des institutions visées appartiennent au secteur des écoles séparées. Dès lors, aux yeux des anglo-protestants, les écoles bilin-

gues représentent un double danger: d'une part, elles ne semblent pas en mesure de fournir aux élèves le bagage de connaissances nécessaires pour affronter les réalités de la vie en terre ontarienne et, d'autre part, elles constituent une menace parce qu'elles favorisent le maintien, voire l'expansion, du catholicisme.



136. Esquisse du monument d'Alfred Longpré que le Comité permanent du monument «Longpré» compte ériger à l'Assomption, 1938.



CROCF (Ph 25-2)

137. Jeanne Lajoie, env. 1925.

### le règlement 17

C'est dans ce climat relativement tendu que se réunissent, en janvier 1910, quelque 1 200 délégués canadiens français d'Ontario et qu'ils mettent sur pied l'*Association canadienne-française d'éducation d'Ontario*. À l'issue du congrès, le nouvel organisme, dûment mandaté, adresse un mémoire au gouvernement et lui demande de reconnaître légalement l'existence des écoles primaires bilin-

gues ou anglo-françaises et de faire en sorte que l'enseignement dans ces deux langues puisse être également accessible au niveau secondaire. Au même moment, le gouvernement commande au Dr. J.W. Merchant une enquête dans le but de connaître l'état de la situation dans les écoles anglo-françaises séparées et publiques. Celui-ci remet son rapport en 1912 et reconnaît que «les écoles anglo-françaises manquent d'efficacité»; il nuance cependant sa pensée

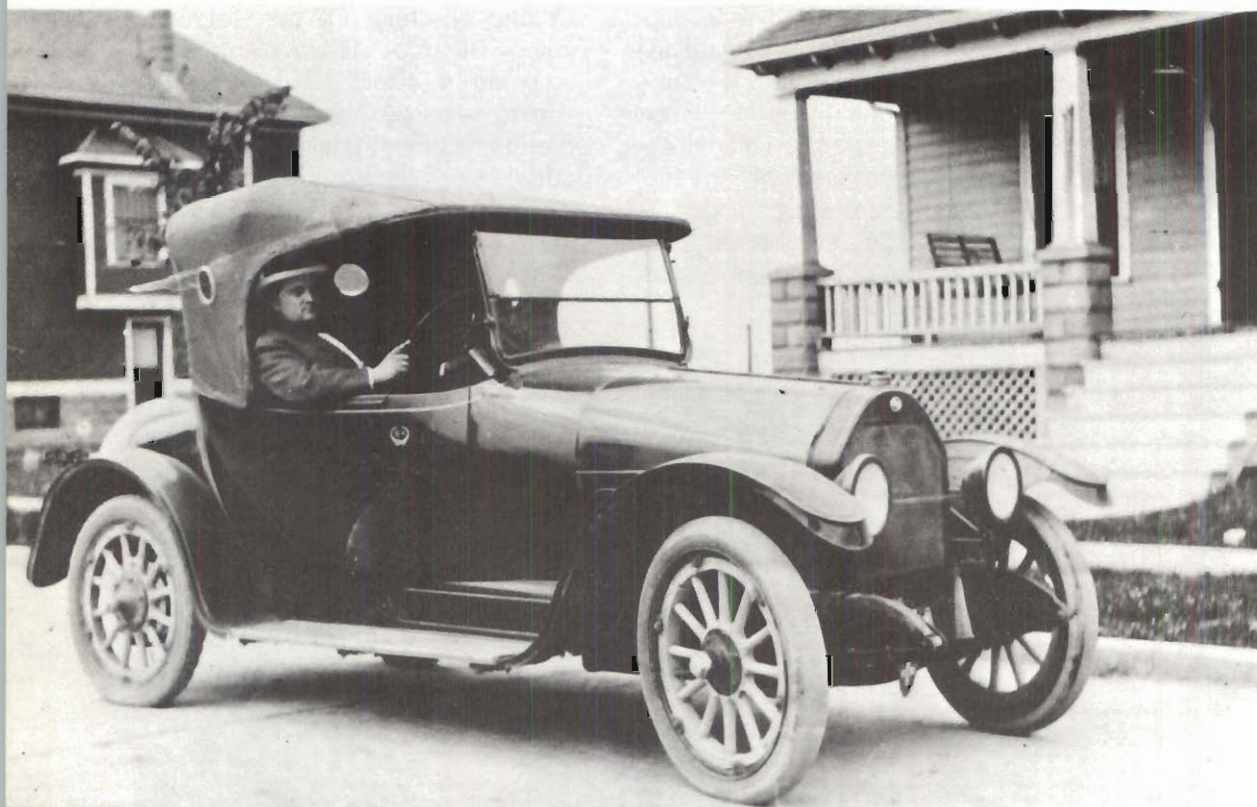
en précisant que, dans plusieurs cas, l'enseignement y est tout à fait acceptable. Mais le gouvernement fait l'objet de sérieuses pressions: d'une part, les loges orangistes font valoir les dangers de l'expansion du catholicisme dans le protestant Ontario; d'autre part, les évêques irlandais redoutent, dans le maintien des écoles bilingues, l'accroissement de l'in-

fluence de l'épiscopat français en Ontario et craignent que l'agitation autour de cette affaire n'amène les autorités à abolir le système des écoles séparées. Le gouvernement prend finalement position en 1912 et adopte le règlement 17 qui limite aux deux premières années du cours primaire l'enseignement du français.

CRCOF (Ph 1-1-56)



138. Mgr Michael Francis Fallon, évêque de London.



139. Le docteur Damien Saint-Pierre, s.l., env. 1920.



140. La classe de Mlle Diane Desloges dans un local commercial de la rue Dalhousie, Ottawa, 1916.





141. Manifestations contre le règlement 17...



142. ... devant l'école Brébeuf, Ottawa, 1916.

Les Canadiens français refusent la nouvelle réglementation et résistent. Bientôt, le règlement 18, de l'automne 1912, prive les écoles récalcitrantes de l'apport des deniers publics. En 1915, la situation est devenue intenable. Les porte-parole des Franco-Ontariens défendent leur cause devant les tribunaux. Devant l'impossibilité d'obtenir des services d'enseignement dans les écoles anglo-françaises financées par les contribuables, des écoles privées, dites «écoles libres», sont mises sur pied. À Pembroke, un citoyen du nom d'Alfred Longpré (136) fait figure de héros lorsqu'il résiste aux commissaires et aux autorités religieuses de l'endroit. Aidé des membres du Cercle Lorrain, qu'il a lui-même fondé, et de l'ACFEO, il ouvre une école libre et fait appel aux services d'une jeune

institutrice, Jeanne Lajoie (137). Dans le sud-ouest de la province, la situation est encore plus délicate, du fait que le conflit se double d'une dimension religieuse. L'évêque de London, Mgr Michael Francis Fallon (138), met alors tout en oeuvre dans le but d'angliciser les institutions religieuses de son diocèse et mène la vie dure aux curés, aux religieux et aux religieuses en poste dans les paroisses françaises. Les militants francophones, parmi lesquels on reconnaît le docteur Damien Saint-Pierre (139), pilier de la Société Saint-Jean-Baptiste de Windsor et du journal *La Presse-Frontière*, mènent la lutte sur les deux fronts, religieux et scolaire. Là, tout comme à Glengary ou encore à Welland, ils créent des «écoles libres» dont ils assument l'entière responsabilité.

143. Anne-Marie Lemelin et ses élèves devant l'école «libre» de Welland, env. 1920.

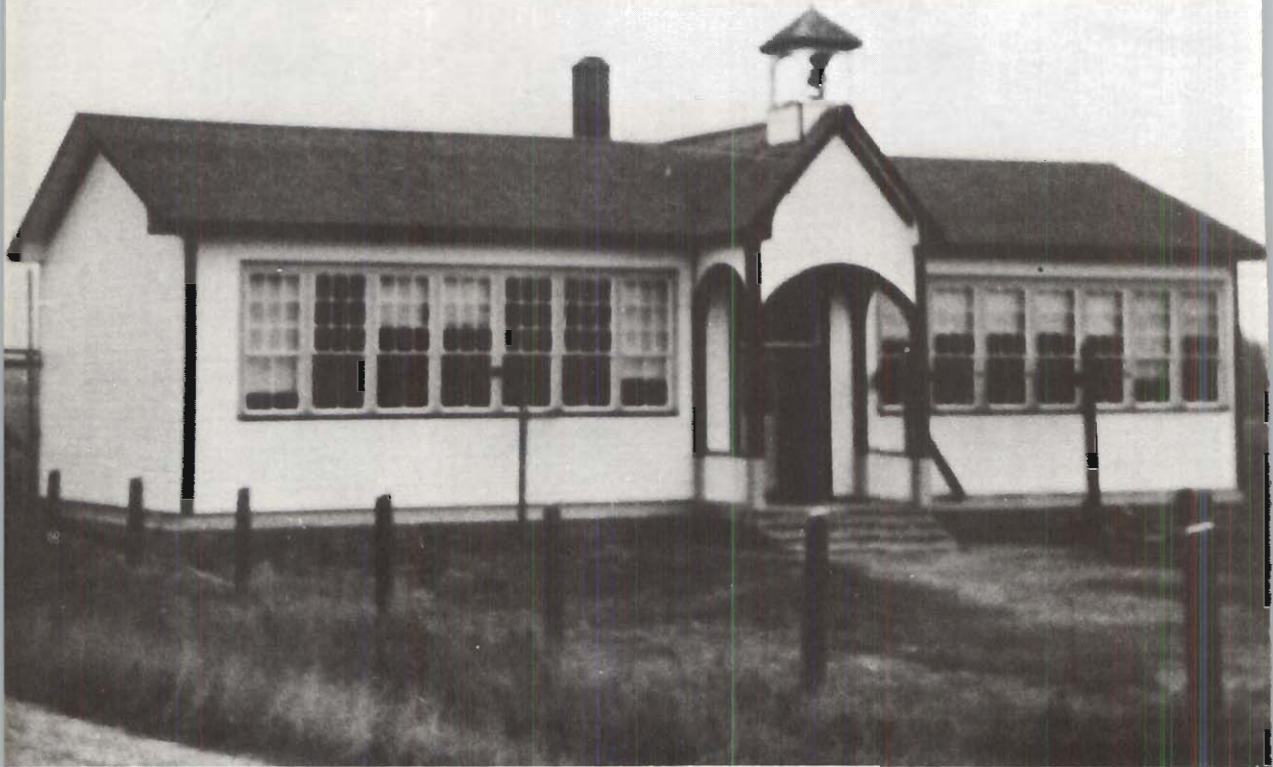


CRCCF (Pn 23-W-10)



144. Mlle Desgroseillers et ses élèves à l'école du village, Moonbeam, 1920.

CRCOF (Ph 23-RV-1)



145. École de River Valley construite en 1937 par le curé fondateur, le père Daigle, River Valley, s.d.

À Ottawa, la situation est également critique. En 1915, elle atteint des proportions de crise ouverte. La Commission des écoles séparées, qui refusent de se plier aux conditions imposées par les règlements 17 et 18, a été privée de ses pouvoirs et remplacée par une commission spéciale dirigée par le gouvernement. La résistance n'en continue pas moins. Ainsi, à l'école Guigues, deux institutrices, les demoiselles Diane et Béatrice Desloges, obtiennent l'entier support des parents lorsqu'elles conviennent de passer outre à l'ordre de quitter

leurs classes. Finalement, contraintes de s'exécuter, elles quittent les lieux et vont s'installer avec leurs élèves d'abord dans une chapelle de la rue Murray, puis ensuite dans un local commercial de la rue Dalhousie (140). Puis, au début de l'année 1916, les parents des élèves leur viennent en aide, mettant au point un système de garde afin qu'elles réintègrent leurs locaux de l'école Guigues. En février de cette année-là, on manifeste dans les rues devant l'école Brébeuf et on réclame l'enseignement dans les deux langues (141, 142).

*Album-souvenir, Hearst (p 84)*



146. École n° 2; livraison du bois de chauffage, Ryland, 1938.

Dans le nord de la province, le conflit est vécu de façon moins aiguë. En ce vaste pays de colonisation où les situations conflictuelles sont peut-être moins ressenties qu'ailleurs, on parvient à maintenir l'enseignement bilingue et l'on contribue ainsi à faire la preuve qu'il peut donner des résultats efficaces. Bientôt, cependant, le maintien de la validité du règlement 17 par les tribunaux ainsi que l'appel à l'obéissance à la loi de la part du Saint-Siège amènent les Franco-Ontariens à modifier leurs tactiques. Dès lors, ils s'efforcent de démontrer que l'enseignement de l'anglais n'est pas négligé dans les écoles fréquentées par les francophones (143, 144); de plus, ils créent une école normale en vue d'améliorer les qualifications des enseignants destinés à oeuvrer en milieu français ou bilingue. Entre-temps, le calme est revenu et de nombreuses personnalités canadiennes anglaises se montrent sympathiques aux réclamations des Franco-Ontariens. En 1927, le gouvernement accepte les recommandations contenues dans le Rapport Scott-Merchant-Côté, et reconnaît la validité du français dans les écoles primaires, ouvrant ainsi la voie au développement de l'enseignement bilingue dans la province.

### **l'enseignement en français après la crise**

À la veille des années 1930, en raison des difficultés rencontrées lors de la crise du règlement 17, les écoles bilingues accusent des retards par

rapport aux autres écoles. Des efforts doivent notamment être déployés du côté des équipements matériels: des écoles sont construites (145), encore qu'en certaines régions les conditions demeurent rudimentaires (146). L'École normale de l'Université d'Ottawa ayant été officiellement reconnue en 1927, la formation des maîtres doit être encouragée et développée, là tout comme dans les autres institutions (147), en sorte que soit rehaussé le prestige de la profession. Surtout, il faut s'attaquer au problème de financement des écoles séparées anglo-françaises, obtenir qu'une part plus importante des taxes scolaires soit octroyée à ce secteur de l'enseignement ontarien et alléger ainsi le fardeau fiscal des contribuables catholiques. Ici, toutefois, en dépit d'efforts réalisés en vue de détourner une partie plus importante des contributions fiscales des entreprises au profit du système séparé, des solutions ne pourront être apportées avant le début des années 1960. Enfin, devant la décision des autorités gouvernementales de n'autoriser la création d'écoles anglo-françaises qu'au niveau primaire (148), les francophones se voient dans l'obligation d'envoyer leurs enfants dans les écoles secondaires publiques, anglaises et non confessionnelles (149). Pour contrer la difficulté, ils prolongent de deux ans, jusqu'à la 10<sup>e</sup> année, le cours primaire dispensé dans leurs écoles séparées. En outre, ils supportent les frais d'un réseau d'institutions privées où garçons et filles bénéficient d'un enseignement en français.

CRCCF (Ph 73-8)



147. Graduation de futures enseignantes au couvent Notre-Dame du Sacré-Coeur, Ottawa, 1930.





148. Éèves du niveau élémentaire, Clarence Creek, 1942.

Centre Sainte-Famille (R79-14)



149. École secondaire d'Embrun érigée en 1924, puis rasée par les flammes en 1953. Embrun, s.d.



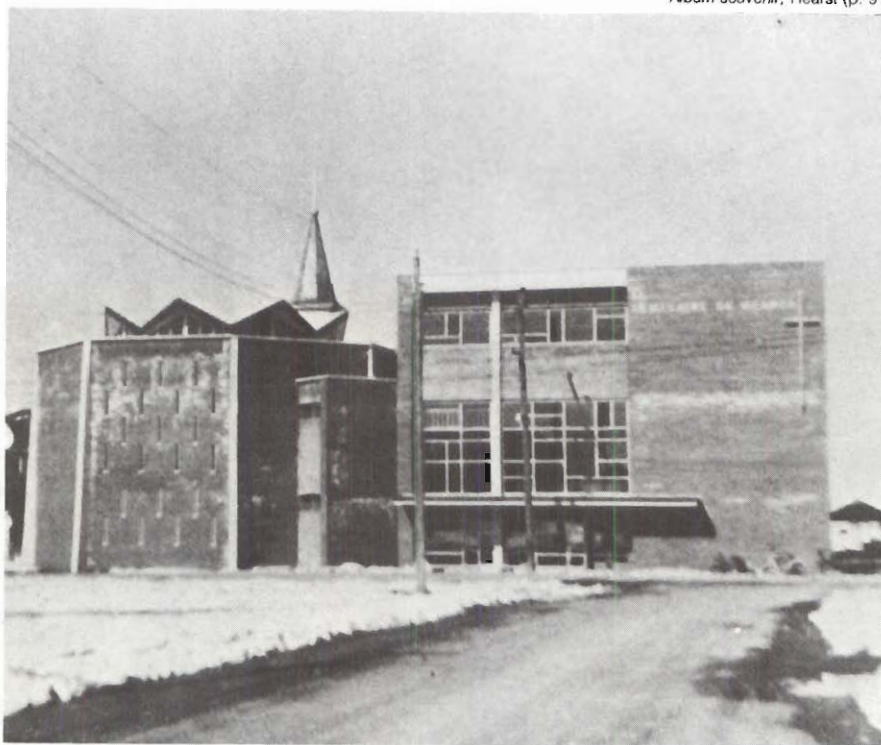
150. Le Collège Sacré-Coeur, Sudbury, s.d.

**200**



Archives publiques du Canada (PA-23381)

**201**



151. Le Séminaire de Hearst, env. 1960.

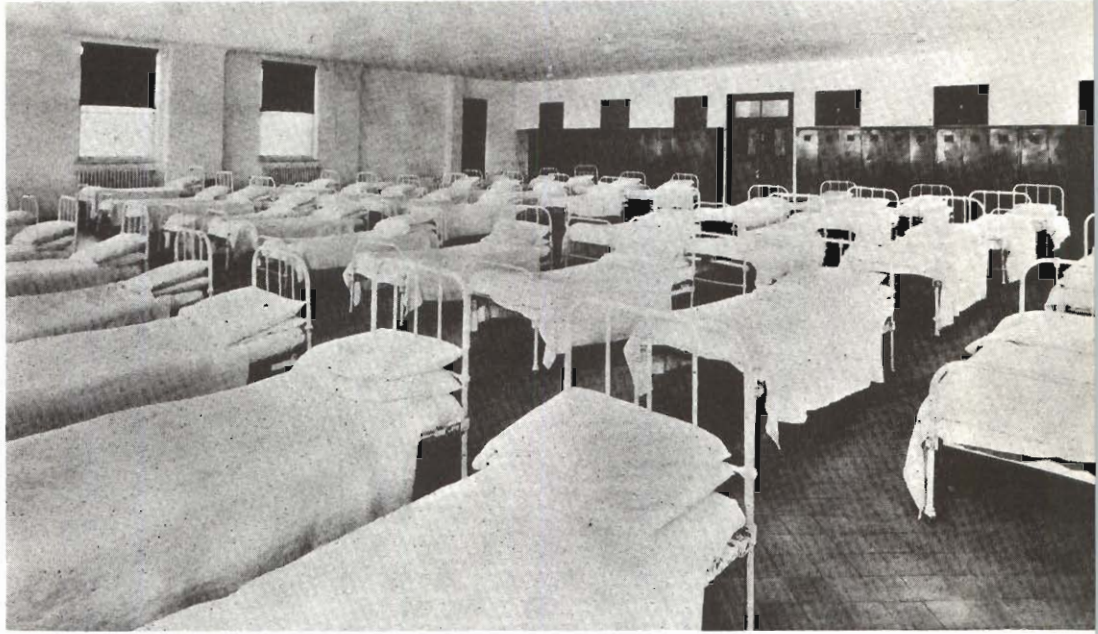
Dès 1910, les Soeurs de l'Assomption de Nicolet établissent un noviciat, à Haileybury, pour les jeunes filles désireuses d'embrasser la vie religieuse et de poursuivre également leurs études académiques. Une soixantaine d'années plus tôt, les Soeurs Grises de la Croix ont ouvert, à Ottawa, un pensionnat fréquenté à l'origine par les jeunes filles des milieux aisés de la capitale. En 1869, elles déménagent cette institution dans un nouvel édifice, situé à l'angle des rues Rideau et Cumberland, et lui donne le nom de Pensionnat Notre-Dame du Sacré-Coeur. Au début des années 1940, plus de 700 élèves, externes ou pensionnaires, y suivent le programme d'enseignement secondaire de l'Université d'Ottawa ou ceux de l'enseignement commercial et certains reçoivent une formation musicale. Les Soeurs Grises offrent de semblables services éducatifs à Sudbury, où elles ont également établi un pensionnat pour jeunes filles, au cours des années 1910.

Quant aux garçons, ils fréquentent des institutions comme le Collège Sacré-Coeur de Sudbury, fondé en 1913 et dirigé par les Jésuites (150). Dans la région d'Ottawa, les Oblats dispensent un enseignement bilingue, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, dans leur collège connu à l'origine sous le nom de Collège Saint-Joseph de Bytown. En 1866, l'Assemblée législative ontarienne accorde à l'institution une charte universitaire. Gra-

duellement, les programmes seront élargis et l'Université d'Ottawa offrira une variété de plus en plus étendue de cours de niveau postsecondaire, tout en maintenant cependant un collège d'enseignement classique secondaire à l'intention des jeunes garçons. Par ailleurs, à Hearst, au début des années 1950, les autorités diocésaines construisent le Séminaire de Hearst (151) et mettent sur pied un programme d'études classiques dans le double but d'assurer la relève sacerdotale et d'offrir une formation pré-universitaire à la jeunesse masculine du Nouvel-Ontario. Les élèves de ces maisons de formation y font leur cours classique et reçoivent une instruction chrétienne ainsi qu'un enseignement axé sur la connaissance des langues anciennes, des humanités et de la philosophie. Plusieurs d'entre eux y vivent comme pensionnaires durant les huit années qui séparent les Élémentaires latins de la Philosophie II. Ils arrivent au début de septembre et, sauf deux ou trois brefs séjours selon le cas, ne reviennent dans leur milieu familial que durant les grandes vacances estivales. Tout comme dans les maisons pour jeunes filles, la vie de pensionnaires ne se limite pas uniquement à la formation académique: on y partage son quotidien (152, 153) et l'on meuble ses temps de loisir en s'engageant dans des activités parascolaires comme le sport, le théâtre, voire le journalisme.



152. Le réfectoire du Séminaire de Hearst, env. 1960.



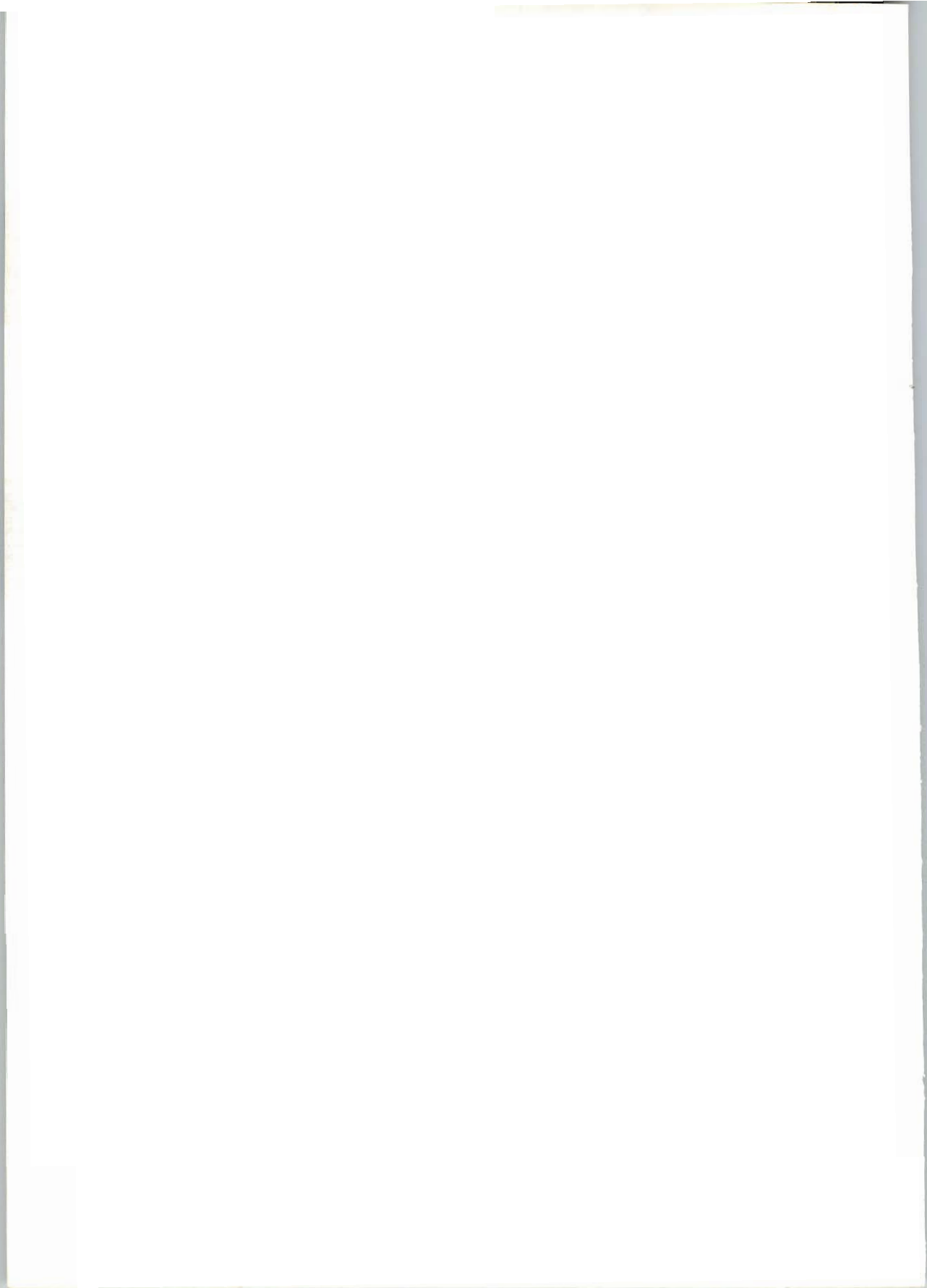
153. Un dortoir du collège de l'Université d'Ottawa, env. 1935.

### conclusion

Appelé à se développer sans entraves sérieuses jusqu'aux années 1870, l'enseignement en français en Ontario connaît une crise sévère au tournant du siècle. Le règlement 17 de 1912, adopté dans un climat de tension sociale entre catholiques et protestants et entre anglophones et francophones, réduit singulièrement l'enseignement et l'usage de la langue française dans les écoles ontariennes. Les milieux français de la province réagissent d'abord vigoureusement puis ensuite pacifiquement à cette mesure qui leur apparaît contraignante, voire discriminatoire. L'abolition de

ce fameux règlement, en 1927, redonne aux francophones le droit à l'usage de leur langue dans leurs écoles primaires. Les marges de manœuvre restent cependant limitées et, pour assurer à leurs enfants un enseignement supérieur, les francophones doivent trouver des formules d'adaptation forcément limitées à l'intérieur du système des écoles séparées ou encore compter sur un réseau d'institutions privées appelées à disparaître avec la création, en 1968, d'écoles secondaires publiques de langue française.





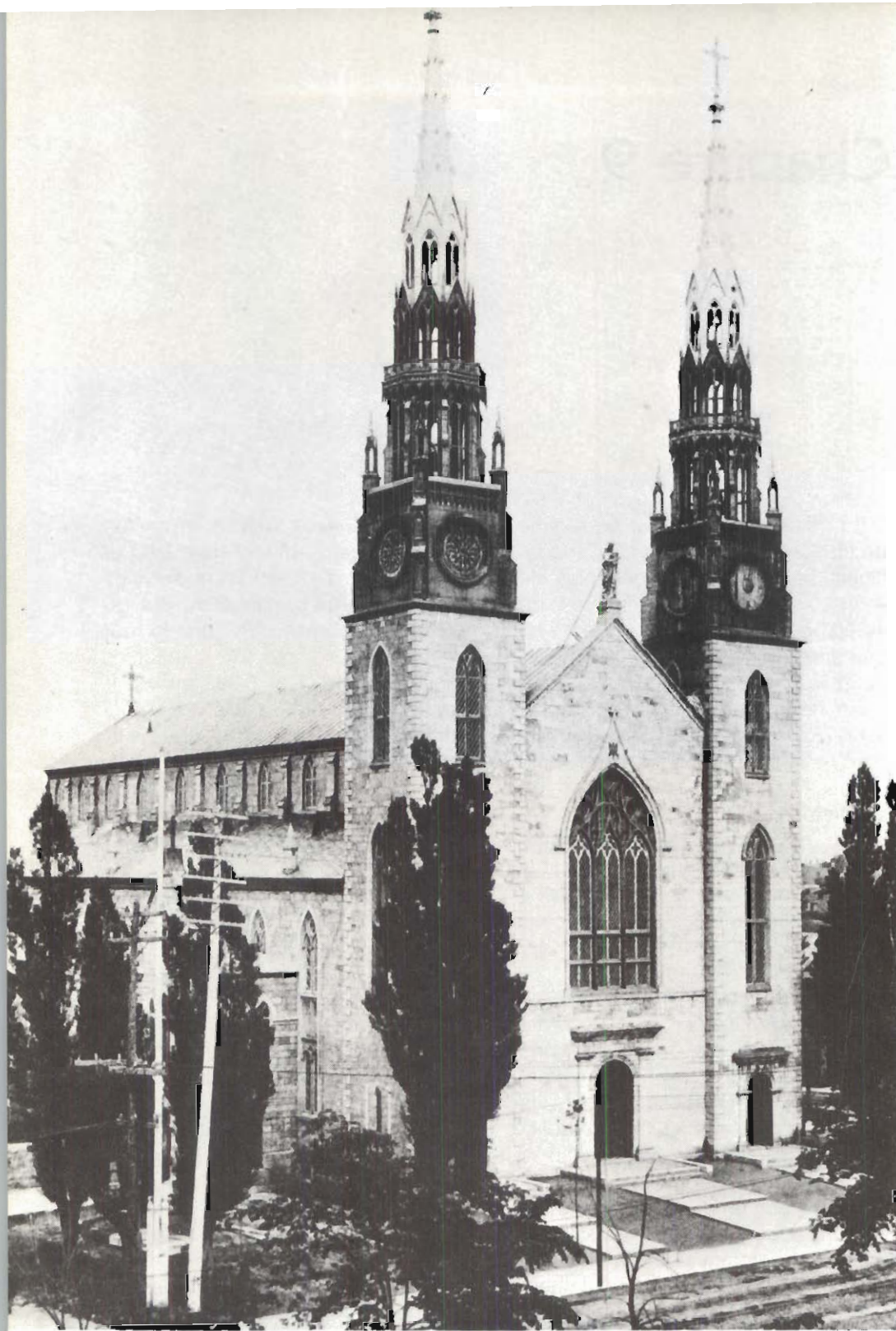
# Chapitre 9

## L'environnement culturel

En 1842, tout au début du régime de l'Union, la population du Canada-Ouest se chiffre à un peu plus de 487 000 personnes, dont près de 14 000 d'origine française. En 1871, peu après la naissance du régime fédéral canadien, la population française de l'Ontario a quintuplé et atteint 75 383 personnes, sur un total de 1 620 851. Au cours de ces trente années, la province a connu un fort mouvement d'immigration en provenance, notamment, des îles Britanniques. Elle a également reçu quelques dizaines de milliers de Canadiens français du Québec: à la suite des crises de production agricole et devant le manque de terres ou l'incapacité de trouver de l'emploi dans un secteur manufacturier encore mal assuré, ils ont recherché des conditions de vie meilleures, soit en émigrant dans les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre, soit en s'établissant sur les terres encore inexploitées de la rive sud de l'Outaouais ou du nord du comté de Simcoe. Par la suite, d'autres viennent grossir les rangs de la communauté francophone d'Ontario. Plusieurs continuent d'affluer vers les régions agricoles: dans Prescott et Russell, le nombre

de francophones passe d'environ 13 500 à plus de 46 000 entre 1871 et 1921; certains offrent leurs services dans les centres manufacturiers du Sud: dans le comté de Toronto, par exemple, on compte 572 Canadiens français en 1871 et 5 392 en 1921. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs Canadiens français, du Québec surtout, prennent racine dans le Nouvel-Ontario: ils se font colons, mais aussi prospecteurs, mineurs ou travailleurs forestiers; en 1921, leur nombre dépasse 60 000.

En franchissant l'Outaouais, les Canadiens français transportent avec eux tout leur bagage culturel. À dire vrai, s'ils quittent leurs terres ancestrales, ils n'ont pas pour autant le sentiment de s'exiler en terre étrangère et de devoir renoncer à leur identité. Ils se perçoivent beaucoup plus comme des migrants à l'intérieur d'un pays qui leur appartient. Ils sont d'ailleurs confirmés dans leur conviction par des chefs politiques et religieux qui mettent tout en oeuvre pour préserver leur acquis culturel et qui leur rappellent souvent la signification missionnaire et salvatrice de leur présence en terre anglo-protestante.



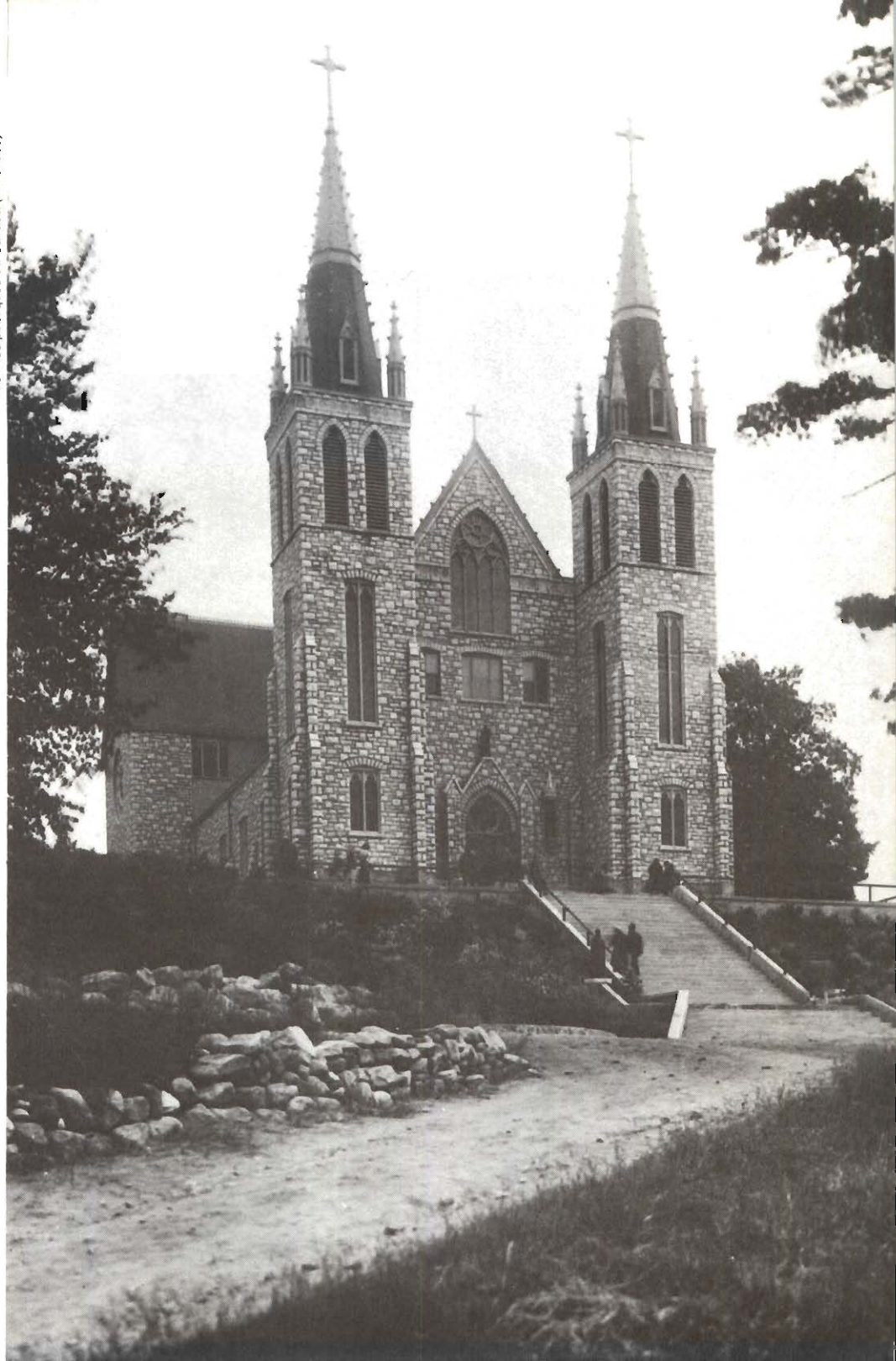
154. L'église mère du diocèse d'Ottawa bénie le 15 août 1846: la cathédrale Notre-Dame, 1898.



155. Mgr Joseph Thomas Duhamel, premier archevêque d'Ottawa, 1841.



156. Le premier évêque de Haileybury, Mgr Élie Anicet Latulipe, entouré de quelques paroissiens de Nushka, (Val Gagné), 1915.



157. Sanctuaire des Saints Martyrs canadiens, Sainte-Marie-aux-Hurons, 1930.



158. Figurantes, cérémonie de la Fête-Dieu, Rockland, env. 1940.

## la vie religieuse

Tout comme ceux qui continuent, depuis la Conquête, à mettre en valeur les terres agricoles de leurs pères au nord du comté d'Essex, les Canadiens français venus en Ontario à compter du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle sont de foi catholique; leur appartenance religieuse, à l'égal de leur langue, constitue l'un des fondements de leur identité et de leur spécificité culturelle.

En 1842, la future province d'Ontario compte quelque 65 000 catholiques dont 20% environ sont de culture française. Ces catholiques sont regroupés en deux diocèses appartenant à la province ecclésiastique de Québec: Kingston et Toronto, respectivement érigés en 1825 et 1841. Bientôt, cependant, la colonisation de nouvelles régions et l'augmentation des populations catholiques francophones amèneront des modifications à la géographie administrative religieuse ontarienne. L'établissement des colons dans les Hautes-Laurentides et dans la vallée de l'Outaouais conduit les autorités religieuses à créer, en 1847, le diocèse d'Ottawa, à partir de territoires relevant jusque-là des diocèses de Montréal et de Kingston (154). Par la suite, cet immense territoire diocésain est à son tour subdivisé selon les besoins. En 1886, Ottawa devient le siège d'un archidiocèse et son titulaire, Mgr Jo-

seph Thomas Duhamel (155), a déjà créé une juridiction suffragante: le vicariat apostolique de Pontiac dont les frontières atteignent, au nord, la baie d'Hudson et vont du Manitoba, à l'ouest, aux limites occidentales du diocèse de Québec, à l'est. Quelques années plus tard, cette nouvelle division est érigée en diocèse et Pembroke en devient le siège. En 1908, l'évêque de ce nouveau diocèse obtient la création, dans la partie nord de son territoire, du vicariat apostolique du Témiscamingue qui, en 1915, devient le diocèse d'Haileybury. Puis, en 1919, Mgr Latulipe, premier titulaire de ce diocèse (156), crée la préfecture apostolique de l'Ontario-Nord qui deviendra, en 1939, le diocèse de Hearst dont la direction sera confiée à Mgr Joseph Charbonneau. Entre-temps, l'évêque d'Ottawa a obtenu, en 1913, la création, dans la partie nord-est de son diocèse, de la circonscription diocésaine de Mont-Laurier. Ces subdivisions successives, dont fait l'objet le vaste territoire original du diocèse d'Ottawa, revêtent d'autant plus d'intérêt qu'elles marquent la volonté des évêques canadiens français d'accroître leur représentation, d'agrandir leur zone d'influence et de contrer en quelque sorte l'action expansionniste de l'épiscopat irlandais qui s'est assuré le contrôle de la plupart des sièges épiscopaux du territoire ontarien.



C'est ainsi qu'en 1931 l'Ontario comprend, outre celle d'Ottawa, deux autres provinces ecclésiastiques: celle de Kingston créée en 1889 et comprenant les quatre diocèses de Kingston, Peterborough, Alexandria et Sault-Sainte-Marie; puis celle de Toronto, élevée au rang d'archidiocèse, en 1870, et de qui relèvent les diocèses de London et de Hamilton, respectivement créés en 1855 et 1856. Sauf à Sault-Sainte-Marie et à Alexandria, la population française y est proportionnellement réduite et, dans certains cas, notamment à London, la pratique de la foi et l'exercice des devoirs religieux en langue française ne va pas sans problèmes.

Si l'encadrement administratif des populations catholiques est assuré par la structure diocésaine, la vie religieuse, le quotidien du croyant, se vit beaucoup plus à l'échelle de la pa-

roisse. Car si l'on sent le besoin d'affirmer sa foi en fréquentant les lieux de pèlerinage (157), en participant à des fêtes religieuses (158) ou encore en s'associant à des manifestations de masse comme le congrès marial de 1947, c'est par contre à l'église paroissiale, véritable symbole de la présence d'une communauté catholique, que l'on se regroupe et que l'on se conforme à ses devoirs religieux (159, 160, 161). On s'y rassemble pour la messe dominicale, on y participe aux prières publiques expiatoires que sont les «quarante-heures», aux cérémonies de la Semaine sainte ou aux Rogations, dans le but ici d'attirer les bénédictions divines sur les récoltes et les travaux des champs: on y reçoit également les sacrements qui marquent les étapes de la vie spirituelle du catholique (162, 163).



159. Église Saint-Jean-Baptiste, Pembroke, s.d.

Dans la communauté catholique, l'aspect religieux déborde cependant les murs du temple et est éminemment présent dans toutes les dimensions de l'activité humaine. Le prêtre y jouit d'une position sociale de premier plan: détenteur de l'autorité religieuse dans sa paroisse, il prolonge son ministère dans la direction spirituelle, voire dans l'animation de mouvements d'action catholique (164) ou d'associations religieuses laïques, tels que le Tiers-Ordre, la Ligue du

Sacré-Coeur, les Dames de Sainte-Anne, les Enfants de Marie ou les Croisés (165); de plus, sa formation académique, généralement supérieure à la moyenne de celle de ses ouailles, lui confère une autorité dans les affaires civiles et matérielles de la communauté. En pays de colonisation, il en est, comme l'abbé Joseph Payette, qui se font promoteurs et recruteurs et qui deviennent de véritables initiateurs, voire des coordonnateurs de la mise en valeur des terres.

*Album-souvenir, Hearst (p. 28)*



160. Première église de Hearst, construite en 1919, s.d.

Le Devoir (15 août 1925)



161. Église du Sacré-Coeur, Toronto.



162. Départ pour le baptême d'Yvette Boulanger à Hearst, Ryland, s.d.



163. La confirmation, Alfred, 1910.



164. Le Conseil 3056 des Chevaliers de Colomb, Hearst, s.d.



165. Les Croisés, Vankleek Hill, s.d.

Par ailleurs, le clergé et les communautés religieuses (166, 167) assument la plupart des fonctions sociales dans la communauté civile. Les Oblats et les Jésuites ont investi énormément d'énergies dans le travail missionnaire (168), soit auprès des Amérindiens, soit encore auprès des colons et travailleurs forestiers des terres neuves; mais ils ont également laissé leur marque dans le domaine

de l'éducation et sont à l'origine de deux institutions universitaires ontariennes à Sudbury et à Ottawa. Arrivés à Ottawa en 1864, les Frères des Écoles chrétiennes poursuivent l'idéal de leur fondateur et dispensent l'enseignement dans les écoles du système séparé. À compter de 1911, quelques Frères du Sacré-Coeur viennent travailler dans le même champ d'action.





166. Jeunes oblats en compagnie du père Rodrigue Villeneuve (au centre), futur cardinal et archevêque de Québec, Ottawa, 1930.



167. Les trois filles religieuses de Fériet Forget, Limoges, 1925.

Les nombreuses communautés féminines sont également très actives dans les domaines éducatif et hospitalier et dans les divers secteurs de l'aide sociale. En février 1845, quatre filles spirituelles de mère d'Youville sont à Bytown. Elles y fondent une famille religieuse autonome qui sera connue plus tard sous le nom de Soeurs Grises de la Croix (169). Bientôt elles dispensent des soins à domicile aux malades, fondent l'Hôpital général d'Ottawa, visitent les pauvres et les prisonniers, enseignent dans les écoles confessionnelles, donnent des soins hospitaliers aux malades, recueillent les sans-abri, les enfants trouvés (170) et les mésadaptés sociaux. Par ailleurs, les Soeurs de Sainte-Marie de Namur établissent une première maison à Vankleek Hill en 1886. Elles enseignent à l'école bilingue catholique et, en 1902, elles

prennent la direction de l'école du village de Saint-Eugène. Quant aux Soeurs de l'Assomption, elles vont vers le Nouvel-Ontario, y établissent des maisons d'enseignement et y oeuvrent au sein des populations étudiantes des écoles séparées. Enfin, dernier exemple, les Soeurs de la Providence établissent des institutions hospitalières, notamment dans le nord de l'Ontario (171).

Engagés dans l'animation spirituelle, dans les domaines éducatif, hospitalier ou de l'aide aux démunis, le clergé et les communautés religieuses sont aussi appelés à jouer un rôle dans le secteur des loisirs. Ils y apportent une dimension chrétienne, y jouent un rôle d'aviseur moral et, de par leurs fonctions curiales, vicariales ou professorales, ils sont souvent amenés à initier, puis à coordonner des activités sportives ou culturelles.

CRCCF (Ph 23-BR-21)



168. Le père O. Dufresne, o.m.i., en mission dans les chantiers forestiers, Blind River, s.d.



169. Berceau de la congrégation des Soeurs Grises de la Croix, Ottawa, s.d.



Archives publiques du Canada (C-2279)



170. L'asile Bethléem, Ottawa, env. 1895.



171. Commémoration de la fondation de l'hôpital Sainte-Marie, Timmins, 1937.





172. Cueillette de l'eau d'érable, Wendover, 1930.

### la vie culturelle et les loisirs

Dans les quartiers urbains, mais surtout dans les paroisses rurales, certaines activités récréatives échappent cependant à toute forme d'organisation et sont le résultat d'initiatives personnelles. Les soirées de famille, où l'abondance de la «mangeaille» rivalise avec la variété des chansons à répondre, des danses carrées et des gîgues, viennent souvent en tête des loisirs que s'accordent colons et agriculteurs. Soit qu'on y réunisse les membres de sa famille lors du mariage de sa fille ou de son garçon ou à l'époque des Fêtes; soit encore qu'on y invite les voisins du rang à l'occasion, d'une épiluchette de blé d'Inde

ou de la fin des récoltes; soit enfin qu'on y reçoive des Canadiens français travaillant à la même usine ou résidant dans le même quartier ethnique. Le temps des sucres donne également lieu à des réjouissances. On se rend à la cabane à sucre pour «lécher la palette», manger des oeufs dans le sirop ou encore déguster la tire sur la neige (172). La partie de sucre compte en fait parmi les activités récréatives typiques du Canada français; si bien que dans les régions comme le nord de l'Ontario, où il n'y a point d'érablières, on recrée, autour de litres de sirop achetés au sud, le climat et l'ambiance traditionnels de ces réunions.



173. Retour d'une expédition de pêche, Lemieux, 1920.



174. Maxime Millaire et ses amis lors d'une partie de chasse au rat musqué, Embrun, 1926.

Centre Sainte-Famille (R13-12)



175. Skieurs de randonnée, Clarence Pointe, s.d.



Centre Sainte-Famille (R38-12)

176. Hector Dallaire, futur joueur des Canadiens de Montréal, Rockland, 1900.

D'abord pratiquées dans une optique utilitaire, pour répondre aux besoins alimentaires de l'homme, la chasse et la pêche (173, 174) sont devenues des sports qui permettent au citadin et au villageois de se rapprocher de la nature. Par ailleurs, dans les milieux urbanisés, on ressent de plus en plus la nécessité de conserver des heures de loisir à l'exercice physique; on s'adonne au ski (175), au patinage, voire au cyclisme de randonnée. Cependant, en milieu

rural, on ménage ses forces physiques pour le travail des champs et l'on met nettement moins l'accent sur la pratique individuelle du sport. Encore que dans les fêtes de villages, on n'hésite pas à faire étalage de ses capacités en levant des poids et en participant à des jeux de souque-à-la-corde (aussi connu sous les expressions «tir à la corde» et «tir au câble») ou à des compétitions de coupeurs de bois.

CRCOF (Ph 23-T-4)



177. Timmins Junior «A», North Bay, 1925.



178. Joueurs de balle, Hawkesbury, 1918.

Néanmoins, à compter du début du XX<sup>e</sup> siècle, on s'intéresse beaucoup au hockey sur glace dans les milieux canadiens français. On suit bien sûr, dans les journaux puis à la radio, les performances des grandes équipes professionnelles (176). Mais, surtout, on joue — et beaucoup — au hockey

à titre d'amateur, à l'école, au collège, dans les villes et villages où les équipes locales se rencontrent devant des supporteurs et partisans (177). En saison estivale, on forme également des équipes de base-ball ou de balle molle (178).



179. La fanfare de Rockland, Rockland, 1932.





180. Joseph Beaulieu et les Petits chanteurs céciiliens, North Bay, s.d.

Parallèlement aux loisirs sportifs, se développe également tout le secteur des loisirs culturels. Plusieurs paroisses ont, par exemple, leur fanfare (179). Ailleurs, on pratique le chant choral. Certains groupes, dont les Petits chanteurs céciiliens de North Bay (180), se font connaître par toute la province et se produisent même à l'extérieur. Certains se font valoir sur une scène. Ainsi, à Rockland, en 1917, on met sur pied une troupe de théâtre afin d'aider au financement de

la construction de l'église (181). Mais on fait aussi du théâtre amateur sur une base plus régulière. À Ottawa, par exemple, les comédiens du Théâtre de la Rampe, dont Marcelle Barthe, montent, au cours des années 1930, des spectacles fort appréciés du public francophone de la capitale. À la même époque, le théâtre français est aussi mis à l'honneur dans la région de Windsor par les membres du Cercle dramatique Dollard (182).

Centre Sainte-Famille (R39-14)



181. Troupe de théâtre, Rockland, 1917.

**PERSONNAGES DE L' "ENFANT VOLE"**



Première rangée: Madame C. Pilon, Jeannette St-Onge, Mlle Isabelle Parent. Deuxième rangée: Mlles Marie-Anne Masse, Lucille Bénéteau, Rose St-Onge, Gilberte Vallée et Elodie Lancop.

182. Membres du Cercle dramatique Dollard, Windsor.



183. Le Monument national, Ottawa, env. 1910.



184. Joueurs de cartes et de billard à l'Institut canadien-français d'Ottawa, Ottawa, env. 1900.

185. Programme d'une soirée culturelle à l'Institut canadien-français d'Ottawa, Ottawa, 1878.

**Institut Canadien-Français,**  
**RUE YORK.**

**SOIRÉE**

**LITTÉRAIRE, MUSICALE ET DRAMATIQUE,**  
**JEUDI, 21 FÉVRIER, 1878.**

**PROGRAMME:**

- Ouverture .....(K. M. Fehr.).....ORCHESTRE.  
 Chant—"Foi, Espérance et Charité.".....Dr. E. H. ROULEAU.  
 (Paroles de L. H. Frechette, Musique de M. Crépault.)  
 Romance .....Mlle. L. BOULET.  
 Chant—"Le Drapeau de Carillon.".....Mr. D. VERMETTE.  
 (Paroles de O. Crémazie, Musique de W. Sabatier.)  
 Romance .....Mlle. V. ROCHON.  
 Valse—"Alphonsine." ..(K. M. Fehr.).....ORCHESTRE.

**CONFERENCE**

**IMPRESSIONS DE VOYAGE**  
 en Europe et particulièrement à Rome.

— PAR —

Mr. L'ABBÉ P. POULIN,  
 (Ancien curé de Ste. Philomène.)

:o:

Lanciers.....(Faust).....ORCHESTRE.

**COMÉDIE EN UN ACTE.**

**Un Duel sans Témoins.**

**PERSONNAGES :**

DROLARD ..... J. N. RATTÉ.  
 PISTON.....L. TRUDEAU.

:o:

Orchestre..... "Dieu Sauve la Reine."

Portes ouvertes à 7.30 hrs. P. M. Lever du Rideau à 8 hrs.

**PRIX D'ENTRÉE**—Sièges réservés 15cts. Parquet et Galerie 10cts.

Ces artistes qui véhiculent par leur art les valeurs de la minorité culturelle à laquelle ils appartiennent disposent, tout au moins à Ottawa, d'équipements culturels satisfaisants. Ils se produisent notamment au Monument national, construit en 1908 puis rasé par les flammes une trentaine d'années plus tard (183). Il y a aussi l'Institut canadien-français d'Ottawa fondé en 1852. Les Canadiens français s'y réunissent, dans les locaux exclusivement réservés aux hommes, pour jouer aux cartes, faire une partie de billard, pour discuter affaires ou simplement pour s'y détendre en compagnie d'amis (184). Mais l'Institut n'est pas seulement un club social. Il est aussi un cercle littéraire où se réunissent hommes de lettres et écrivains francophones de la capitale. Ainsi, à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'institution, on y fonde la Société littéraire du Canada, sur le modèle de laquelle s'appuie par la suite le marquis de Lorne pour créer la Société royale du Canada. On y dispense également des cours à l'intention du grand public: cours d'adminis-

tration publique, de droit ou d'histoire dont la célèbre série de conférences sur l'histoire des Canadiens français données par Benjamin Sulte durant l'hiver 1882. Les membres de l'Institut organisent aussi des concerts, des pièces de théâtre (185) et, en 1937, ils sont les hôtes du Festival dramatique national. Mais, la plupart du temps, comédiens et musiciens doivent se produire sur des tribunes moins prestigieuses: ils présentent leurs spectacles dans les sous-sols d'églises, les salles paroissiales, les écoles, couvents ou collèges. Ils participent également aux fêtes, qu'il s'agisse de l'inauguration d'édifices ou de travaux publics (186), d'une graduation, de la commémoration d'un événement d'intérêt local ou encore des célébrations de la Saint-Jean (187). Ils profitent de ces temps forts où les communautés minoritaires canadiennes françaises se serrent les coudes, raffermissent leur sentiment d'appartenance, pour consolider par leur art les fondements de leur spécificité culturelle.

CRCF (Ph 56-38)



186. Inauguration d'un pont par le député de Cochrane-Nord, J.H. Habel, Fauquier, 1939.



*Le Prévoyant* (22 juin 1913)



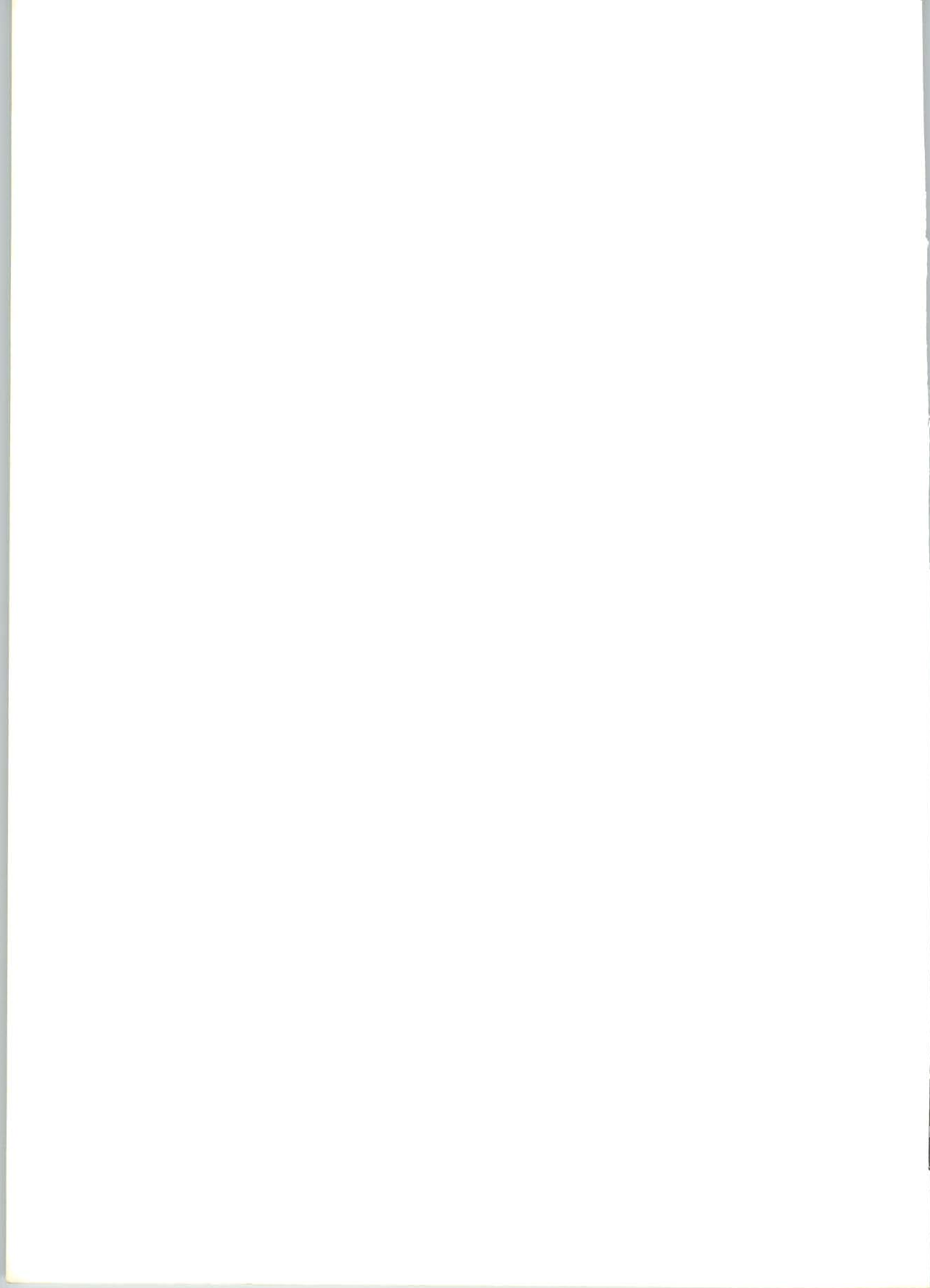
187. Char allégorique marquant le cinquantième anniversaire de l'Union Saint-Joseph du Canada, Ottawa, 1913.

## conclusion

En Ontario, tout comme ailleurs au Canada, la langue et la foi sont à la base de l'identité culturelle de la société traditionnelle canadienne française. Le clergé y jouit d'une position sociale de premier plan et y assume le leadership moral de la collectivité. Il en assume évidemment la direction spirituelle, mais il prolonge également son action, par communautés religieuses interposées, dans le champ de l'éducation, dans les domaines hospitaliers et de l'assistance sociale ainsi que dans le secteur des loisirs. Ici, les Canadiens français, minoritaires dans la société ontarienne, ont nettement tendance à se regrouper — à partager ensemble les activités sociales, sportives ou culturelles, que ce soit au niveau de la famille, du rang ou de la concession, de la pa-

roisse ou du quartier urbain. Et ils trouvent dans cette solidarité de quoi raffermir les fondements de leur être collectif.

Bientôt, cependant, cet univers franco-ontarien se transforme. Confronté aux exigences d'un monde de plus en plus urbanisé, touché comme tant d'autres par le bouleversement des valeurs qui affecte le monde occidental au tournant des années 1960, le Franco-Ontarien amorce un lent virage, chemine vers une nouvelle définition de lui-même et se donne graduellement de nouvelles formes d'organisations socio-culturelles. Nouvelles approches, nouveaux ajustements qui ne marquent pas une rupture avec le passé, mais qui, au contraire, en traduisent le prolongement et la continuité.



# questions

## Chapitre 1

1. a) À l'aide d'une carte, retrouver les comtés suivants: Kent, Essex et Simcoe.  
b) Évaluer la population française de ces comtés depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.
2. Nommer quelques secteurs d'activité économique dans lesquels sont engagés les Canadiens français d'Ottawa vers 1850.
3. Qu'est-ce qui incite des Canadiens français du Québec à défricher les terres du Grand et du Petit *Clay Belt* ontarien?
4. D'où viennent les francophones établis près de Toronto?
5. a) Quelles sont les activités économiques qui attirent les francophones dans les villes suivantes: Rockland, Welland, Toronto?  
b) Ces villes conservent-elles le même genre d'activités aujourd'hui?
6. «Les francophones n'ont jamais représenté qu'un pourcentage réduit de la population ontarienne totale.» Prouver cette affirmation en se servant des statistiques fournies dans le texte.
7. Quel titre résumerait le mieux les scènes évoquées par les photos de ce chapitre?
8. Photo 1: décrire brièvement et situer l'événement.
9. Photos 2 et 3: les familles nombreuses constituent un trait particulier des familles canadiennes françaises. Pourquoi?

## Activité

10. Dresser une courte liste d'ouvrages — monographies, albums, articles de revues ou de journaux — relatifs à l'histoire de sa localité.

## Chapitre 2

1. Trouver la signification des mots en italique:
  - a) un réseau *hydrographique*;
  - b) des régions *inexplorées*;
  - c) des navires de *fret*;
  - d) un *potentiel* agricole;
  - e) des voies de *ceinture*;
  - f) un réseau de *tramways*;
  - g) une voiture à *traction* animale.

Note: Le chiffre souligné indique une question ou une activité d'un niveau de difficulté supérieur aux autres.

2. Tracer sur une carte:
  - a) la rivière des Outaouais;
  - b) la rivière Matawa;
  - c) le chemin Yonge;
  - d) la route 17;
  - e) la ligne de chemin de fer du *Great Western*;
  - f) la ligne ferroviaire du Canadien Pacifique dans le nord de la province;
  - g) la ligne du *Temiscaming and Northern Ontario*.
3. À quel genre de voies de communication associe-t-on les noms suivants:
  - a) Rideau;
  - b) Welland;
  - c) Cornwall et Williamsburg;
  - d) Macdonald-Cartier;
  - e) Richmond;
  - f) Ferguson;
  - g) *Grand Trunk*;
  - h) *National Transcontinental*?
4. Énumérer, dans l'ordre, les grandes étapes du développement des voies de communication en Ontario.
5. Dans quel but l'ingénieur J.D. Millar conçoit-il le tracé de lignes blanches sur les routes?
6. Décrire l'activité d'un marché public au début du siècle.
7. Illustrer, par trois exemples, l'utilisation du cheval avant l'arrivée du véhicule à moteur.
8. Nommer deux ressources naturelles qui attirent les prospecteurs et les investisseurs au nord de l'Ontario.
9. Tracer, sur une carte, la route empruntée par un navire voyageant, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, entre Thunder Bay et Montréal.
10. Sur quelles lignes ferroviaires voyagent ceux qui, vers 1920, veulent quitter Ottawa pour se rendre à Cochrane et, de là, parvenir à Sault-Sainte-Marie?
11. En quoi les villes suivantes sont-elles différentes:
  - a) photo 25: Sarnia;
  - b) photo 29: Cobalt;
  - c) photo 32: Val Gagné?
12. Dans quelle partie de la capitale canadienne sont surtout concentrés les Canadiens français, au début du siècle?

#### Activité

13. a) Choisir une voie de communication: canal Rideau, chemin Richmond, ligne ferroviaire du *Temiscaming and Northern Ontario* . . . ;
  - b) en faire le tracé sur une carte;
  - c) situer, sur cette carte, les principaux points reliés par la voie de communication retenue;
  - d) décrire le chantier de construction de la route, du canal ou du chemin de fer choisi.

#### Chapitre 3

1. Associer à chacune des trois régions de l'Ontario (nord, sud ou est) deux des toponymes suivants:
  - a) Pointe-aux-Roches;
  - b) Vars;

- c) Penetanguishene;
  - d) la plaine du Nipissing;
  - e) les comtés de Prescott et de Russell;
  - f) Lac-Sainte-Thérèse.
2. Quel genre de culture prédomine dans:
    - a) la région du Niagara;
    - b) les comtés de Prescott et de Russell?
  3. À quel moment de l'année le cultivateur effectue-t-il les travaux suivants:
    - a) l'essouchement;
    - b) les labours;
    - c) les chaulages;
    - d) les semailles;
    - e) la récolte de l'avoine;
    - f) la coupe du bois de chauffage?
  4. Quel usage le cultivateur fait-il:
    - a) du suif;
    - b) du fumier;
    - c) de la laine;
    - d) du foin;
    - e) de l'avoine;
    - f) du sang de porc?
  5. a) Que veut dire «faire boucherie»?
    - b) Quand effectue-t-on cette tâche?
    - c) Comment ces viandes sont-elles conservées?
  6. En quoi les tracteurs d'autrefois et ceux d'aujourd'hui sont-ils différents?
  7. Comment récolte-t-on le houblon et le lin?
  8. Nommer des outils ou des pièces d'équipement nécessaires à la récolte du foin et en préciser l'utilisation.
  9. Expliquer sommairement le mécanisme permettant d'actionner une scie circulaire à traction animale.
  10. Quel est l'outillage requis lors de la coupe de la glace?
  11. Dresser une liste des cultures directement destinées à la consommation familiale et celles réservées aux marchés industriels.
  12. Qu'est-ce qui distingue:
    - a) les photos 33 et 38;
    - b) les photos 35 et 37?
  13. En passant en revue les photos de ce chapitre, indiquer deux activités qui, dans la société rurale, semblent réservées:
    - a) aux femmes;
    - b) aux hommes;
    - c) les photos traduisent-elles complètement la réalité?
  14. La photo 54 évoque un moment de l'histoire des techniques photographiques.
    - a) Pourquoi les sujets visés par le photographe sont-ils tournés vers la lumière?
    - b) Pourquoi semblent-ils si figés?
    - c) Dans un court texte, imaginer leur conversation avec le photographe avant la prise de la photo.

#### **Activité**

15. Essayer de reconstituer l'horaire d'une journée automnale dans une famille rurale de l'Est ontarien.

#### Chapitre 4

1. Définir ce que l'on entend par «capitaine d'industrie».
2. Dresser une liste de cinq grandes entreprises engagées dans l'exploitation des forêts ontariennes au tournant du siècle.
3. En quoi consiste le travail des:
  - a) «bûcheux»;
  - b) «doleurs»;
  - c) charretiers;
  - d) «cageux» (floteurs)?
4. Présenter les grandes étapes du développement de l'industrie forestière dans la vallée de l'Outaouais au XIX<sup>e</sup> siècle.
5. Quels sont les outils utilisés lors de la coupe du bois, dans l'industrie forestière traditionnelle?
6. Expliquer le mécanisme de fonctionnement du planeur.
7. Qu'est-ce qui différencie le bois de pulpe du bois de sciage?
8. Énumérer les diverses façons de transporter le bois aux scieries.
9. Décrire sommairement le mode de transport du bois au moulin Lecours-Calstock.
10. Comment construit-on une cage de bois?
11. Pourquoi glace-t-on les chemins utilisés par les transporteurs de bois?
12. À quoi servent les sceaux suspendus dans le moulin à scie de la *W.C. Edwards*?
13. En quoi les cours d'eau sont-ils importants dans la mise sur pied des usines de transformation du bois?
14. À quel moment de l'année, et pourquoi, le cultivateur se rend-il aux chantiers forestiers?
15. Décrire en quelques lignes l'intérieur d'un camp de bûcheron.
16. Photos 64 et 66: noter ce qui différencie ces camps de bûcheron.

#### Activités

17. En consultant un plan de la ville d'Ottawa du début du siècle, situer l'emplacement des installations de la *J.R. Booth*.
18. Dresser un tableau comparé des étapes de travail dans les secteurs suivants de l'industrie forestière;
  - a) bois de pulpe;
  - b) bois de sciage.

#### Chapitre 5

1. Expliquer:
  - a) Bouclier précambrien;
  - b) gisement métallifère;
  - c) prospecteurs;
  - d) dépôts nickélifères;
  - e) affinage;
  - f) syndicat;
  - g) récession;
  - h) aurifères.
2. Nommer les quatre bassins miniers du nord de l'Ontario et en tracer les contours sur une carte.

3. À quelle entreprise minière chacune des personnes suivantes lie-t-elle son nom :
- |                        |  |
|------------------------|--|
| 1. Samuel Ritchie;     | a) Mine La Rose;                               |
| 2. Francis Clergue;    | b) <i>Canadian Mining and Finance Co.</i> ;    |
| 3. Noé Timmins;        | c) <i>Canadian Copper</i> ;                    |
| 4. Benjamin Hollinger; | d) <i>Algoma, Iron, Nickel and Steel Co.</i> ; |
| 5. Fred La Rose;       | e) <i>Hollinger Consolidated Gold Mines</i> ?  |
4. Trouver cinq villes minières et nommer le minerai qu'on y exploite.
5. Associer les villes aux ressources naturelles:
- |                |             |
|----------------|-------------|
| 1. Marmora;    | a) sel;     |
| 2. Oil Spring; | b) fer;     |
| 3. Windsor;    | c) pétrole. |
6. Quel usage peut-on faire:
- du nickel;
  - de l'or;
  - de l'argent;
  - du sel;
  - du fer;
  - du cuivre?
7. Quels métaux attirent les prospecteurs dans le bassin de Sudbury?
8. Quelle découverte technique suscite l'exploitation systématique du nickel?
9. Énumérer les champs d'activité du capitaine d'industrie Francis Clergue.
10. De quelles façons les Canadiens français ont-ils participé au développement minier du nord de la province?
11. Quelles tâches les mineurs sont-ils susceptibles d'exécuter dans les galeries souterraines?
12. a) Décrire les conditions de travail des mineurs.  
b) En quoi ces conditions pouvaient-elles être nuisibles à leur santé ou même dangereuses pour leur vie?
13. Tracer le portrait d'un prospecteur type, à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.
14. Pourquoi exploite-t-on une tourbière?
15. Photo 78: décrire l'exploitation d'une carrière avant l'époque de la mécanisation.
16. Photos 80 et 81: à quoi servent ces tours?
17. Photo 89: en quoi ces billots peuvent-ils être utiles dans l'exploitation minière?

### Activités

18. Tracer le croquis ou monter une maquette d'une ville minière dans le nord de l'Ontario au début de l'exploitation des mines.
19. Établir une courte bibliographie commentée (3 à 5 titres) sur l'histoire d'une ville minière du Nord ontarien.

### Chapitre 6

1. Définir:
- secteurs *primaire, secondaire* et *tertiaire*;
  - décollage* industriel;
  - biens *durables*;



- d) *siège social*;
  - e) *mutuelle d'assurance*;
  - f) *coopérative*.
2. Que recouvrent les concepts de petit commerce et d'industrie artisanale?
  3. Qu'est-ce qui caractérise principalement l'économie ontarienne au début du XX<sup>e</sup> siècle?
  4. Pourquoi attribue-t-on à Hamilton le nom de «Birmingham du Canada»?
  5. Pour chacune des villes suivantes, nommer quelques secteurs de production:
    - a) Toronto;
    - b) Welland;
    - c) Oshawa;
    - d) Windsor;
    - e) Cornwall.
  6. Qu'est-ce qui favorise principalement le développement de l'industrie de la construction à Ottawa, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle?
  7. Pourquoi les francophones occupent-ils généralement les bas échelons de l'échelle professionnelle?
  8. Quels agents de production retrouve-t-on dans un village rural traditionnel au début du siècle?
  9. Nommer quelques activités exercées par le forgeron, le ferblantier et le colporteur.
  10. À partir des photos, décrire les conditions et les méthodes de travail dans l'industrie textile.
  11. Quel usage fait-on du mica, vers 1900?
  12. Qu'est-ce que le marchand général peut offrir à sa clientèle?
  13. Établir quatre distinctions entre la boucherie d'Alphège Rochon et celle que fréquente votre famille actuellement.
  14. Identifier des outils ou des pièces d'équipement nécessaires au forgeron et en préciser l'usage.
  15. Photo 108: vers quelle époque cette photo a-t-elle été prise? Justifier sa réponse.

#### **Activités**

16. Préparer un court historique de l'Union Saint-Joseph.
17. Retrouver, dans son milieu immédiat, des noms d'entreprises commerciales, manufacturières ou artisanales dont la fondation est antérieure à la Seconde Guerre mondiale.

#### **Chapitre 7**

1. Définir:
  - a) conscription;
  - b) orangistes;
  - c) syndicalisme.
2. Quelle loi du Parlement britannique donne naissance à la province d'Ontario?
3. À quel niveau de gouvernement, provincial ou fédéral, ont travaillé:
  - a) J. Raoul Hurtubise;
  - b) Aurélien Bélanger;
  - c) J. Arthur Bradette;

- d) Paul Leduc;
- e) Joseph Habel?
- 4. Pourquoi surnomme-t-on le docteur Lacasse le «Lion de la péninsule»?
- 5. Présenter schématiquement les institutions politiques ontariennes.
- 6. À quels partis politiques provinciaux, les francophones accordent-ils majoritairement leur vote entre 1867 et 1945?
- 7. Comment les Canadiens français d'Ontario réagissent-ils à la conscription commandée par le gouvernement de Mackenzie King?
- 8. Qu'est-ce qui amène les francophones d'Ontario à créer l'ACFEO?
- 9. Nommer quelques champs d'intervention de l'ACFEO.
- 10. À quoi les noms de Philippe Landry et de Napoléon Belcourt sont-ils associés?
- 11. Qu'entendent réaliser les chevaliers de l'Ordre de Jacques Cartier?
- 12. À quel journal associe-t-on les noms suivants:
  - a) Flavien Moffet;
  - b) Charles Charlebois;
  - c) Gustave Lacasse;
  - d) L.O. Duhamel?
- 13. Dans quelles villes publie-t-on:
  - a) *Le Progrès*;
  - b) *Le Canadien*;
  - c) *L'Interprète*;
  - d) *L'Ami du Peuple*;
  - e) *La Sentinelle*?
- 14. a) Quel est le nom du directeur du journal *Le Clairon*, en octobre 1913?  
b) Quel est la devise de cet hebdomadaire?
- 15. Pourquoi est-il difficile de parler d'un syndicalisme franco-ontarien?
- 16. Qu'est-ce qui explique la présence de policiers à la compagnie Courtauld de Cornwall?

#### Activités

- 17. Dégager la position prise par l'éditorialiste d'un journal franco-ontarien sur une question d'actualité locale, régionale, provinciale ou nationale.
- 18. Présenter les structures et les orientations d'une unité syndicale active dans une usine de son milieu.
- 19. Préparer une courte biographie (200 mots) d'un homme politique francophone actif sur la scène municipale, provinciale ou fédérale, avant 1950.

#### Chapitre 8

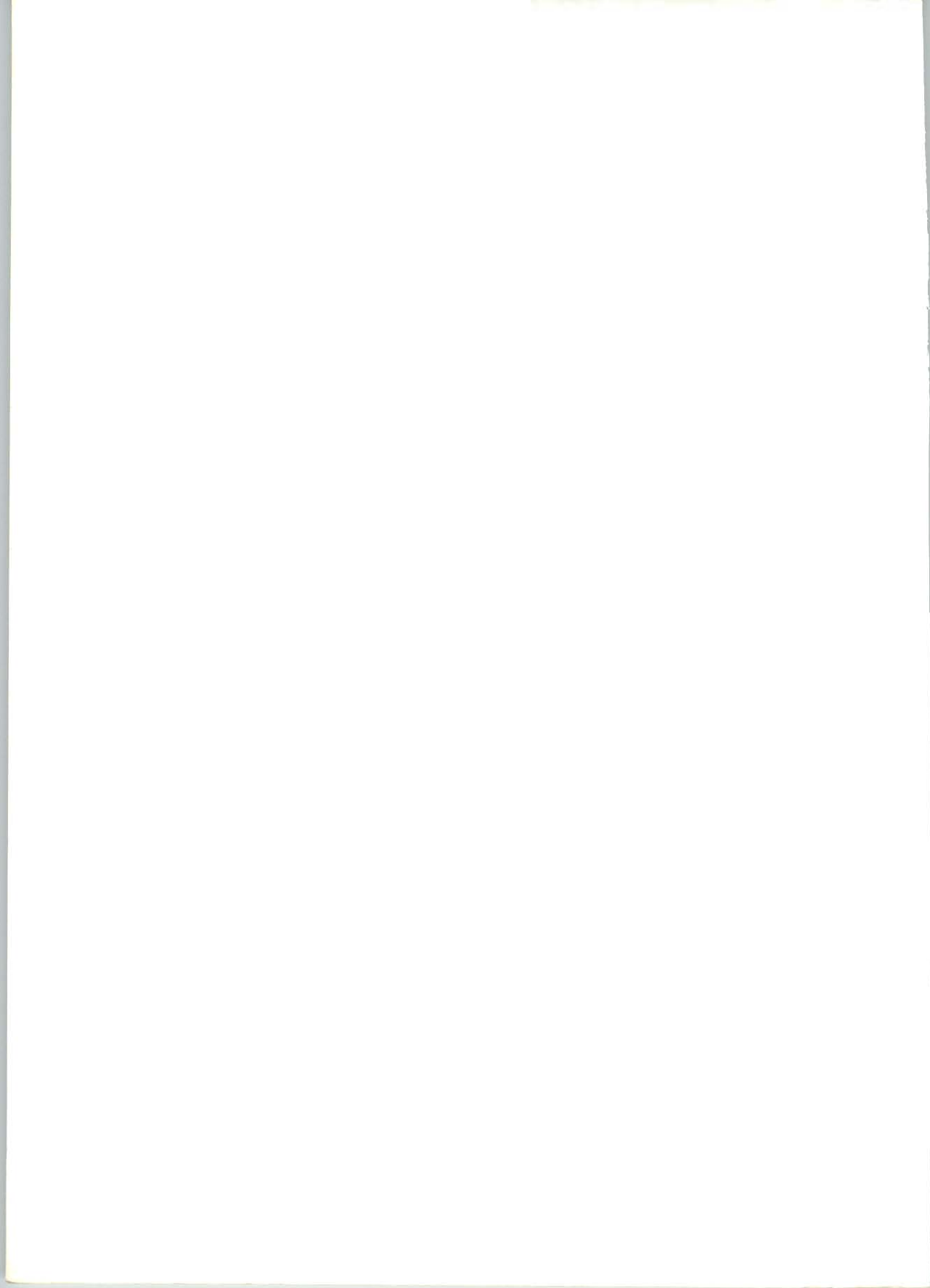
- 1. Définir:
  - a) *germanophones*;
  - b) *loges orangistes*;
  - c) *pensionnat*;
  - d) *école normale*.
- 2. Établir clairement la distinction entre les écoles séparées et les écoles publiques.
- 3. Pourquoi les écoles bilingues représentent-elles un danger aux yeux des anglo-protestants?
- 4. Qu'est-ce qui amène le gouvernement ontarien à adopter le règlement 17?
- 5. Rappeler les diverses formes de résistance des Franco-Ontariens au règlement 17.

6. Quels moyens prennent les Franco-Ontariens pour prolonger l'enseignement en français au-delà du cours primaire, après l'abolition du règlement 17?
  7. Indiquer deux secteurs où le système d'enseignement séparé accuse des retards après l'abolition du règlement 17.
  8. Qu'est-ce qui amène la fondation de l'École normale de l'Université d'Ottawa?
  9. Comment perçoit-on l'enseignante laïque dans la communauté franco-ontarienne durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle?
  10. Pourquoi les noms de Jeanne Lajoie, Diane et Béatrice Desloges ont-ils été retenus par les historiens de l'éducation française en Ontario?
  11. Dresser une courte biographie d'un Franco-Ontarien engagé dans la défense des droits scolaires.
  12. Photos 140 et 148: comparer ces photos; établir les distinctions au point de vue du personnel, des équipements matériels et situer les photos par rapport à l'évolution des institutions scolaires fréquentées par les francophones d'Ontario.
  13. Quelle formation académique donne-t-on dans les collèges ou séminaires que fréquentent les Franco-Ontariens?
  14. Décrire une journée de la vie d'un ou d'une pensionnaire.
- Activités**
15. Organiser un débat sur un point litigieux opposant francophones et anglophones en matière scolaire (ex.: règlement 17).
  16. Dresser un schéma du système d'éducation en Ontario, avant 1968.

### Chapitre 9

1. Définir:
  - a) terres ancestrales;
  - b) spécificité culturelle;
  - c) prières expiatoires;
  - d) Amérindiens;
  - e) fonctions curiales;
  - f) commémoration.
2. Dresser un tableau synoptique des modifications apportées au territoire initial du diocèse d'Ottawa entre 1847 et 1939.
3. Quels objectifs poursuit l'épiscopat canadien français en favorisant la création de nouveaux diocèses vers l'Ontario-Nord?
4. Décrire le rôle du prêtre dans la communauté paroissiale franco-ontarienne.
5. Énumérer quelques-unes des fonctions sociales assumées par le clergé et les communautés religieuses dans la société traditionnelle des francophones d'Ontario.
6. En plus des motifs religieux, qu'est-ce qui incitait un jeune homme ou une jeune fille à entrer en religion?
7. Énumérer les diverses parties d'une église.
8. Par quels moyens matériels souligne-t-on, chez le baptisé et le confirmé, l'importance des sacrements reçus?
9. Décrire l'atmosphère d'une soirée de famille dans la société traditionnelle franco-ontarienne.
10. En quoi la cabane à sucre constitue-t-elle un lieu de loisir?
11. Imaginer un récit intitulé «Le dimanche d'un citoyen».

12. Les objectifs poursuivis par les citadins et les ruraux dans la pratique des loisirs sportifs sont-ils différents? Si oui, dire pourquoi.
  13. Photo 181: quelles époques rappellent les costumes des acteurs apparaissant sur cette photo?
  14. Décrire les principales étapes *précédant* la première représentation d'une pièce de théâtre.
  15. En quoi le Monument national et l'Institut canadien-français d'Ottawa sont-ils des institutions culturelles à la fois distinctes et complémentaires?
  16. Nommer des occasions au cours desquelles se produit une fanfare de village.
- Activités**
17. Choisir une association religieuse, sociale ou sportive dans son milieu et en présenter les structures, les buts et les réalisations.
  18. Dégager les principaux éléments de la conclusion de l'auteur et les discuter.



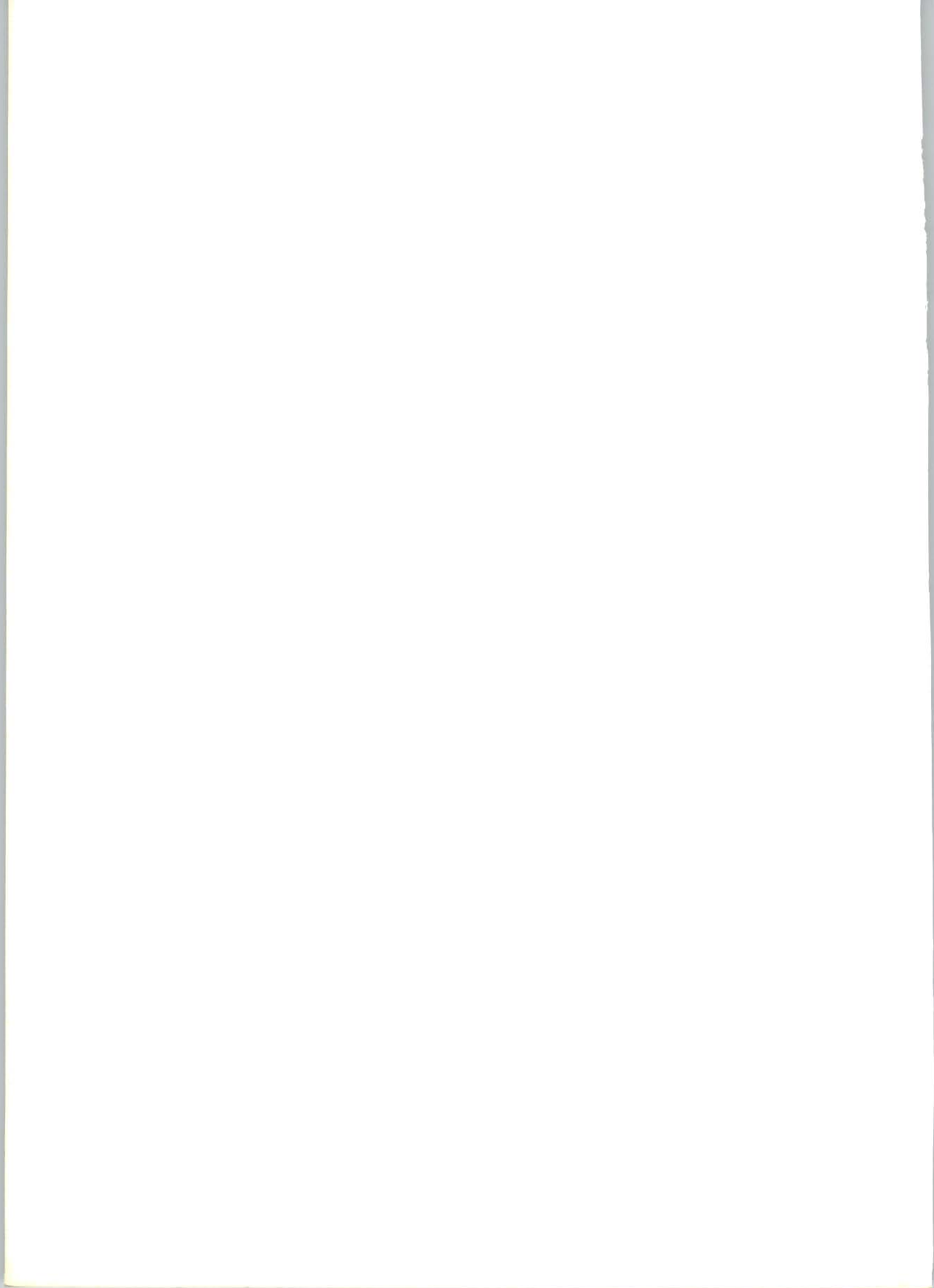
## remerciements

Nous remercions les personnes et les organismes suivants pour les droits de reproduction des photographies du présent ouvrage.

Photos n<sup>os</sup>: 1, 3, 4, 12, 14, 17, 18, 35, 36, 39, 40, 41, 44, 45, 48, 49, 50, 53, 54, 73, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 135, 148, 149, 158, 163, 166, 167, 172, 173, 174, 175, 176, 178, 179, 181: Centre d'activités culturelles «La Sainte-Famille» (Rockland); 2: Thérèse Ouellet (Sault-Sainte-Marie); 5, 30, 37, 43, 60, 74, 186: Mme Henri Côté (Cochrane); 6, 7, 8, 16, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 34, 47, 51, 56, 57, 59, 65, 71, 72, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 85, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 98, 99, 115, 120, 132, 133, 134, 150, 154, 157, 159: Archives publiques du Canada (Ottawa); 9, 86: S.A. Pain, *The Way North. Men, Mines and Minerals*, Toronto, Ryerson Press, 1964; 10: Mme Lucien Labelle (Cochrane); 11, 62, 69, 112, 146, 151, 160, 162, 164: *Album-souvenir du cinquantenaire de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption*, Hearst, 1969; 13, 42: Lucie Cantin-Verreault (Hearst); 15: Jean-Paul Turgeon (Hearst); 20: *Journal Northland Post* (Cochrane); 27, 100: Société historique du Nouvel-Ontario, *Histoire de Sturgeon Falls*, «Documents historiques» n<sup>o</sup> 12, Sudbury, 1946; 32, 156: Germaine Robert (Val Gagné); 33: Municipalité de Pointe-aux-Roches; 38: Mme Hector Lamarche (Cochrane); 46, 67, 88, 103, 147: Michelle Laflèche (Saint-Albert); 52: R.P. Letendre, paroisse de la Nativité de Marie (Moonbeam); 55, 58, 64, 68, 75: Musée McCord, collection d'archives photographiques Notman (Montréal); 61: Ministère des Ressources naturelles, Relevés géologiques de l'Ontario (Toronto); 63: Rachel Catellier (Hearst); 66, 168: Blind

River Timber Valley Museum; 70: Mme Ernest Génier (Génier); 84: D.M. Le Bourdais, *Metals and Men. The Story of Canadian Mining*, Toronto, McClelland & Stewart, 1957, p. 128; 96, 124, 187: l'Union du Canada (Ottawa); 97, 125, 126, 127, 128: *Journal Le Droit* (Ottawa), 101, 143: Émile Demers (Welland); 102, 114, 116, 123, 130, 182: Maurice Lacasse (Hull); 111: Caisse populaire Notre-Dame d'Ottawa; 113: Société historique du Nouvel-Ontario, *Le Docteur J. Raoul Hurtubise: 40 ans de vie française à Sudbury*, «Documents historiques» n<sup>os</sup> 58-60, Sudbury, 1971; 117, 118, 119, 121, 122, 136, 139, 141, 142: l'Association canadienne-française de l'Ontario (Ottawa), 129, 180, 183, 185: Centre de recherche en civilisation canadienne-française (Ottawa); 131: Bibliothèque nationale du Canada (Ottawa); 137, 159: R.P. Marc L. Gauthier, paroisse Saint-Jean-Baptiste (Pembroke); 138, 155: Les Clercs de Saint-Viateur, *Galerie canadienne des portraits historiques*, Montréal, 1921, p. 14, 17; 140: Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, section Notre-Dame, *Livre d'or de l'école Guigues*, Ottawa, Imprimerie Le Droit, 1917, p. 79; 144: R.P. Jean Lagacé (Smooth Rock Falls); 145: Club de l'âge d'or (River Valley); 152: Gaetan Vallières (Touraine); 153: Université d'Ottawa; 161: *Journal Le Devoir* (Montréal); 165: Blondine Charbonneau (Vanier); 170: Les Soeurs de la Charité (Ottawa); 171, 177: Robert Charlebois (Timmins); 184: L'Institut canadien-français d'Ottawa

L'éditeur tient à préciser que tous les efforts raisonnables ont été déployés afin d'obtenir les droits de reproduction des documents photographiques du présent ouvrage. L'éditeur ne pourra être tenu responsable de toute référence, attestation ou déclaration erronées de droits de propriété de la part des dépositaires de ces documents, des héritiers des propriétaires ou des personnes ou organismes énumérés ci-dessus.



La collection «L'Ontario français» comprend les ouvrages suivants:

L'Ontario français, historique, R. Choquette

L'Ontario français par les documents, G. Vallières

**L'Ontario français par l'image**, J. Grimard

Toponymie française en Ontario, A. Lapierre

La voix de l'Ontario (1913-1920), G. Vallières

La voix de l'Ontario, guide d'utilisation, P. Savard et G. Vallières

Atlas de l'Ontario français, G. Vallières et M. Villemure

**ISBN 2-7607-0057-7**



Éditions Études Vivantes